

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 165
N° 79

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 30
no Tetepa 2016Philippe MACHENAUD-JACQUET
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DE L'ETAT

Pages

Arrêté n° 1-2016 PPF du 1er septembre 2016 portant désignation de mandataires et délégation de signatures à la paerie de la Polynésie française 11091

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 16-290 DIR/DGR du 20 septembre 2016 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française 11093

Arrêté n° HC 550 DMME/BRHT/jc du 21 septembre 2016 portant délégation de signature à M. Gilbert Marceau, chef d'établissement du Centre de détention de Papeari en Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué 11095

Arrêté n° HC 7 SAITG/dm du 23 septembre 2016 portant modification de la liste des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de dresser la liste électorale pour l'année 2017 11096

EXTRAITS

Arrêté n° HC 1125 DIE/FIP du 19 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 537 DIE/FIP du 18 avril 2016 relatif à l'opération "Rénovation et mise en conformité de la cuisine centrale" de la commune de Papeete, volet : Constructions scolaires, année de programmation : 2016 11097

Arrêté n° 1134 DIE/FIP du 21 septembre 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 1 598 652 F CFP, soit 13 396,70 euros, à la commune de Rurutu pour la réalisation de l'opération "Etudes pour la mise en place d'un service public d'assainissement non collectif, SPANC", volet : Etudes préalables, année de programmation : 2016 11097

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1399 CM du 22 septembre 2016 portant nomination de Mlle Tauatea Taaviri en qualité de directrice de l'Etablissement d'achats groupés (EAG), établissement public industriel et commercial 11099

Arrêté n° 1400 CM du 22 septembre 2016 portant nomination de Mme Lolita Raihauti en qualité de directrice de l'établissement public dénommé Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC) 11099

Arrêté n° 1401 CM du 22 septembre 2016 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française.	11100
Arrêté n° 1402 CM du 22 septembre 2016 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française	11100
Arrêté n° 1403 CM du 22 septembre 2016 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française	11101
Arrêté n° 1404 CM du 22 septembre 2016 fixant le prix maximal de détail de certains hydrocarbures en Polynésie française	11103
Arrêté n° 1405 CM du 22 septembre 2016 relatif au prix du fioul ou MDO dont la teneur en soufre est inférieure à 1 % destiné à la SA EDT et acheminé en Polynésie française par le pétrolier James-Cook lors de son voyage n° 66.	11104

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 751 PR du 22 septembre 2016 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel.	11105
Arrêté n° 753 PR du 26 septembre 2016 prorogeant le délai de validité de l'arrêté n° 625 PR du 7 octobre 2015 portant octroi d'une aide financière à M. Casimir Terii Ah Samg, d'un an à compter du 6 octobre 2016.	11106
Arrêté n° 754 PR du 26 septembre 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.	11106
Arrêté n° 755 PR du 26 septembre 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.	11107
Arrêté n° 756 PR du 26 septembre 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.	11108
Arrêté n° 757 PR du 26 septembre 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.	11109

Ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements

Arrêté n° 8286 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tahimana Tavi Noho sis à Katiu, commune de Makemo (exploitant n° 142)	11110
Arrêté n° 8287 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Pierrette Mapu épouse Williams sis à Katiu, commune de Makemo (exploitant n° 174)	11111
Arrêté n° 8288 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Mario Tuura Fariki sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 308)	11112
Arrêté n° 8289 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Teraiponi Vairea Kolona Maheahea épouse Bellais sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 315)	11113
Arrêté n° 8290 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Opeta Karl Bellais sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 316)	11114
Arrêté n° 8291 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Mack Anania Maheahea sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 318)	11114

Arrêté n° 8292 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Vaiura Terupe Steve Maheahea sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 323)	11115
Arrêté n° 8293 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Heirava Florence Edith Teahi sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 346)	11116
Arrêté n° 8297 MEI/DAE du 22 septembre 2016 portant extension de 99 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle	11117
Arrêté n° 8298 MEI/DAE du 22 septembre 2016 portant extension de 80 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle	11126
Arrêté n° 8299 MEI/DAE du 22 septembre 2016 portant extension de la prorogation d'un (1) dépôt portant sur un (2) dessins ou modèles français	11133
Arrêté n° 8321 MEI/DAE du 23 septembre 2016 portant extension de 3 brevets français	11133
Arrêté n° 8339 MEI du 26 septembre 2016 abrogeant l'arrêté n° 6327 MRM du 23 août 2013 portant autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime sis à Tahanea, commune de Anaa, au profit de M. Philippe dit Pori Tuhiva	11135
Arrêté n° 8340 MEI du 26 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 9934 MRM du 16 décembre 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Faaite, commune de Anaa, au profit de M. Philippe Pori Tuhiva	11135
Arrêté n° 8341 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Taputapuata, au profit de M. Gilles Taria Teriitahia (exploitant n° 131)	11136
Arrêté n° 8342 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Taputapuata, au profit de M. Ernest Tahuhufaatinaora (exploitant n° 406)	11137
Arrêté n° 8343 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Taputapuata, au profit de Mme Irène Temataua-Teriti (exploitant n° 409)	11138
Arrêté n° 8344 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Tumaraa, au profit de Mme Thérèse Hina Teraimateata Teiti épouse Puahio (exploitant n° 408)	11139
Arrêté n° 8345 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tiva, commune de Tahaa, au profit de Mme Veruschka Fabiana Heitiare Ye-On (exploitant n° 344)	11139
Arrêté n° 8346 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tiva, commune de Tahaa, au profit de M. Raitini Noël Tetumahuta (exploitant n° 383)	11140
Arrêté n° 8347 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Ludwig David Ellacott (exploitant n° 8) .	11141
Arrêté n° 8348 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Pascal Heiarii Maucotel (exploitant n° 487)	11142
Arrêté n° 8349 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de quatre (4) emplacements du domaine public maritime sis à Hikueru, commune de Hikueru, au profit de M. Raiura Marcel Taaroa Pouira (exploitant n° 58)	11143
Arrêté n° 8350 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Hikueru, commune de Hikueru, au profit de M. Steven Rogonui Temahuki (exploitant n° 64)	11144

Arrêté n° 8351 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Hikueru, commune de Hikueru, au profit de Mme Terava Véronique Maifano (exploitant n° 62)	11145
Arrêté n° 8352 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Hikueru, commune de Hikueru, au profit de M. Tefau Hugues Maifano (exploitant n° 63)	11146
Arrêté n° 8353 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Hikueru, commune de Hikueru, au profit de M. Tavahikura Torikura Tekurio (exploitant n° 61)	11146
Arrêté n° 8354 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Hikueru, commune de Hikueru, au profit de M. Armand Ama Toi (exploitant n° 59)	11147
Arrêté n° 8355 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Alphonse Manate Richmond (exploitant n° 178)	11148
Arrêté n° 8356 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Nathalie Débora Bellais (exploitant n° 177)	11149
Arrêté n° 8357 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Julien Roland Tafainui Laine (exploitant n° 176)	11150
Arrêté n° 8358 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Yasmina Maimiti Aturia épouse Tehahetua (exploitant n° 174)	11151
Arrêté n° 8359 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Matha Richmond (exploitant n° 179)	11152
Arrêté n° 8360 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Odile Maoae Richmond épouse Aturia (exploitant n° 108)	11153
Arrêté n° 8361 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Makemo, commune de Makemo, au profit de Mme Mataarii Leslie Moerava Tefaatau (exploitant n° 161)	11154
Arrêté n° 8362 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Makemo, commune de Makemo, au profit de M. Patrice Titi Pou (exploitant n° 162)	11155
Arrêté n° 8363 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Mataiva, commune de Rangiroa, au profit de M. Terearii Reynald Aripeu (exploitant n° 62)	11156
Arrêté n° 8364 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Maerevahine Tekare Pohue épouse Raitui (exploitant n° 207)	11156
Arrêté n° 8365 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Angéline Teehutu Tahitoterai (exploitant n° 215)	11157
Arrêté n° 8366 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de M. Falcour Ramana Pimati (exploitant n° 649)	11158
Arrêté n° 8368 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'établissement et d'exploitation de réseau radioélectrique indépendant et assignation de fréquence au profit du service des moyens généraux de la Polynésie française ..	11159

Ministère du travail, des solidarités et de la condition féminine

- Arrêté n° 8370 MTS du 26 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 2113 MEF du 4 avril 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance des titres professionnels d'employé(e) commercial(e) en magasin et de vendeur(se) conseil en magasin 11160

Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine

- Arrêté n° 8316 MLV du 23 septembre 2016 portant affectation de la parcelle cadastrée commune de Papeete, section CX n° 157, et les constructions y édifiées, au profit de la délégation à l'habitat et à la ville 11160
- Arrêté n° 8333 MLV du 23 septembre 2016 habilitant la direction des ressources marines et minières à occuper pour le compte de la Polynésie française, un hangar, d'une superficie de 380 mètres carrés, édifié sur la zone industrielle de Fare Ute, cadastrée commune de Papeete, section ZA n° 2, et appartenant au port autonome de Papeete ... 11161

Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs

- Arrêté n° 8296 MET du 22 septembre 2016 portant agrément temporaire d'une hydrosurface à Fakarava 11162
- Arrêté n° 8300 MET du 22 septembre 2016 portant attribution à M. Faaroa Faraire d'une licence de capitaine-pilote pour les zones de pilotage relevant de la station de pilotage Te Ara Tai 11164
- Arrêté n° 8372 MET du 26 septembre 2016 portant autorisation d'empiètement d'une superficie d'environ 40 mètres carrés, sur la servitude établie aux abords des ouvrages d'art sise dans la commune de Taiarapu-Est, à Pueu au PK 9,100, côté montagne, au profit de M. le maire de la commune de Taiarapu-Est 11164
- Arrêté n° 8373 MET du 26 septembre 2016 portant autorisation d'empiètement sur la servitude de curage du domaine public fluvial, sis à Haapiti, PK 27,500, Ouest, côté mer, commune de Moorea-Maiao, au profit de la SCI DCCE Tahiti 11165

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

- Décision n° 2016-02C CESC du 28 juin 2016 portant modification n° 1 du budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2016. 11166
- Décision n° 2016-08 CESC/PR/SG du 22 septembre 2016 portant délégation de pouvoirs d'ordonnateur du président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française au profit du 1er vice-président de l'institution. ... 11166
- Décision n° 2016-09 CESC/PR/SG du 22 septembre 2016 constatant la vacance du siège du représentant désigné en commun par le Syndicat général autonome des retraités en Polynésie française, par la Fédération d'associations de retraités de l'Etat, civils et militaires en Polynésie française (FARE PF) et le Syndicat pour la défense des intérêts des retraités actuels et futurs de la CPS (SDIRAF) 11167

ACTES DES AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES

Autorité polynésienne de la concurrence

- Décision n° 16-SC-01 du 13 septembre 2016 relative à la création d'un magasin de commerce de détail, sous enseigne Easy Market, situé avenue du Prince-Hinoui à Papeete. 11168

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

- Direction régionale des douanes. — Cours des changes (période du 30 septembre au 13 octobre 2016 inclus) 11172
- Service de l'urbanisme. — 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 1er au 9 septembre 2016 11172
- 2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 12 au 16 septembre 2016 11172
- 3° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 12 au 16 septembre 2016 11173

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.....	11175
Annonces diverses	11179
Annonces marchés publics	11186



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DE L'ETAT

ARRETE n° 1-2016 PPF du 1er septembre 2016 portant désignation de mandataires et délégation de signatures à la paierie de la Polynésie française.

L'administrateur général des finances publiques en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifiée portant règlement général sur la comptabilité publique (article 14) ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'instruction du 16 août 1966 modifiée sur l'organisation du service des comptables publics (paragraphe V) ;

Vu la lettre RH-1B/2012/11/3926 de la direction générale des finances publiques, en date du 17 décembre 2012, affectant M. Yves Gatty, administrateur des finances publiques adjoint, en qualité de comptable public, responsable de la paierie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 926 du 24 décembre 2010 portant réorganisation de postes comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 10 février 2011 portant réorganisation de postes comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Sur proposition de l'administrateur des finances publiques, fondé de pouvoir,

Arrête :

Article 1er. — Délégations générales et permanentes

M. Yves Gatty, administrateur des finances publiques adjoint, payeur de la Polynésie française, donne procuration générale et permanente à Mme Régine Mestre et MM. Jean-Yves Ascoët, Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, avec mandat :

- de gérer et d'administrer la paierie de la Polynésie française ;
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception ;
- de recevoir et payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services, dont la gestion, leur est confiée ;
- d'exercer toutes poursuites ;
- d'effectuer les déclarations de créances en matière de procédure collective d'apurement du passif ;
- d'agir en justice en lieu et place du payeur ;
- d'acquitter tous mandats ;
- d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements ;
- de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées ;
- de signer les récépissés, quittances et décharges ;
- de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration ;
- d'opérer, à la trésorerie générale, les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon ;
- de représenter le payeur auprès des agents de l'administration de la poste pour toute opération ;
- de prendre l'engagement de ratifier tout ce que les mandataires du payeur auront pu faire en vertu de la présente procuration.

En conséquence, M. Yves Gatty donne pouvoir à Mme Régine Mestre et MM. Jean-Yves Ascoët, Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la paierie de la Polynésie française, entendant ainsi transmettre aux mandataires tous les pouvoirs suffisants pour qu'ils puissent, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Art. 2. — *Délégations spéciales*

1. Procuration spéciale relative au fonctionnement courant du service

M. Christian Lafage, contrôleur principal des finances publiques, Mmes Chantal Smail et Pascale Wan, contrôleuses des finances publiques, reçoivent, pour ce qui concerne le fonctionnement courant du secteur chargé des recettes, les mêmes pouvoirs que M. Raymond Teaha, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de celui-ci, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

MM. Louis Picard et Jean-François Duron, contrôleurs principaux des finances publiques, Mme Tina Lo et M. Michaël Baudouin, contrôleurs des finances publiques, reçoivent, pour ce qui concerne le fonctionnement courant du secteur chargé du recouvrement, les mêmes pouvoirs que M. Michel Tambia, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de celui-ci, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

Mme Aurélie Audebert et M. Irwin Lagarde, contrôleurs principaux des finances publiques, Mmes Dolorès Maurin-Lucas, Jocelyne Wan et Hinano Riemer, contrôleuses des finances publiques, reçoivent mandat pour signer toutes pièces relatives au fonctionnement courant du secteur chargé du paiement des dépenses assignées à la caisse du payeur, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de M. Yves Gatty, Mme Régine Mestre et M. Jean-Yves Ascoët, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

Mmes Inès Faatahe, Joséphine Nordhoff et Michelle Boileau, M. Gérard Ly Sao, contrôleurs des finances publiques, Mme Vahiria Anei, agente administrative des finances publiques, reçoivent mandat pour signer toutes pièces relatives au fonctionnement courant du service chargé de la tenue de la comptabilité générale du poste sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de M. Yves Gatty, Mme Régine Mestre et M. Jean-Yves Ascoët, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

2. Procuration spéciale en matière de procédures de redressement et de liquidation judiciaire des entreprises

Mme Régine Mestre, MM. Jean-Yves Ascoët, Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, MM. Louis Picard et Jean-François Duron, contrôleurs principaux des finances publiques, Mmes Pascale Wan, Tina Lo et M. Michaël Baudouin, contrôleurs des finances publiques, reçoivent procuration aux fins de signer les

bordereaux de déclaration de créances ainsi que tous documents relatifs aux procédures de redressement et de liquidation judiciaire des entreprises prévues par les articles L. 620-1 et suivants du code de commerce.

3. Procuration spéciale en matière d'attestation de régularité fiscale à délivrer aux entrepreneurs souhaitant soumissionner aux marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics

Mme Régine Mestre, MM. Jean-Yves Ascoët, Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, MM. Louis Picard, Jean-François Duron et Christian Lafage, contrôleurs principaux des finances publiques, Mmes Pascale Wan, Tina Lo et M. Michaël Baudouin, contrôleurs des finances publiques, MM. Allen Sanquer et Moe Taiarui, agents administratifs principaux des finances publiques, Mmes Laurence Fleurot et Joyce Cier Foc, et M. Farerai Tutavae, agents administratifs des finances publiques, reçoivent procuration aux fins de signer les attestations de régularité fiscale prévues par l'annexe 14 § 3.1 du code des marchés publics passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics.

4. Procuration spéciale en matière de représentation devant les tribunaux

Mme Régine Mestre, MM. Jean-Yves Ascoët, Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, reçoivent procuration aux fins de :

- représenter M. Gatty aux audiences des tribunaux de Papeete ;
- donner reçu et signer toutes minutes ou autres documents relatifs à ces audiences ;
- argumenter, acquiescer et, d'une manière générale, procéder à tous les actes nécessaires à l'accomplissement du mandat ainsi défini.

5. Procuration spéciale en matière de représentation devant les tribunaux dans le cadre de l'assignation des débiteurs en procédure collective

M. Louis Picard, contrôleur principal des finances publiques, reçoit procuration aux fins de :

- représenter M. Gatty aux audiences du tribunal mixte de commerce de Papeete ;
- donner reçu et signer toutes minutes ou autres documents relatifs à ces audiences ;
- argumenter, acquiescer et, d'une manière générale, procéder à tous les actes nécessaires à l'accomplissement du mandat ainsi défini.

6. Procuration spéciale en matière d'octroi de délais de paiement

MM. Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, MM. Louis Picard et Jean-François Duron, contrôleurs principaux des finances publiques, Mmes Pascale Wan et Tina Lo, et M. Michaël Baudouin, contrôleurs des finances publiques, reçoivent procuration aux

fins de signer les octrois de délais de paiement dans la limite fixée en interne par M. Gatty.

MM. Allen Sanquer et Moe Taiarui, agents administratifs principaux des finances publiques, Mmes Laurence Fleurot et Joyce Cier Foc, et M. Farerai Tutavae, agents administratifs des finances publiques, reçoivent procuration de signer les octrois de délais de paiement dans la même limite.

7. Procuration spéciale en matière de remises de majorations et de frais de poursuite

MM. Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, M. Louis Picard et Jean-François Duron, contrôleurs principaux des finances publiques, Mme Tina Lo et M. Michaël Baudouin, contrôleurs des finances publiques, reçoivent procuration aux fins d'accorder des remises de majorations et frais de poursuite dans la limite fixée en interne par M. Gatty.

MM. Allen Sanquer et Moe Taiarui, agents administratifs principaux des finances publiques, Mmes Laurence Fleurot et Joyce Cier Foc, et M. Farerai Tutavae, agents administratifs des finances publiques, reçoivent procuration aux fins d'accorder des remises de majorations et frais de poursuite en matière de produits fiscaux dans la même limite.

8. Procuration spéciale en matière d'acceptation des soumissions cautionnées de douane

MM. Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, M. Jean-François Duron, contrôleur principal des finances publiques, Mme Tina Lo et M. Michaël Baudouin, contrôleurs des finances publiques, reçoivent procuration aux fins d'accepter les soumissions cautionnées déposées en couverture des droits et taxes de douane exigibles.

9. Procuration spéciale en matière de représentation aux conseils d'administration et autres instances consultatives

Mmes Inès Faatahe et Joséphine Nordhoff, contrôleuses des finances publiques, reçoivent procuration aux fins de représenter M. Gatty aux conseils d'administration et autres instances consultatives relevant du périmètre de compétence de la paierie de la Polynésie française.

Art. 3.— L'arrêté n° 1-2015 PPF du 1er août 2015 est abrogé à compter du 1er septembre 2016.

Art. 4.— L'administrateur des finances publiques, fondé de pouvoir, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er septembre 2016.

*L'administrateur général
des finances publiques,
Ghislaine VEYSSIER.*

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 16-290 DIR/DGR du 20 septembre 2016 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des transports, notamment la sixième partie ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination de M. René Bidal, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 2132 AC/DIR du 19 novembre 2012 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 2013 fixant les modalités d'accréditation des ordonnateurs auprès des comptables publics assignataires en application de l'article 10 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 5 août 2013 nommant M. Patrick Mouysset, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44163 du 13 mars 2014 portant affectation de M. Philippe Tiercelin, ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, en qualité de chef du service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable à compter du 1er août 2014 ;

Vu l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 portant délégation de signature à M. Patrick Mouysset, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française et en cas d'absence et d'empêchement à M. Philippe Tiercelin, chef de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable ;

Vu l'arrêté n° DIR/DGR/16/123 du 31 mai 2016 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 219510073313 du 15 septembre 2016 nommant M. Ken Huioutu, assistant d'administration de l'aviation civile de classe normale, chef de la subdivision finances du département de la gestion des ressources du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française à compter du 15 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — A) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous actes, décisions, marchés publics, contrats, conventions et avenants, ainsi que les ordres de recettes, les ordres de dépenses (engagement juridique et comptable, liquidation et ordonnancement) et autres pièces budgétaires et comptables relatives au budget annexe du contrôle et de l'exploitation aériens, dans la limite de leurs attributions respectives à M. Yves Bertrand, chef du département gestion des ressources et Mme Sylvie Perrot, adjointe au chef du département gestion des ressources ;

B) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les engagements de crédits inférieurs à *six millions de francs CFP* (6 000 000 F CFP), dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Philippe Tiercelin, chef du service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable ;
- M. Philippe Naas, chef de la division régulation économique et de l'administration ;
- Mme Evelyne Berthou, chef du service de la navigation aérienne ;
- M. Sébastien Heurtier, chef de la division technique.

C) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les engagements de crédits inférieurs à *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP), dans la limite de ses attributions respectives, à :

- M. Arnold Maitere, responsable de la subdivision logistique.

D) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, et autorisation est donnée pour saisir dans le système d'information financier (SIF), tous actes relatifs à la validation des engagements juridiques, à la certification du service fait, à la validation des demandes de paiement liées à l'exécution des dépenses, ainsi qu'à la validation des titres de recettes du budget annexe "contrôle et exploitation aériens" à :

- M. Ken Huioutu, chef de la subdivision finances.

E) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, et autorisation est donnée pour saisir dans le système d'information financier (SIF), tous actes relatifs à la validation des engagements juridiques, à la certification du service fait et à la validation des demandes de paiement liées à l'exécution des dépenses du budget annexe "contrôle et exploitation aériens" à :

- M. Wallace Fare Bredin, gestionnaire finances ;
- Mme Manava Bertonnier, gestionnaire finances ;
- Mme Tumata Maker, gestionnaire finances ;
- Mme Arielle Mayerus, gestionnaire finances.

F) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, et autorisation est donnée pour saisir dans le système d'information financier (SIF), tous actes relatifs à la validation des engagements juridiques et la certification du service fait lié à l'exécution des dépenses du budget annexe "contrôle et exploitation aérienne" à :

- Mme Ethel Lee, gestionnaire finances ;
- Mme Véronique Chin, gestionnaire finances ;
- Mme Pascale Trafton, gestionnaire finances.

Art. 2. — En matière de gestion de personnel mentionnée au 2° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française :

A) Pour les actes de gestion : dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Yves Bertrand, chef du département gestion des ressources et Mme Sylvie Perrot, adjointe au chef du département gestion des ressources.

B) Pour le fonctionnement des services :

Dans la limite de leurs attributions, pour la signature des décisions de congés annuels des agents :

- Mme Evelyne Berthou, chef du service de la navigation aérienne et en cas d'absence ou d'empêchement de

- Mme Evelyne Berthou, par M. Charles Peretti, chef de la division circulation aérienne et M. Sébastien Heurtier, chef de la division technique ;
- M. Philippe Tiercelin, chef du service de la régulation économique de l'ingénierie et du développement durable et, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Tiercelin, par M. Philippe Naas, chef de la division régulation économique et administration ;
 - M. Pascal Bazer-Bachi, chef du département surveillance et, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Bazer-Bachi par M. Etienne Dinand, chef de la division sûreté, M. Bertrand Cazes, chef de la division opérations aériennes et Mme Bibiane Galan, chef de la division sécurité aéroportuaire et navigation aérienne ;

Pour les ordres de déplacement, à l'exception des déplacements hors de la Polynésie française :

- M. Yves Bertrand, chef du département gestion des ressources, ou en cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves Bertrand, par Mme Sylvie Perrot, adjointe au chef du département gestion des ressources.

Art. 3.— En matière de gestion du domaine aéronautique de l'Etat mentionné au 3° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous les actes se rapportant à la gestion des logements de service de la cité de l'air de la commune de Faa'a, dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Yves Bertrand, chef du département gestion des ressources et Mme Sylvie Perrot, adjointe au chef du département gestion des ressources.

Art. 4.— A) En matière d'exploitation aéroportuaire mentionnée aux 4° et 5° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les actes de gestion relatifs aux aérodromes d'Etat, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- Mme Evelyne Berthou, chef du service de la navigation aérienne ;
- M. Sébastien Heurtier, chef de la division technique ;
- M. Charles Peretti, chef de la division circulation aérienne ;
- M. Philippe Tiercelin, chef du service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable.

B) En matière d'exploitation aéroportuaire mentionnée aux 4° et 5° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les actes de gestion relatifs aux aérodromes de la Polynésie française, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- Mme Evelyne Berthou, chef du service de la navigation aérienne ;
- M. Charles Peretti, chef de la division circulation aérienne.

C) En matière d'exploitation aéroportuaire mentionnée aux 4° et 5° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les documents relatifs à la délivrance, à la suspension et au retrait des titres et agréments en matière de sûreté et de sécurité aéroportuaire, à M. Pascal Bazer-Bachi, chef du département surveillance et, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrick Mouysset et de M. Pascal Bazer-Bachi, à M. Etienne Dinand, chef de la division sûreté et à Mme Bibiane Galan, chef de la division sécurité aéroportuaire et navigation aérienne.

Art. 5.— En matière de sécurité des aéronefs et de leurs équipages mentionnée au 6° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 344 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous actes, décisions et pièces administratives, relatifs aux examens et titres aéronautiques, à l'utilisation des aéronefs, à la rétention administrative des aéronefs, à la formation du personnel navigant et aux entreprises de transport aérien, dans la limite de leurs attributions respectives à M. Pascal Bazer-Bachi, chef du département surveillance et, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Bazer-Bachi, à M. Bertrand Cazes, chef de la division opérations aériennes du département de la surveillance et à Mme Isabelle Regnier, adjointe au chef de la division opérations aériennes.

Art. 6.— L'arrêté n° DIR/DGR/16/123 du 31 mai 2016 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est abrogé.

Art. 7.— Le chef du département gestion des ressources du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2016.

*Le directeur du service d'Etat
de l'aviation civile en Polynésie française
par intérim,*
Philippe TIERCELIN.

**ARRETE n° HC 550 DMME/BRHT/jc du 21 septembre 2016
portant délégation de signature à M. Gilbert Marceau,
chef d'établissement du centre de détention de Papeari
en Polynésie française, en qualité d'ordonnateur
secondaire délégué.**

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 94-499 du 21 juin 1994 relative au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 95-300 du 17 mars 1995 modifiant le code de procédure pénale (troisième partie : décrets) applicable dans les territoires d'outre-mer et relatif aux procédures d'exécution en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1490 du 2 décembre 2005 relatif à l'organisation comptable des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination de M. René Bidal, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 11 août 2015 de la ministre de la justice portant mutation de M. Gilbert Marceau, directeur des services pénitentiaires hors classe, en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Papeari, à compter du 1er septembre 2015 ;

Vu l'arrêté du 12 août 2015 du ministre de la justice portant mutation de Mme Barbara Padovani Lambert, directrice des services pénitentiaires, au centre de détention de Papeari à compter du 7 octobre 2015 ;

Vu l'arrêté du 12 août 2015 du ministre de la justice portant mutation de M. Jean-Jacques Marchand, directeur des services pénitentiaires hors classe, au centre pénitentiaire de Papeari à compter du 14 septembre 2015 ;

Vu la convention n° 87-94 du 30 décembre 1994 entre l'Etat et le territoire de la Polynésie française relative au transfert des compétences en matière pénitentiaire ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Gilbert Marceau, chef d'établissement du centre de détention de Papeari, à l'effet de procéder en matière d'ordonnancement secondaire délégué à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits délégués sur le budget du ministère de la justice, pour l'exécution des recettes et des dépenses inscrites :

- au programme 107 "administration pénitentiaire" du budget du ministère de la justice, relative à l'activité de ses services, à l'exception des opérations immobilières (acquisition, construction ou de rénovation) ;
- au programme 912 "cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire" du budget du ministère de la justice, relatives au compte de commerce "cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire" et de leurs délégués.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilbert Marceau, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Barbara Padovani Lambert et M. Jean-Jacques Marchand, adjoints au chef d'établissement du centre pénitentiaire de Papeari.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef d'établissement du centre de détention de Papeari, et le directeur de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2016.

René BIDAL.

ARRETE n° HC 7 SAITG/dm du 23 septembre 2016 portant modification de la liste des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de dresser la liste électorale pour l'année 2017.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral notamment ses articles 9 et 16 à 21 ;

Vu l'arrêté n° HC 1 SAITG du 30 juin 2016 portant désignation dans la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier des délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée pour chaque bureau de vote de dresser la liste électorale pour l'année 2017 ;

Vu l'arrêté n° HC 29008 DIRAJ/BRE du 24 août 2016 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française pour la période du 1er mars 2017 au 28 février 2018 ;

Vu l'arrêté n° HC 474 DMME/BRHT/jc du 28 juillet 2016 portant délégation de signature à M. Denis Mauvais, chef de la subdivision administrative des îles Tuamolu et Gambier ;

Considérant que plusieurs délégués désignés ont informé de leur souhait de ne plus assurer cette mission citoyenne,

Arrête :

Article 1er. — La liste des délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée de dresser la liste électorale pour l'année 2017 pour les bureaux de vote ci-après est modifiée comme suit :

N° et nom du bureau de vote	Délégué titulaire	Délégué suppléant
1 - ANAA	UTIA David	TUPAHURURU Marguerite
2 - KAUEHI	PATIA Bénina	TEIHOTAATA Sabrina
5 - NIAU	CLARK-TEFAU Joyce	AMARU Moana
2 - FAKAHINA	AHINI Rosalie	GRASSIN Herenui
1 - HAO	FAEHAU-LAU Ginette	TUAUNU Claudine
2 - AMANU	TEGARIPA Anai	TAPAKIA Roger
1 - TAKAROA	TEIRI Clara	ATEO Ketty

Art. 2. — La désignation des délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée de dresser la liste électorale pour l'année 2017 pour le bureau de vote de Tematangi est abrogée.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 3 mois courant à compter de la date de sa notification.

Art. 4. — Le chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française dont copie sera notifiée à chaque personne désignée.

Fait à Papeete, le 23 septembre 2016.
Le chef de la subdivision administrative
des îles Tuamotu-Gambier
du haut-commissariat,
Denis MAUVAIS.

Par arrêté n° HC 1125 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 19 septembre 2016. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 537 DIE/FIP du 18 avril 2016 relatif à l'opération "Rénovation et mise en conformité de la cuisine centrale", en ce qui concerne le délai de démarrage.

Les dispositions du 5e alinéa de l'article 6 de l'arrêté de financement initial sont modifiées comme suit :

Au lieu de : " à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL" ;

Lire : " à démarrer l'opération au plus tard le 18 avril 2017. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans

délai à la subdivision administrative des îles du Vent, tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement à cette date, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL".

Par arrêté n° 1134 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 21 septembre 2016. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Rurutu pour la réalisation de l'opération intitulée "Etudes pour la mise en place d'un service public d'assainissement non collectif - SPANC", décrite ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à réaliser une étude pour la mise en place d'un service public d'assainissement non collectif.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 1 998 315 F CFP, soit 16 745,88 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessus est arrêté comme suit :

- FIP (80 %)	1 598 652 F CFP	13 396,70 euros
- Commune (20 %)	399 663 F CFP	3 349,18 euros
- Total (100 %)	1 998 315 F CFP	16 745,88 euros

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Rurutu pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 80 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 1 598 652 F CFP, soit 13 396,70 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bonde commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL.
- des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production :

- de l'imprimé FIP signé par le maire ;
- d'un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal ;

Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement.

- le solde sera versé sur production :
 - de l'imprimé FIP signé par le maire ;
 - d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire, mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération ;
 - d'un exemplaire du rapport final des études ;
 - d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. Les états de mandatement mentionneront les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Rurutu s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 mars 2018 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 septembre 2018 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1399 CM du 22 septembre 2016 portant nomination de Mlle Tauatea Taaviri en qualité de directrice de l'Etablissement d'achats groupés (EAG), établissement public industriel et commercial.

NOR : EAG1600620AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1013 AT du 7 février 1985 modifiée portant création d'un établissement public à caractère commercial et industriel doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommé "Etablissement d'achats groupés" ;

Vu l'arrêté n° 1287 CM du 28 novembre 1996 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Etablissement d'achats groupés (ETAG) ;

Vu la lettre n° 5221 PR du 1er août 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 2 août 2016 ;

Vu l'avis n° 142-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Tauatea Taaviri est nommée en qualité de directrice de l'Etablissement d'achats groupés (EAG), établissement public industriel et commercial, à compter du 1er octobre 2016.

Art. 2.— L'arrêté n° 8 CM du 5 janvier 2015 portant nomination de Mlle Tauatea Taaviri en qualité de directrice par intérim de l'Etablissement d'achats groupés (EAG), établissement public industriel et commercial, est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 1400 CM du 22 septembre 2016 portant nomination de Mme Lolita Raihauiti en qualité de directrice de l'établissement public dénommé "Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue" (GREPFOC).

NOR : GRE1600621AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2003-97 APF du 10 juillet 2003 portant création d'un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommé "Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue" (GREPFOC) ;

Vu la lettre n° 5222 PR du 1er août 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 2 août 2016 ;

Vu l'avis n° 143-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Mme Lolita Raihauti est nommée en qualité de directrice de l'établissement public dénommé "Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue" (GREPFOC) à compter du 1er octobre 2016.

Art. 2. — L'arrêté n° 1141 CM du 5 août 2011 portant nomination de Mme Lolita Raihauti en qualité de directrice par intérim de l'établissement public dénommé "Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue" (GREPFOC) est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 1401 CM du 22 septembre 2016 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE1621359AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du

3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 80-36 AT du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers suivants est fixée comme suit :

- | | |
|---|--------------------|
| - Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23) | 43,735 F CFP/litre |
| - Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.19.12) | 42,481 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25) | 43,415 F CFP/litre |

Art. 2. — La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de nomenclature douanière 27.11.13.90 est fixée pour le mois d'octobre 2016 à 90,452 F CFP/kg.

Art. 3. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 1402 CM du 22 septembre 2016 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE1621359AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1401 du 22 septembre 2016 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les montants de stabilisation, définis par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée, sont fixés pour le mois d'octobre 2016 comme suit :

- Gaz butane (27.11.13.90) + 12,575 F CFP/kilogramme
- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.19.12) + 29,569 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23) - 6,161 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises periciles agréées (27.10.12.23) + 35,339 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25) + 19,667 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) + 15,417 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) + 17,417 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25) + 7,917 F CFP/litre

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25) - 26,183 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, consommé par des exploitants de service public (27.10.19.25) 0,000 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25) + 0,167 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25) + 0,167 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti, exploitées dans le cadre d'un service public (27.10.19.25) 0,000 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises periciles dûment agréées (27.10.19.25) + 31,167 F CFP/litre

Art. 2. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 1403 CM du 22 septembre 2016 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE1621359AC-3

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1827 CM du 12 décembre 2008 modifié fixant les montants de la rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières et des sociétés important, stockant, conditionnant et distribuant le gaz butane importé en vrac en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1401 CM du 22 septembre 2016 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1402 CM du 22 septembre 2016 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le prix maximal de facturation aux revendeurs par les entreprises importatrices et distributrices est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants pour le mois d'octobre 2016 :

- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.19.12)	105,20 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23)	117,25 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises pericoles dûment agréées (27.10.12.23)	106,75 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25)	119,25 F CFP/litre

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25)	76 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25)	78 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25)	70,20 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25)	33 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25)	60,75 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25)	60,75 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericoles dûment agréées (27.10.19.25)	97,75 F CFP/litre

Art. 2.— Pour les essences à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23) visées en 2e et 3e lignes du tableau de l'article 1er et pour les gazoles d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25) visés aux 4e et 11e lignes du tableau de l'article 1er, les stations-services bénéficient d'une remise de 0,75 F CFP/litre sur les prix de gros définis à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3.— Pour le mois d'octobre 2016, le prix maximal de facturation aux utilisateurs finaux par les entreprises importatrices et distributrices est fixé pour les produits suivants à :

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) hors stations-services marines	76 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25)	78 F CFP/litre

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25) livrés par oléoduc ou camion citerne et pour des commandes unitaires supérieures à 1 000 litres 33 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti consommé par des exploitants de service public (27.10.19.25) 59,583 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti exploitées dans le cadre d'un service public (27.10.19.25) 61,283 F CFP/litre

Art. 4.— Les prix de vente maximaux des entreprises distributrices de gaz butane aux revendeurs sont fixés pour le mois d'août 2016 comme suit :

- bouteille de 13 kilogrammes : 2 639 F CFP
- bouteille de 39 kilogrammes : 7 917 F CFP
- bouteille de 50 kilogrammes : 10 150 F CFP

Art. 5.— Est puni des peines prévues pour les contraventions de la 5e classe, soit 178 997 F CFP par infraction, le fait pour une entreprise importatrice ou distributrice :

- de vendre ou de proposer à la vente à un revendeur, un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur à celui fixé pour ce produit en application des dispositions des articles 1er et 2 du présent arrêté ;
- de vendre ou de proposer à la vente à un utilisateur final, un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur à celui fixé pour ce produit en application des dispositions de l'article 3 du présent arrêté ;
- de vendre ou de proposer à la vente à un revendeur, une bouteille de gaz butane à un prix supérieur à celui fixé à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 6.— Les infractions à l'article 5 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de procédure pénale applicables en matière de commerce, de concurrence et de réglementation des prix.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés du service en charge du contrôle de la réglementation des prix.

Art. 7.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 1404 CM du 22 septembre 2016 fixant le prix maximal de détail de certains hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE1621359AC-4

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1208 CM du 27 août 1990 modifié fixant la marge maximale de détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1403 CM du 22 septembre 2016 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants pour le mois d'août 2016 :

- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.11.12)	112 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre (27.10.11.23)	128 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre destinée à des entreprises pericolas dûment agréées (27.10.11.23)	115 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25)	130 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) en stations-services marines	85 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25)	77 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25)	40 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25)	69 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25)	69 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericolas dûment agréées (27.10.19.25)	106 F CFP/litre

Art. 2. — Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail du gaz butane est fixé pour le mois d'août 2016 comme suit :

- bouteille de 13 kilogrammes :	2 834 F CFP
- bouteille de 39 kilogrammes :	8 502 F CFP
- bouteille de 50 kilogrammes :	10 900 F CFP

Art. 3. — L'achat d'une bouteille pleine de gaz butane donne droit à la reprise d'une bouteille vide complète de même capacité sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être perçu par le vendeur. Les bouteilles de 13 kilogrammes de gaz sont consignées au prix de 3 000 F CFP, celles de 39 kilogrammes et de 50 kilogrammes au prix de 8 000 F CFP, sans majoration possible.

Art. 4. — Est puni des peines prévues pour les contraventions de la 5e classe, soit 178 997 F CFP par infraction, le fait :

- de vendre ou de proposer à la vente un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur au prix fixé pour ce produit à l'article 1er ci-dessus ;
- de vendre ou de proposer à la vente une bouteille de gaz butane, à un prix supérieur à celui fixé à l'article 2 ci-dessus ;
- de pratiquer un prix pour la consigne d'une bouteille de gaz supérieur au prix fixé à l'article 3 ci-dessus ;
- de refuser de reprendre ou de reprendre avec un supplément de prix, une bouteille de gaz vide complète de même capacité lors de la vente d'une bouteille de gaz pleine.

Art. 5. — Les infractions à l'article 4 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de procédure pénale applicables en matière de commerce, de concurrence et de réglementation des prix.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés du service en charge du contrôle de la réglementation des prix.

Art. 6. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRTSCH.*

ARRETE n° 1405 CM du 22 septembre 2016 relatif au prix du fioul ou MDO dont la teneur en soufre est inférieure à 1 % destiné à la SA EDT et acheminé en Polynésie française par le pétrolier James Cook lors de son voyage n° 66.

NOR : DAE1621359AC-5

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-1-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 80-36 AT du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 293 CM du 28 décembre 2004 modifié fixant le cadre général du prix de vente du fioul destiné à la SA EDT ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du fioul ou MDO à teneur en soufre inférieure à 1 % destiné à la SA EDT (position tarifaire 27.10.19.22) acheminé en Polynésie française par le pétrolier James Cook lors de son voyage n° 66, arrivée prévue à Papeete le 22 septembre 2016 est la suivante :

Pétrolier : James Cook.

Voyage : n° 66.

Volume chargé à Singapour (à 15° C) : 7 871 783 litres.

Masse volumique (à 15° C) du produit : 0,988 kg/litre.

Date d'arrivée prévue du navire à Papeete : 22 septembre 2016.

Valeur CAF barème : 35,687 F CFP/litre.

Art. 2. — Le montant de stabilisation et le prix de cession applicables au fioul ou MDO dont la teneur en soufre est inférieure à 1 % destiné à la SA EDT provenant de l'importation visée à l'article 1er ci-dessus sont les suivants :

- | | |
|---|-------------------|
| - Montant de stabilisation défini par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée susvisée | 0,000 F CFP/litre |
| - Prix maximal de facturation à la SA EDT par l'entreprise importatrice ou distributrice | 44,58 F CFP/litre |

Art. 3. — Sans préjudice des dispositions prévues par le code des douanes, est puni des peines prévues pour les contraventions de la 5e classe, soit une amende de 178 997 F CFP par infraction, le fait pour une entreprise importatrice ou distributrice de vendre ou de facturer à la SA EDT un litre de produit visé par le présent arrêté à un prix supérieur à celui indiqué à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. — Les infractions à l'article 3 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux

dispositions de procédure pénale des livres II et III de la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 susvisée.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés du service en charge du contrôle de la réglementation des prix.

Art. 5. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 751 PR du 22 septembre 2016 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la

promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Jean-Christophe Bouissou, ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, pendant l'absence de M. Teva Rohfrisch, du 23 au 30 septembre 2016 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 753 PR du 26 septembre 2016 prorogeant le délai de validité de l'arrêté n° 625 PR du 7 octobre 2015 portant octroi d'une aide financière à M. Casimir Terii Ah Samg d'un an à compter du 6 octobre 2016.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013 réglementant les aides financières aux agriculteurs ;

Vu l'arrêté n° 1040 CM du 29 juillet 2013 modifié portant application de la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013 réglementant les aides financières aux agriculteurs ;

Vu l'arrêté n° 625 PR du 7 octobre 2015 portant octroi d'une aide financière à M. Casimir Terii Ah Samg ;

Vu la demande de M. Casimir Terii Ah Samg en date du 13 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de validité de l'arrêté n° 625 PR du 7 octobre 2015, portant octroi d'une aide financière à

M. Casimir Terii Ah Samg, est prorogé pour une période d'un (1) an à compter du 6 octobre 2016.

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Casimir Terii Ah Samg et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,
ministre du budget, des finances
et des énergies,
Nuihau LAUREY.*

ARRETE n° 754 PR du 26 septembre 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 677 VP du 1er février 2016 portant modification de l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu les inscriptions au budget général de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1275 CM du 28 août 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014

instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1276 CM du 28 août 2014 approuvant les conventions n° 5294, n° 5295, n° 5296 du 22 septembre 2014 relatives à la mise en place d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu les dossiers éligibles présentés par la banque SOCREDO par courrier n° DEO/2016/02386 du 24 août 2016,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement des ménages est attribuée aux personnes ci-après désignées, suivant les montants indiqués :

Identité des bénéficiaires	Montant de l'aide accordée (en FCFP)
BEA Hiroana Christopher	1 600 000
TEMAURI Ranui et HAUATA Sandra	1 340 000
BARFF Manuarii et Tatiana	2 000 000
TOTAL aide financière	4 940 000

Art. 2. — Conformément à l'article LP. 4-II de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous chapitre 916-04, AP 221-2016, AE 62-2016, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — En cas d'inexécution des obligations aux bénéficiaires prévus aux articles LP. 5 et LP. 6 de la loi du pays n° 2104-26 du 14 août 2014 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique,
de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 755 PR du 26 septembre 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 677 VP du 1er février 2016 portant modification de l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu les inscriptions au budget général de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1275 CM du 28 août 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1276 CM du 28 août 2014 approuvant les conventions n° 5294, n° 5295, n° 5296 du 22 septembre 2014 relatives à la mise en place d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu les dossiers éligibles présentés par la Banque de Tahiti par courriers ADC-Marie-Josée Sanfal du 7 juin 2016 n° 1821-1822-1823 et du 20 mai 2016 n° 1820 DGAE du 15 juin 2016,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement des ménages est attribuée aux personnes ci-après désignées, suivant les montants indiqués :

Identité des bénéficiaires	Montant de l'aide accordée (en FCFP)
BELLOT Fabien et HUUTI Claudine	2 000 000
SENTANA Bruno et ESTALL Heilani	1 600 000
GERMAIN Teva et Teinamai	1 680 000
MAIHOTA Elvire et Hugues	1 300 000
TOTAL aide financière	6 580 000

Art. 2. — Conformément à l'article LP. 4-II de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 916-04, AP 221-2016, AE 62-2016, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — En cas d'inexécution des obligations aux bénéficiaires prévus aux articles LP. 5 et LP. 6 de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique,
de la promotion des investissements,
Teva ROHFRTSCH.*

ARRETE n° 756 PR du 26 septembre 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 modifié constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 677 VP du 1er février 2016 portant modification de l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu les inscriptions au budget général de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1275 CM du 28 août 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1276 CM du 28 août 2014 approuvant les conventions n° 5294, n° 5295, n° 5296 du 22 septembre 2014 relatives à la mise en place d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti par courrier ADC-Marie-Josée Sanfal du 20 mai 2016 n° 2504 DGAE du 11 août 2016 ,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement des ménages est attribuée à la personne ci-après désignée, suivant le montant indiqué :

Identité du bénéficiaire	Identité du notaire	Montant de l'aide accordée (en FCFP)
FIRUU Jean Yves	SCP Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et J.P PINNA	760 000
TOTAL aide financière		760 000

Art. 2. — Conformément à l'article LP. 4-II de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité sur le compte du notaire exerçant en Polynésie française.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 916-04, AP 221-2016, AE 62-2016, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — En cas d'inexécution des obligations du bénéficiaire prévues aux articles LP. 5 et LP. 6 de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique,
de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 757 PR du 26 septembre 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 677 VP du 1er février 2016 portant modification de l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu les inscriptions au budget général de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1275 CM du 28 août 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1276 CM du 28 août 2014 approuvant les conventions n° 5294, n° 5295, n° 5296 du 22 septembre 2014 relatives à la mise en place d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la banque SOCREDO par courrier n° DEO 2016/1710 du 8 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement des ménages est attribuée à la personne ci-après désignée, suivant le montant indiqué :

Identité du bénéficiaire	Identité du notaire	Montant de l'aide accordée (en FCFP)
DUHAZE Samantha Ahuura	SCP Philippe CLEMENCET Alexandrine CLEMENCET et J.P PINNA	1 480 000
TOTAL aide financière		1 480 000

Art. 2. — Conformément à l'article LP. 4-II de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité sur le compte du notaire exerçant en Polynésie française.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 916-04, AP 221-2016, AE 62-2016, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — En cas d'inexécution des obligations du bénéficiaire prévues aux articles LP. 5 et LP. 6 de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique,
de la promotion des investissements,
Teva ROHFRTSCH.*

**MINISTERE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,
DE L'ECONOMIE BLEUE,
DE LA POLITIQUE NUMERIQUE
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

ARRETE n° 8286 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tahimana Tavi Noho sis à Katiu, commune de Makemo (exploitant n° 142).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Katiu du 19 mars 2014 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime M. Tahimana Tavi Noho non datée, reçue le 21 mars 2014 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 17 juillet 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Tahimana Tavi Noho, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Katiu, commune de Makemo.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Tahimana Tavi Noho, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8287 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Pierrette Mapu épouse Williams sis à Katiu, commune de Makemo (exploitant n° 174).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire délégué de la commune associée de Katiu ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mme Pierrette Mapu épouse Williams du 26 août 2015, reçue le 4 septembre 2015 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 24 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de Mme Pierrette Mapu épouse Williams, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié, susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Katiu, commune de Makemo.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de Mme Pierrette Mapu épouse Williams, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8288 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Mario Tuura Fariki sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 308).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Takapoto du 25 juillet 2015 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Mario Tuura Fariki du 25 juillet 2015, reçue le 29 juillet 2015 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 24 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Mario Tuura Fariki, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Mario Tuura Fariki, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8289 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Teraiponi Vairea Kolona Maheahea épouse Bellais sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 315).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire de la commune de Takaroa ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mme Teraiponi Vairea Kolona Maheahea épouse Bellais du 24 août 2015, reçue le 25 août 2015 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 24 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de Mme Teraiponi Vairea Kolona Maheahea épouse Bellais aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de Mme Teraiponi Vairea Kolona Maheahea épouse Bellais, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8290 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Opeta Karl Bellais sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 316).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire de la commune de Takaroa ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Opeta Karl Bellais du 24 août 2015, reçue le 25 août 2015 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 24 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Opeta Karl Bellais, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Opeta Karl Bellais, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.

Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8291 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Mack Anania Maheahea sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 318).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du

gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Takapoto du 21 août 2015 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime M. Mack Anania Maheahea non datée, reçue le 25 août 2015 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 24 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au-profit de M. Mack Anania Maheahea, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Mack Anania Maheahea, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.

Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8292 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Valura Terupe Steve Maheahea sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 323).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Takapoto du 21 août 2015 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Vaiura Terupe Steve Maheaea, non datée, reçue le 15 septembre 2015 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 24 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Vaiura Terupe Steve Maheaea, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Vaiura Terupe Steve Maheaea, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.
Teva ROHRITSCH.

ARRETE n° 8293 MEI du 22 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Heirava Florence Edith Teahi sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 346).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Takapoto du 4 novembre 2015 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime Mlle Heirava Florence Edith Teahi du 4 novembre 2015, reçue le 23 novembre 2015 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 24 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de Mlle Heirava Florence Edith Teahi, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à vingt mille francs CFP (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de Mlle Heirava Florence Edith Teahi, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8297 MEI/DAE du 22 septembre 2016 portant extension de 99 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-38 du 18 septembre 2015 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4205736 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-42 du 16 octobre 2015 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4211890 et n° 4211966 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-52 du 24 décembre 2015 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4230572 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-07 du 19 février 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4240884 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-08 du 26 février 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4245069, n° 4245072, n° 4245077 et n° 4245079 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-09 du 4 mars 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4248997 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-11 du 18 mars 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4252348 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-12 du 25 mars 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4253743, n° 4253781 et n° 4254048 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-13 du 1er avril 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4255224, n° 4255556 et n° 4256073 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-15 du 15 avril 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4258731, n° 4259749, n° 4259802 et n° 4259992 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-16 du 22 avril 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4261095, n° 4261117, n° 4261300 et n° 4261448 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-17 du 29 avril 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4261982 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-19 du 13 mai 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4265681, n° 4265732 et n° 4266389 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-21 du 27 mai 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4245064 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-20 du 20 mai 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 44 NS du 5 novembre 2015, page 1868 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4205736 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 51 NS du 10 décembre 2016, page 1976 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4211890 et n° 4211966 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 7 NS du 11 février 2016, page 326 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4230572 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 16 NS du 10 mars 2016, page 812 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4240884, n° 4245064, n° 4245069, n° 4245072, n° 4245077 et n° 4245079 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 19 NS du 31 mars 2016, page 936 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4248997 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 1977 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4253743, n° 4253781 et n° 4254048 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 1996 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4255224, n° 4255556 et n° 4256073 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 2045 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4258731, n° 4259749, n° 4259802 et n° 4259992 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 30 NS du 2 juin 2016, page 2133 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4261095, n° 4261117, n° 4261300 et n° 4261448 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 30 NS du 2 juin 2016, page 2147 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4261982 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 37 NS du 23 juin 2016, page 2881 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4265681, n° 4265732 et n° 4266389 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 46 NS du 28 juillet 2016, page 3324 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4245064 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 37 NS du 23 juin 2016, page 2907 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-33 du 19 août 2016 ayant publié l'enregistrement des marques objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI et le JOPF susvisés, et listés dans les 2 annexes au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ANNEXE N°1 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES ENREGISTREMENTS DE 99 MARQUES FRANCAISES
71 extensions effectuées sans modification par rapport aux demandes publiées

N° de la marque (n° INPI)	Date dépôt demande d'extension	Déposant	Mandataire ou destinataire de la correspondance	Classes de produits et de services	Références BOPI publication demande d'extension	Références BOPI Enregistrement de la marque	Références JOFF publication demande d'extension
4245064	01 février 2016	OUICLICK SAS	SELARL FOURGOUX & ASSOCIÉS	35, 36, 42.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4254048	03 mars 2016	KENZO	GUERLAIN	3	BOPI 2016-12 du 25/03/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 27 NS du 26/05/2016 page 1977
4255224	08 mars 2016	S.E.J.E.R.	Mme. Marion TERTRAIS	9, 16, 28, 35, 38, 41, 42.	BOPI 2016-13 du 01/04/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 27 NS du 26/05/2016 page 1996
4265681	18 avril 2016	Hewlett Packard Enterprise Development LP	CABINET BEAU DE LOMENIE	9, 16, 35, 36, 37, 38, 41, 42.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4265732	18 avril 2016	SPONTEX	CABINET BEAU DE LOMENIE	3, 21, 24.	BOPI 2016-19 du 13/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2881
4267356	25 avril 2016	BORGES - TRAMIER	Cabinet GUIU - JurisPatent	29	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267451	25 avril 2016	Nissan Jidosha Kabushiki Kaisha	INLEX IP EXPERTISE	12	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267467	25 avril 2016	TESALYS	JEANNET & Associés	7, 10, 11, 16, 21, 37.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267479	25 avril 2016	TESALYS	JEANNET & Associés	7, 10, 11, 16, 21, 37.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267488	25 avril 2016	M. Olivier GLOUX	M. Olivier GLOUX	35	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267531	25 avril 2016	RICARD	PERNOD RICARD SA - GIPH	33, 35.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267556	25 avril 2016	BIOFARMA	BIOFARMA	3	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267563	25 avril 2016	Mme. Elisabeth DROUARD	CABINET PASCALE LAMBERT ET ASSOCIES	30, 39, 43.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267568	25 avril 2016	BOEHRINGER INGELHEIM France	CABINET BEAU DE LOMENIE	5	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267575	25 avril 2016	BOEHRINGER INGELHEIM France	CABINET BEAU DE LOMENIE	5	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267761	26 avril 2016	ALAIN AFFLELOU FRANCHISEUR	NOVAGRAAF France	3, 5, 9, 10, 35, 36, 37, 38, 44.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267859	26 avril 2016	LA MAISON DE LA CHATINE	CABINET LAVOIX	29, 30.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267861	26 avril 2016	MEGA SOUND CONCEPT	M. Nicolas BEZARD	9, 11, 15.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267876	26 avril 2016	Mme. Aurélie TACQUARD	Mme. Aurélie TACQUARD	28, 41, 42.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267911	26 avril 2016	GROUPE CANAL+	BRANDSTORMING	9, 16, 35, 38, 41.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267980	27 avril 2016	COMPAGNIE DES FROMAGES & RICHESMONT	SODIAAL INTERNATIONAL	29	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267991	27 avril 2016	Mme. Marine TOUSSIROT	AQUINOV	1, 2, 42.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267995	27 avril 2016	Mme. Marine TOUSSIROT.	AQUINOV	1, 2, 42.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4267997	27 avril 2016	COMPAGNIE DES FROMAGES & RICHESMONT	SODIAAL INTERNATIONAL	29	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268001	27 avril 2016	AEROVIAS DE MEXICO	IPSILON BREMA-LOYER	39	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268039	27 avril 2016	SANEL SANAYI ELEKTRONIGI IMALAT VE TICARET LIMITED SIRKETI	CABINET Chaillot	9	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268072	27 avril 2016	SNAESCO	SNAESCO	16, 35, 38, 41, 45.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268130	27 avril 2016	TOYOTA JIDOSHA KABUSHIKI KAISHA	CABINET BEAU DE LOMENIE	12	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268142	27 avril 2016	Les Cosmétiques du Moulin de la Chartreuse	OMNIPAT MDM	3, 4.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268153	27 avril 2016	GROUPE PAMA PROTECTION JURIDIQUE	NOVAGRAAF France	36, 45.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268154	27 avril 2016	Mme. Carole CARECCHIO	TMARK CONSEILS	18	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268176	27 avril 2016	Akuo Energy	Akuo Energy	7, 31, 35, 39, 40, 44.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268211	27 avril 2016	Mme. Charlotte COURCELLE	BIOGARAN	5, 10.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268259	27 avril 2016	BANCO SANTANDER	CABINET PLASSERAUD	35, 36.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268315	28 avril 2016	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION PARIS ILE-DE-France	CCI IDF	16, 35, 41, 42, 44.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268328	28 avril 2016	ANGE GARDIEN 30	ALLE et Associés Avocats	37, 39, 44, 45.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268394	28 avril 2016	Etat français	Agence du patrimoine immatériel de l'Etat	9, 14, 23, 26, 27, 28, 34, 35, 41.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268411	28 avril 2016	SA PERRIN VERMOT	CABINET VITTOZ	29	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268468	28 avril 2016	Pit Bull Jeans Industria e comercio de confecções LTDA	GEVERS & ORES	25	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOFF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907

4268469	28 avril 2016	Société des Caves et des Producteurs Réunis de	INLEX IP EXPERTISE	29, 35.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268484	28 avril 2016	SCOTTS FRANCE SAS	CABINET LAURENT & CHARRAS	1, 5, 11, 19, 21, 31, 44.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268488	28 avril 2016	Cello Plastic Products Private Ltd	SOCIETE BIC	16	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268491	28 avril 2016	Société des Caves et des Producteurs Réunis de Roquefort	INLEX IP EXPERTISE	29	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268498	28 avril 2016	Société des Caves et des Producteurs Réunis de Roquefort	INLEX IP EXPERTISE	29, 35.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268509	28 avril 2016	SCOTTS FRANCE SAS	CABINET LAURENT & CHARRAS	1, 5, 11, 19, 21, 31, 44.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268513	28 avril 2016	THELEM ASSURANCES	SELAS CASALONGA	36	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268518	28 avril 2016	LT SERVICES	CABINET DEGRET	9, 16, 35, 38, 41, 42, 45.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268544	28 avril 2016	FOUNTAIN PAJOT	IPSIDE	12	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268555	28 avril 2016	Cardinal Courtage	Wilson & Berthelot	36	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268565	28 avril 2016	CARREFOUR	NOVAGRAAF FRANCE	9, 35, 41, 42.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268583	28 avril 2016	BIOFARMA	BIOFARMA	9, 10, 25, 42, 44.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268586	28 avril 2016	BIOFARMA	BIOFARMA	9, 10, 25, 42, 44.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268604	28 avril 2016	SNCF RESEAU	CLAIRMONT Avocats AARPI	9, 16, 37, 38, 39, 41, 42.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268631	28 avril 2016	Mme. Caroline BONNARD	PSYCHOLOGUE	14, 35, 41.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268678	28 avril 2016	SAINT-GOBAIN WEBER	CABINET LAVOIX	1, 2, 17, 19.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268680	29 avril 2016	EVOLUTION NT	SELARL AVOXA RENNES	5, 9, 10, 29, 31, 42, 44.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268707	29 avril 2016	Caudalie IP Limited	Baker & McKenzie	3, 5, 44.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268709	29 avril 2016	Caudalie IP Limited	Baker & McKenzie	3, 5, 44.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268716	29 avril 2016	AMADEITE	SELARL AVOXA RENNES	1, 3, 5, 17, 29, 31, 32, 33, 40, 42.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268719	29 avril 2016	SAINT-GOBAIN WEBER	CABINET LAVOIX	1, 19.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268732	29 avril 2016	Mme. Marielle DEVERA	Mme. Marielle DEVERA	38	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268735	29 avril 2016	MAGILLEM DESIGN SERVICES	MAGILLEM DESIGN SERVICES	9, 38, 42.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268736	29 avril 2016	SYSTEME U CENTRALE NATIONALE	ATMARK	37, 39, 41, 43, 44.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268773	29 avril 2016	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	30	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268830	29 avril 2016	MUNDIPHARMA AG	SANTARELL	9, 10.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268845	29 avril 2016	Mlle Sophie DESORMIERE Mlle Valérie HARTNAGEL	CABINET DEGRET	9, 35, 36, 38, 39, 41, 42, 45.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268858	29 avril 2016	MUNDIPHARMA AG	SANTARELLI	9, 10.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268873	29 avril 2016	MUNDIPHARMA AG	SANTARELLI	9, 10.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268877	29 avril 2016	FRESH FOOD VILLAGE	AB INITIO	29, 30, 32.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268900	29 avril 2016	THELEM ASSURANCES	SELAS CASALONGA	36	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4268905	29 avril 2016	Mlle Stéphanie MANGINI Mlle Chloé BARBOT Mlle Candice GIORGETTI	Mme. Candice GIORGETTI	3, 4, 14, 16, 18, 20, 24, 25.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-33 du 19/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907

**ANNEXE n°2 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION
DES ENREGISTREMENTS DE 99 MARQUES FRANCAISES
28 marques étendues avec modification**

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°44 NS du 05/11/2015 – p 1868
- et au BOPI n°2015-38 du 18/09/2015 (vol.1)

N° National : 15 4 205 736

Dépôt du : 27 août 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant : Phaze production, SARL, bp 44766, fare tony, 98713
PAPEETE, FRANCE**

**Mandataire de la Correspondance : Phaze production, M. Henry
frédéric
bp 44766, fare tony
98713 PAPEETE
FRANCE**

Studio Live Sessions

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 16, 38, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2015-38

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°51 NS du 10/12/2015 – p 1976
- et au BOPI n°2015-42 du 16/10/2015 (vol.1)

N° National : 15 4 211 890

Dépôt du : 23 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant : MOËT HENNESSY, Société en nom collectif, 24/32 rue
Jean Goujon, 75008 PARIS, FRANCE**

N° SIREN : 338 228 414

**Mandataire de la Correspondance : MOËT HENNESSY, Mme Kuta
Barbara, Service Juridique
65 avenue de la Grande Armée
75116 PARIS
FRANCE**



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 16, 33, 38, 42, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2015-42

N° National : 15 4 211 966

Dépôt du : 23 septembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant : DOMAINE CLARENCE DILLON SAS, Société par actions
simplifiée, 41 avenue George V, 75008 PARIS, FRANCE**

N° SIREN : 572 179 026

**Mandataire de la Correspondance : LLR, M. ESCUDIER Gilles
11 boulevard de Sébastopol
75001 PARIS
FRANCE**

CLARENCE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 18, 24, 25.

BOPI de Publication antérieur : 2015-42

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°7 NS du 11/02/2016 – p 326
- et au BOPI n°2015-52 du 24/12/2015 (vol.1)

N° National : 15 4 230 572

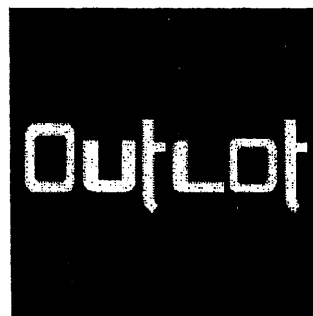
Dépôt du : 02 décembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant : OUTLOT, SAS, 33 RUE DU GUE DE L'ILE, LD LA RIBERE,
36800 THENAY, FRANCE**

N° SIREN : 443 909 866

**Mandataire de la Correspondance : OUTLOT, M. ALLOUCHE ALAIN
33 RUE DU GUE DE L'ILE, LD LA RIBERE
36800 THENAY
FRANCE**



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 18, 20.

BOPI de Publication antérieur : 2015-52

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°16 NS du 10/03/2016 – p 812
- et au BOPI n°2016-07 du 19/02/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 240 884

Dépôt du : 25 janvier 2016

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

**Déclarant : M. GRUET Jérôme, Les Hauts de Cannes, 29 chemin des
Collines, 06400 CANNES, FRANCE**

**Mandataire de la Correspondance : Cabinet DMS Avocats SCP
Desforges & Setton, Mme Setton-Bouhanna Isabelle
139 boulevard Haussmann
75008 PARIS
FRANCE**

JEROME GRUET

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 6, 16, 35, 41, 42.
BOPI de Publication antérieur : 2016-07

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°16 NS du 10/03/2016 – p 812
- et au BOPI n°2016-08 du 26/02/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 245 069
Dépôt du : 03 mai 2016
à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE
Déclarant : OUICLICK SAS, Société par actions simplifiée, au capital de 10.000 Euros, dont le siège social est situé : 2 Quai Aulagnier, Port Van Gogh, 92600 ASNIÈRES SUR SEINE, FRANCE
N° SIREN : 817 786 718
Mandataire de la Correspondance : SELARL FOURGOUX & ASSOCIÉS, Maître Jean-Louis FOURGOUX
 76 avenue de Wagram
 75017 PARIS
 FRANCE

EASYSINISTRE

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 35, 36, 42.
BOPI de Publication antérieur : 2016-08

N° National : 16 4 245 072
Dépôt du : 03 mai 2016
à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE
Déclarant : OUICLICK SAS, Société par actions simplifiée, au capital de 10.000 Euros, dont le siège social est situé : 2 Quai Aulagnier, Port Van Gogh, 92600 ASNIÈRES SUR SEINE, FRANCE
N° SIREN : 817 786 718
Mandataire de la Correspondance : SELARL FOURGOUX & ASSOCIÉS, Maître Jean-Louis FOURGOUX
 76 avenue de Wagram
 75017 PARIS
 FRANCE

CLICK SINISTRE

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 35, 36, 42.
BOPI de Publication antérieur : 2016-08

N° National : 16 4 245 077
Dépôt du : 03 mai 2016
à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE
Déclarant : OUICLICK SAS, Société par actions simplifiée, au capital de 10.000 Euros, dont le siège social est situé : 2 Quai Aulagnier, Port Van Gogh, 92600 ASNIÈRES SUR SEINE, FRANCE
N° SIREN : 817 786 718
Mandataire de la Correspondance : SELARL FOURGOUX & ASSOCIÉS, Maître Jean-Louis FOURGOUX
 76 avenue de Wagram
 75017 PARIS
 FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 35, 36, 42.
BOPI de Publication antérieur : 2016-08

N° National : 16 4 245 079

Dépôt du : 03 mai 2016

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : OUICLICK SAS, Société par actions simplifiée, au capital de 10.000 Euros, dont le siège social est situé : 2 Quai Aulagnier, Port Van Gogh, 92600 ASNIÈRES SUR SEINE, FRANCE

N° SIREN : 817 786 718

Mandataire de la Correspondance : SELARL FOURGOUX & ASSOCIÉS, Maître Jean-Louis FOURGOUX
 76 avenue de Wagram
 75017 PARIS
 FRANCE

OUICLICK

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 35, 36, 42.
BOPI de Publication antérieur : 2016-08

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°19 NS du 31/03/2016 – p 936
- et au BOPI n°2016-09 du 04/03/2016 vol.1)

N° National : 16 4 248 997
Dépôt du : 12 février 2016
à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE
Déclarant : LGC, Société à responsabilité limitée, 86 cours Balguerie Stutenberg, 33300 BORDEAUX, FRANCE
N° SIREN : 793 652 132
Mandataire de la Correspondance : IP SPHERE, M. RODHAIN
 Philippe
 8 cours Maréchal Juin
 33000 BORDEAUX
 FRANCE

 **LA GRANDE CAVE**
 LE GRAND ÉVENTAIL DE BORDEAUX

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 9, 16, 21, 32, 33, 35, 38, 39, 41, 43.
BOPI de Publication antérieur : 2016-09

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées
au BOPI n°2016-11 du 18/03/2016 (vol.1)


N° National : 16 4 252 348

Dépôt du : 26 février 2016

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : FLANQUART Valérie, Résidence des Flores BO3, 2 rue des Prés Fleuris, 53300 ST FRAIMBAULT DE PRIERES, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : FLANQUART Valérie
Résidence des Flores BO3, 2 rue des Prés Fleuris
53300 ST FRAIMBAULT DE PRIERES
FRANCE

Un
sac
au  lurriel

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 16, 18, 22.

BOPI de Publication antérieur : 2016-11

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°27 NS du 26/05/2016 – p 1977
- et au BOPI n°2016-12 du 25/03/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 253 743

Dépôt du : 03 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : MUTUELLE NATIONALE DES HOSPITALIERS ET DES PROFESSIONNELS DE LA SANTE ET DU SOCIAL, Mutuelle régie par les dispositions du Livre II du Code de la mutualité, 331 Avenue d'Antibes, 45200 AMILLY, FRANCE

N° SIREN : 775 606 361

Mandataire de la Correspondance : SELAS CASALONGA, Mme CASALONGA Caroline
5/7 Avenue Percier
75008 PARIS
FRANCE

Lab'Pros Santé

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 36, 38.

BOPI de Publication antérieur : 2016-12

N° National : 16 4 253 781

Dépôt du : 03 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : INTERSTICE, Société à responsabilité limitée, 12 rue Laugier, 75017 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 513 510 818

Mandataire de la Correspondance : CABINET DEGRET, M. BIRCKER
Fabrice
24, Place du Général Catroux
75017 PARIS
FRANCE

INTERSTICE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 36, 37, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2016-12

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°27 NS du 26/05/2016 – p 1996
- et au BOPI n°2016-13 du 01/04/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 255 556

Dépôt du : 10 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : BUZZMAN, Société par actions simplifiée, 126A, RUE LA FAYETTE, 75010 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 492 589 270

Mandataire de la Correspondance : TAYLOR WESSING, Mme MALLO
Dominique
69, avenue Franklin D. Roosevelt
75008 PARIS
FRANCE

ENSEMBLE A TABLE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 20, 35, 38.

BOPI de Publication antérieur : 2016-13

N° National : 16 4 256 073

Dépôt du : 11 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : LIDL STIFTUNG & Co. KG, Société de droit allemand, Stiftsbergstr. 1, 74172 NECKARSULM, GERMANY

Mandataire de la Correspondance : S.A. FEDIT-LORIOT ET AUTRES
CONSEILS EN PROPRIETE INDUSTRIELLE, M. BINOUX Olivier
38 avenue Hoche
75008 PARIS
FRANCE



METTEZ-VOUS
AU VERT!

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 6, 7, 16, 21, 35, 37, 39, 40.

BOPI de Publication antérieur : 2016-13

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°27 NS du 26/05/2016 – p 2045
- et au BOPI n°2016-15 du 15/04/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 258 731

Dépôt du : 22 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. Torres Bruno, 30 Parc des Essarts, 78690 LES ESSARTS LE ROI, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : SCP DTMV, Mme Gaspar Eléonore

164 RUE du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT
FRANCE

MEDIX LAB

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 42.

BOPI de Publication antérieur : 2016-15

N° National : 16 4 259 749

Dépôt du : 25 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : INCUBALLIANCE, Association déclarée, Bâtiment Erable, 86 rue de Paris, 91400 ORSAY, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : ALAIN BENSOUSSAN, SELAS, M. DEPARTEMENT MARQUES
58 Boulevard Gouvion Saint-Cyr
75017 PARIS
FRANCE

INCUBALLIANCE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 36, 38, 41, 42, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2016-15

N° National : 16 4 259 802

Dépôt du : 25 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : MEDED – Médical Education, SARL, 1 Bis rue Jean Jaurés, 92240 MALAKOFF, FRANCE

N° SIREN : 538 829 060

Mandataire de la Correspondance : Mme Beyney Elisabeth
65 AVENUE Kléber
75116 PARIS
FRANCE

TRISEPS

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 5, 35, 38, 41, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2016-15

N° National : 16 4 259 992

Dépôt du : 25 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : UNION DES PRODUCTEURS ET DES ELABORATEURS DE CREMANT DE BOURGOGNE, Syndicat régi par les lois du 21 mars 1884 et 12 mars 1920, 132 route de Dijon, 21200 BEAUNE, FRANCE

N° SIREN : 434 925 624

Mandataire de la Correspondance : MARCHAIS ASSOCIÉS, M. Marchais Guillaume
4 AVENUE HOCHÉ
75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT
FRANCE

Les Eminents de Bourgogne

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 41.

BOPI de Publication antérieur : 2016-15

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°30 NS du 02/06/2016 – p 2133

- et au BOPI n°2016-16 du 22/04/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 261 095

Dépôt du : 31 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : MARQUES HOLDING LUXEMBOURG S.à.r.l., Société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, 22 rue Louvigny, 1946 LUXEMBOURG, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : CABINET DEGRET, M. BIRCKER Fabrice

24, Place du Général Catroux
75017 PARIS
FRANCE

gh^{..}œssy

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 14, 18, 25.

BOPI de Publication antérieur : 2016-16

N° National : 16 4 261 117

Dépôt du : 31 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : CARREFOUR, société anonyme, 33 Avenue Emile Zola, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, FRANCE

N° SIREN : 652 014 051

Mandataire de la Correspondance : NOVAGRAAF FRANCE
Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017
92665 ASNIERES SUR SEINE CEDEX
FRANCE

NALK & REY

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 8, 9, 10, 11, 21, 26.

BOPI de Publication antérieur : 2016-16

N° National : 16 4 261 300

Dépôt du : 01 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : OPEN MIND INNOVATION, SAS à associé unique, 10 Chemin du vieux colombier, 27150 HEBECOURT, FRANCE

N° SIREN : 818 977 111

Mandataire de la Correspondance : SCP DTMV, Mme Gaspar Eléonore
164 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS
FRANCE

DEEPSIDE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 10, 16, 28, 41, 42, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2016-16

N° National : 16 4 261 448

Dépôt du : 01 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : WAGNER, Société anonyme, 112 rue Ambroise Croizat, 93200 SAINT-DENIS, FRANCE

N° SIREN : 437 630 981

Mandataire de la Correspondance : Cabinet ATMARK, M. PIAT Gilbert

16 rue Milton

75009 PARIS

FRANCE

CHARLES PARIS

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 6, 8, 11, 14, 16, 18, 20, 21, 34, 37, 40, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2016-16

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°30 NS du 02/06/2016 – p 2147

- et au BOPI n°2016-17 du 29/04/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 261 982

Dépôt du : 04 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Parfums Christian Dior, Société Anonyme, 33 Avenue Hoche, 75008 PARIS, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Parfums Christian Dior,

Direction juridique

33 Avenue Hoche

75008 PARIS

FRANCE

CHRISTIAN DIOR

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 1, 3, 4, 5, 8, 10, 16, 18, 21, 24, 35, 38, 41, 42, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2016-17

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°37 NS du 23/06/2016 – p 2881

- et au BOPI n°2016-19 du 13/05/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 266 389

Dépôt du : 20 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. Farré Luc, 21 RUE Jules Ferry, 93170 BAGNOLET, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : UNSA FONCTION PUBLIQUE, M.

Farré Luc

21 RUE Jules Ferry

93170 BAGNOLET

FRANCE

UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 38, 41, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2016-19

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°37 NS du 23/06/2016 – p 2907

- et au BOPI n°2016-20 du 20/05/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 268 711

Dépôt du : 29 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Caudalie IP Limited, Société organisée selon les lois de Gibraltar, 57/63 Line Wall Road, GIBRALTAR GX11 1AA, GIBRALTAR

Mandataire de la Correspondance : Baker & McKenzie, Mme

Ulmann Virginie

1, rue Paul Baudry

75008 PARIS

FRANCE

VINERGY

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3, 5, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2016-20

N° National : 16 4 268 820

Dépôt du : 29 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : LA COMPAGNIE DU CIEL, Société à responsabilité limitée, 22 rue Bénard, 75014 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 500 298 575

Mandataire de la Correspondance : IP SPHERE, M. RODHAIN

Philippe

8 cours Maréchal Juin

33000 BORDEAUX

FRANCE

CIELUX

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9.

BOPI de Publication antérieur : 2016-20

N° National : 16 4 268 888

Dépôt du : 29 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : JBC, SAS, 65 AVENUE FOCH, 75016 PARIS-16E-ARRONDISSEMENT, FRANCE

N° SIREN : 818 466 658

Mandataire de la Correspondance : M. Bensemhoun Armand
65 AVENUE FOCH
75016 PARIS-16E-ARRONDISSEMENT
FRANCE

Hutch.

PARIS

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 18, 25.

BOPI de Publication antérieur : 2016-20

ARRETE n° 8298 MEI/DAE du 22 septembre 2016 portant extension de 80 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-23 du 6 juin 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4090211 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-43 du 23 octobre 2015 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4214282 et n° 4214283 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-45 du 6 novembre 2015 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4218392 et n° 4218447 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-03 du 22 janvier 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4237051 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-06 du 12 février 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4241987 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-08 du 26 février 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4245327, n° 4246048 et n° 4246427 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-10 du 11 mars 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4250416 et n° 4250940 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-11 du 18 mars 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4252009 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-12 du 25 mars 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4252889 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-13 du 1er avril 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4254617, n° 4254622 et n° 4254953 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-14 du 8 avril 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4257091 et n° 4257474 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-15 du 15 avril 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4259691 et n° 4259974 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-16 du 22 avril 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4260424 et n° 4261389 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-17 du 29 avril 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4262380 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-18 du 6 mai 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4263661, 4263853, 4263933, 4263935, 4263936, 4263937, 4263938, 4263940, 4264576, 4264610, 4264699, 4264734, 4264831 et 4264958 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-19 du 13 mai 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4266453 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-20 du 20 mai 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4265090 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-21 du 27 mai 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 32 NS du 24 juillet 2014, page 2588 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4090211 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 51 NS du 10 décembre 2015, page 1976 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4214282 et n° 4214283 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF), n° 1 NS du 7 janvier 2016, page 14 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4218392 et n° 4218447 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 16 NS du 10 mars 2016, page 752 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4237051 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 16 NS du 10 mars 2016, page 812 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4241987, n° 4245327, n° 4246048 et n° 4246427 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 19 NS du 31 mars 2016, page 955 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4250416 et n° 4250940 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 23 NS du 21 avril 2016, page 996 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4252009 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 1977 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4252889 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 1996 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4254617, n° 4254622 et n° 4254953 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 2019 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4257474 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 2045 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4259691 et n° 4259974 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 30 NS du 2 juin 2016, page 2133 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4260424 et n° 4261389,

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 30 NS du 2 juin 2016, page 2147 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4262380 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 37 NS du 23 juin 2016, page 2852 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4263661, 4263853, 4263933, 4263935, 4263936, 4263937, 4263938 et 4263940 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 37 NS du 23 juin 2016, page 2881 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4266453, 4264576, 4264610, 4264699, 4264734, 4264831, 4264958 et 4265090 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 46 NS du 28 juillet 2016, page 3324 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-34 du 26 août 2016 ayant publié l'enregistrement des marques objet du présent arrêté d'extension ;

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI et le JOPF susvisés, et listés dans les 2 annexes au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ANNEXE N°1 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES ENREGISTREMENTS DE 80 MARQUES FRANÇAISES
45 extensions effectuées sans modification par rapport aux demandes publiées

Número de la marque (n° INPI)	Date dépôt demande d'extension	Déposant	Mandataire ou destinataire de la correspondance :	Classes de produits et de services :	Références BOPI publication demande d'extension	Références BOPI Enregistrement de la marque	Références JOPF publication demande d'extension
4257091	15 mars 2016	ERAM	JACOBACCI & PARTNERS	18, 25, 35.	BOPI 2016-14 du 08/04/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 27 NS du 26/05/2016 page 2019
4262380	05 avril 2016	SWANIA	IN CONCRETO	1, 3, 4, 21.	BOPI 2016-17 du 29/04/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 30 NS du 02/06/2016 page 2147
4264576	13 avril 2016	PREVOIR-VIE GROUPE PREVOIR	Hirsch & Associés	35, 36.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264610	13 avril 2016	MEDIFIRST, SARL	DREYFUS & ASSOCIÉS	9, 35, 41, 42, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264699	14 avril 2016	SAGAM	Mme. Sophie HERRBURGER	12, 20, 28.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264734	14 avril 2016	ACTIPRO, SARL	MARK & LAW	3, 5, 9, 10, 16.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264831	14 avril 2016	Société Nationale d'Exploitation Industrielle des Tabacs et Allumettes	CABINET BEAU DE LOMENIE	34	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264958	14 avril 2016	FLORETTE HOLDING, SAS ESPACE D'ACTIVITE FERNAND FINEL	CABINET LE GUEN MAILLET	29, 30, 31, 32.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265090	26 avril 2016	Organisation Internationale de Métrologie Légale	Organisation Internationale de Métrologie Légale	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45.	BOPI 2016-20 du 20/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2907
4269107	02 mai 2016	SOCIETE OUEST France	SOCIETE OUEST-FRANCE	16, 35, 38, 41.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269112	02 mai 2016	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	30	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269195	02 mai 2016	SOPARAG, SARL	SOPARAG	30, 32.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269305	02 mai 2016	ESPRESSO SERVICE PROXIMITE	ESPRESSO SERVICE PROXIMITE	7, 11, 30, 43.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269310	02 mai 2016	Espresso Service Proximité, SA	ESPRESSO SERVICE PROXIMITE	30, 43.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269326	02 mai 2016	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION PARIS ILE-DE-France	CCI IDF	16, 35, 42.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269345	02 mai 2016	AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE	REGIMBEAU	35, 36, 39, 40, 41, 42.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269380	02 mai 2016	GROUPE CLINET	IP SPHERE	33	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269393	02 mai 2016	SAINT-GOBAIN WEBER	CABINET LAVOIX	1, 19.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269406	02 mai 2016	NOVA	PROMARK	29, 30.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269478	03 mai 2016	Unilever N.V.	Baker & McKenzie	21	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269616	03 mai 2016	ADOCIA	CABINET LAVOIX	1, 5, 42.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269618	03 mai 2016	LES AFFRE ET COMPAGNIE	CABINET LAVOIX	30	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269685	03 mai 2016	LES AFFRE ET COMPAGNIE	CABINET LAVOIX	30	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269691	03 mai 2016	LES AFFRE ET COMPAGNIE	CABINET LAVOIX	30	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269695	03 mai 2016	LES AFFRE ET COMPAGNIE	CABINET LAVOIX	30	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269698	03 mai 2016	LES AFFRE ET COMPAGNIE	CABINET LAVOIX	30	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269912	04 mai 2016	M. Huseyin ALBAYRAK	M. Huseyin ALBAYRAK	29, 30, 32.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4269965	04 mai 2016	CHANEL	CHANEL	44	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4270029	04 mai 2016	BIOCODEX	NOVAGRAAF FRANCE	3, 5, 10.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4270034	04 mai 2016	BIOCODEX	NOVAGRAAF FRANCE	3, 5, 10.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4270037	04 mai 2016	BIOCODEX	NOVAGRAAF FRANCE	3, 5, 10.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4270043	04 mai 2016	BIOCODEX	NOVAGRAAF FRANCE	3, 5, 10.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4270046	04 mai 2016	BIOCODEX	NOVAGRAAF FRANCE	3, 5, 10.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4270049	04 mai 2016	BIOCODEX	NOVAGRAAF FRANCE	3, 5, 10.	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324
4270071	04 mai 2016	MAKE UP FOR EVER	PROMARK	3	BOPI 2016-21 du 27/05/2016	BOPI 2016-34 du 26/08/2016	JOPF n° 46 NS du 28/07/2016 page 3324

**ANNEXE n°2 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION
DES ENREGISTREMENTS DE 80 MARQUES FRANCAISES
35 marques étendues avec modification**

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°32 NS du 24/07/2014 – p 2588
- et au BOPI n°2014-23 du 06/06/2014 (vol.1)

N° National : 14 4 090 211

Dépôt du : 13 mai 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Sofibel, société par actions simplifiée, 110-114 rue Victor Hugo, 92300 LEVALLOIS PERRET, FRANCE

N° SIREN : 397 914 862

Mandataire de la Correspondance : Baker & McKenzie, M. Bretonnière Jean-François

1 rue Paul Baudry

75008 PARIS

FRANCE

BLANCHEUR ABSOLUE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3.

BOPI de Publication antérieur : 2014-23

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°51 NS du 10/12/2015 – p 1976
- et au BOPI n°2015-43 du 23/10/2015 (vol.1)

N° National : 15 4 214 282

Dépôt du : 01 octobre 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : SAGAM, Société par Actions Simplifiée, 10, rue Nicolas Appert, 75011 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 404 119 521

Mandataire de la Correspondance : CABINET HERRBURGER, Mme HERRBURGER Sophie

115, boulevard Haussmann

75008 PARIS

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3, 8, 10, 12, 14, 16, 18, 20, 21, 24, 25, 28, 35, 40, 41, 42, 43, 44, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2015-43

N° National : 15 4 214 283

Dépôt du : 01 octobre 2015

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : SAGAM, Société par Actions Simplifiée, 10, rue Nicolas Appert, 75011 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 404 119 521

Mandataire de la Correspondance : CABINET HERRBURGER, Mme HERRBURGER Sophie
115, boulevard Haussmann
75008 PARIS
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3, 8, 10, 12, 14, 16, 18, 20, 21, 24, 25, 28, 35, 40, 41, 42, 43, 44, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2015-43

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°1 NS du 07/01/2016 – p 14
- et au BOPI n°2015-45 du 06/11/2015 (vol.1)

N° National : 15 4 218 392

Dépôt du : 16 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : PETIT POUCKET, Société par actions simplifiée, 76 Boulevard Saint Michel, 75006 PARIS, FRANCE

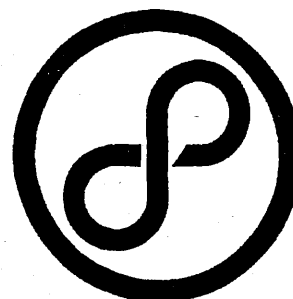
N° SIREN : 440 509 024

Mandataire de la Correspondance : ATMARK, M. DEGRAVE Christophe

16 RUE MILTON

75009 PARIS

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 36, 38, 41, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2015-45

N° National : 15 4 218 447

Dépôt du : 16 octobre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : PETIT POUCKET, Société par actions simplifiée, 76 Boulevard Saint Michel, 75006 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 440 509 024

Mandataire de la Correspondance : ATMARK, M. DEGRAVE Christophe

16 RUE MILTON

75009 PARIS

FRANCE

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : JUSTON RECORDS, SOCIÉTÉ PAR ACTION SIMPLIFIÉE, 16
RUE EDOUARD ROBERT, 75012 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 817 522 550

Mandataire de la Correspondance : JUSTON RECORDS, M. GAILLARD
TONY PATRICK
16 RUE EDOUARD ROBERT
75012 PARIS
FRANCE

RIDSA

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 41.

BOPI de Publication antérieur : 2016-08

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°19 NS du 31/03/2016 – p 955
- et au BOPI n°2016-10 du 11/03/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 250 416

Dépôt du : 18 février 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. Gérin-Gérald, 4 rue Hortense, 92500 RUEIL-
MALMAISON, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : M. Gérin-Gérald
4 rue Hortense
92500 RUEIL-MALMAISON
FRANCE

Front National Français

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 14, 16, 25, 35, 38, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2016-10

N° National : 16 4 250 940

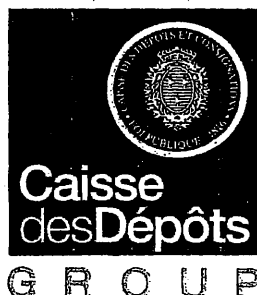
Dépôt du : 19 février 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, Etablissement
public à caractère spécial, 56 rue de Lille, 75007 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 180 020 026

Mandataire de la Correspondance : IN CONCRETO
9 rue de l'Isly
75008 PARIS
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 14, 16, 18, 25, 26, 28, 35, 36, 37,
38, 41, 42, 43, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2016-10

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°23 NS du 21/04/2016 – p 996
- et au BOPI n°2016-11 du 18/03/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 252 009

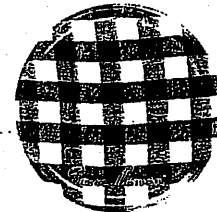
Dépôt du : 25 février 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : ANDROS, Société en nom collectif, Zone industrielle,
46130 BIARS-SUR-CERE, FRANCE

N° SIREN : 428 682 447

Mandataire de la Correspondance : PROMARK, M. BERTHET Alain
62 AVENUE des Champs Elysées
75008 PARIS-8E-ARRONDISSEMENT
FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 29, 30, 32.

BOPI de Publication antérieur : 2016-11

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°27 NS du 26/05/2016 – p 1977
- et au BOPI n°2016-12 du 25/03/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 252 889

Dépôt du : 29 février 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : M. D'Almeida Maxence, 13 RUE Albert CAMUS, 62880
VENDIN-LE-VIEIL, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Cie French Fantaisie, M.
D'Almeida Maxence
13 RUE Albert CAMUS
62880 VENDIN-LE-VIEIL
FRANCE

FRENCH FANTAISIE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 3, 9, 14, 26, 28, 38, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2016-12

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°27 NS du 26/05/2016 – p 1996
- et au BOPI n°2016-13 du 01/04/2016 (vol.1)

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Maranello Holdings Pty Limited, Société de droit Australien, PO BOX 520, VIRGINIA 5120, AUSTRALIA

Mandataire de la Correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE

158 Rue de l'Université

75007 PARIS

FRANCE

CARISMA

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 30, 31.

BOPI de Publication antérieur : 2016-15

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°30 NS du 02/06/2016 - p 2133

- et au BOPI n°2016-16 du 22/04/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 260 424

Dépôt du : 29 mars 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : HERMES INTERNATIONAL, société en commandite par actions, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 572 076 396

Mandataire de la Correspondance : HERMES INTERNATIONAL, Mme Annick de CHAUNAC

24, rue du Faubourg Saint-Honoré

75008 PARIS

FRANCE

OMBRES ET LUMIERE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 14.

BOPI de Publication antérieur : 2016-16

N° National : 16 4 261 389

Dépôt du : 01 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : DUTEXDOR, Société par actions simplifiée, 15 Avenue du Parc de l'Horloge, 59840 PERENCHIES, FRANCE

N° SIREN : 343 898 870

Mandataire de la Correspondance : BUREAU DUTHOIT LEGROS ASSOCIES, Mme VEREZ Christelle

31 rue des Poissonceaux, CS 40009

59044 LILLE CEDEX

FRANCE

NO PUBLIK

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 18.

BOPI de Publication antérieur : 2016-16

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°37 NS du 23/06/2016 - p 2852

- et au BOPI n°2016-18 du 06/05/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 263 661

Dépôt du : 11 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : MARTINE SITBON FRANCE, société par actions simplifiée à associé unique, 9 RUE JEAN MERMOZ, 75008 PARIS, FRANCE

N° SIREN : 792 960 213

Mandataire de la Correspondance : Mme PANTALACCI Malaurie

2 RUE du Général Delanne

92200 NEUILLY-SUR-SEINE

FRANCE

MARTINE SITBON

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 21, 24, 25.

BOPI de Publication antérieur : 2016-18

N° National : 16 4 263 853

Dépôt du : 11 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : PROVEN-ORAPI GROUP, Société par Actions Simplifiée, 25 rue de l'Industrie, 69200 VENISSIEUX, FRANCE

N° SIREN : 422 607 515

Mandataire de la Correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU

12 rue Boileau

69006 LYON

FRANCE

CRESYL LE VRAI

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 1, 3, 5.

BOPI de Publication antérieur : 2016-18

N° National : 16 4 263 933

Dépôt du : 11 avril 2016

à : DÉPÔT ÉLECTRONIQUE PARIS

Déclarant : Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, Etablissement d'utilité publique, 16 avenue de Messine, 75008 PARIS, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : Cabinet Bouchara & Avocats,

Mme Bouchara Vanessa

17 rue du Colisée

75008 PARIS

FRANCE

CNCC
 COMPAGNIE
 NATIONALE DES
 COMMISSAIRES AUX
 COMPTES

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 36, 41, 45.

BOPI de Publication antérieur : 2016-18

N° National : 16 4 263 935

Dépôt du : 11 avril 2016

à : DÉPÔT ÉLECTRONIQUE PARIS

Mandataire de la Correspondance : GPI & Associés, M. Grünig Hervé
EuroParc de Pichaury, Bât 2 – 1o E, 1330 RUE Guillaibert de la Lauzière
13856 AIX-EN-PROVENCE Cedex 3
FRANCE

LA MAISON DU PETIT PRINCE

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 14, 16, 18, 25, 30, 38, 41, 43.

BOPI de Publication antérieur : 2016-19

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°46 NS du 28/07/2016 – p 3324

- et au BOPI n°2016-21 du 27/05/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 269 342

Dépôt du : 02 mai 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : G.V.G. – GRANDS VINS DE GIRONDE, Société par actions
simplifiée, Domaine du Ribet, 33450 SAINT LOUBES, FRANCE

N° SIREN : 775 583 255

Mandataire de la Correspondance : IP SPHERE, M. RODHAIN
Philippe
8 cours Maréchal Juin
33000 BORDEAUX
FRANCE

LA CLE DES CHAMPS

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 33, 35.

BOPI de Publication antérieur : 2016-21

N° National : 16 4 269 346

Dépôt du : 02 mai 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : NAP INVESTISSEMENT, SAS, 17 RUE GASTON EVRARD,
31100 TOULOUSE, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : M. DELFOUR François, Avocat
19 RUE NINAU
31000 TOULOUSE
FRANCE



LE COMMERCE DU QUOTIDIEN

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 20, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42.

BOPI de Publication antérieur : 2016-21

N° National : 16 4 269 353

Dépôt du : 02 mai 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : S.V.M. SOCIETE DES VINS MOUSSEUX, Société à
responsabilité limitée, Domaine du Ribet, 33450 SAINT LOUBES,
FRANCE

N° SIREN : 338 731 607

Mandataire de la Correspondance : IP SPHERE, M. RODHAIN
Philippe
8 cours Maréchal Juin
33000 BORDEAUX
FRANCE

SO SPRITZ

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 33, 35.

BOPI de Publication antérieur : 2016-21

N° National : 16 4 269 509

Dépôt du : 03 mai 2016

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Déclarant : M. DANGEUL Franck, 3 Lieu dit La Croix Fleurie, 72440
SAINT MICHEL DE CHAVAGNES, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : M. DANGEUL Franck
3 Lieu dit La Croix Fleurie
72440 SAINT MICHEL DE CHAVAGNES
FRANCE

LASER | IN

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 7, 37, 40.

BOPI de Publication antérieur : 2016-21

ARRETE n° 8299 MEI/DAE du 22 septembre 2016 portant extension de la prorogation d'un (1) dépôt portant sur un (2) dessins ou modèles français.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle n° 2016-18 du 9 septembre 2016 ayant publié la prorogation de dépôt n° 065710 comportant 2 modèles ;

Vu l'arrêté n° 9945 MRE/DAE du 17 novembre 2014 portant reconnaissance de certains titres de propriété industrielle et notamment du dépôt n° 065710,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle prorogés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI n° 2016-18 susvisé, et listés dans le tableau ci-après sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Numéro d'enregistrement (ENPI) : 065710.

Date de dépôt INPI : 2 août 2006.

Déposant : Biogaran.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ARRETE n° 8321 MEI/DAE du 23 septembre 2016 portant extension de 3 brevets français.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques";

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle";

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-06 du 12 février 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3024643 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-10 du 11 mars 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3025549 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-11 du 18 mars 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3025887 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 32 NS du 9 juin 2016, page 2173 ayant publié la demande

d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3024643 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 19 NS du 31 mars 2016, page 928 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3025549 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 19 NS du 31 mars 2016, page 974 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension du brevet n° FR3025887 ;

Vu le bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-36 du 9 septembre 2016 ayant publié la délivrance des brevets objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI et le JOPF susvisés, et listés dans l'annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,
William VANIZETTE.*

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 3 BREVETS FRANCAIS

Numéro de la demande	Numéro d'enregistrement du brevet	Date dépôt demande d'extension	Titulaire	Mandataire (le cas échéant)	Références BOPI publication demande d'extension	Références JOPF publication demande d'extension
FR3024643	1457683	07-août-14	TECHNO BAM	CABINET ROMAN	BOPI n°2016-06 du 12/02/2016	JOPF n°32 NS du 09/06/2016, p.2173
FR3025549	1401998	05-sept-14	LA CROISEE DS	CABINET THIBON LITTAYE	BOPI n°2016-10 du 11/03/2016	JOPF n°19 NS du 31/03/2016, p.928
FR3025887	1458644	15-sept-14	SOL SOLUTION	LAVOIX	BOPI n°2016-11 du 18/03/2016	JOPF n°19 NS du 31/03/2016, p.974

ARRETE n° 8339 MEI du 26 septembre 2016 abrogeant l'arrêté n° 6327 MRM du 23 août 2013 portant autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime sis à Tahanea, commune de Anaa, au profit de M. Philippe dit Pori Tuhiva.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Philippe Pori Tuhiva du 13 juillet 2016, reçue le 15 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 6327 MRM du 23 août 2013 portant autorisation d'occupation temporaire de trois

(3) emplacements du domaine public maritime sis à Tahanea, commune de Anaa au profit de M. Philippe dit Pori Tuhiva est abrogé à compter du 15 juillet 2016.

Art. 2.— En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée et de l'article 38 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié, M. Philippe dit Pori Tuhiva dispose d'un délai de trois (3) mois pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état d'origine qui sera constatée, à terme échu, par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8340 MEI du 26 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 9934 MRM du 16 décembre 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Faaite, commune de Anaa, au profit de M. Philippe Pori Tuhiva.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 9934 MRM du 16 décembre 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Faaite, commune de Anaa, au profit de M. Philippe Pori Tuhiva ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Philippe Tuhiva du 13 juillet 2016, reçue le 15 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'article 4 de l'arrêté n° 9934 MRM du 16 décembre 2013 susvisé est modifié comme suit :

“Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter du 15 juillet 2016. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.”.

Art. 2. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8341 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, au profit de M. Gilles Taria Teriitaohia (exploitant n° 131).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Gilles Taria Teriitaohia du 26 février 2016, réceptionnée le 8 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du 1er adjoint au maire de la commune de Taputapuatea du 1er mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 6 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Gilles Taria Teriitaohia, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 150 mètres carrés sis à Raiatea, commune de Taputapuatea.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé au motu Iriru et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8342 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Taputapuata au profit de M. Ernest Tahuhafaatinorau (exploitant n° 406).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Ernest Tahuhafaatinorau du 24 mars 2016, réceptionnée le 8 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du 7e adjoint au maire de la commune de Taputapuata du 24 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 6 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Ernest Tahuhafaatinorau, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 mètres carrés sis à Raiatea, commune de Taputapuata.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à environ 1 kilomètre au Sud du motu Gatara et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux

dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8343 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, au profit de Mme Irène Temataua-Teriiti (exploitant n° 409).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Irène Temataua-Teriiti du 25 avril 2016, réceptionnée le 9 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Taputapuatea du 25 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 27 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016 ;

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de Mme Irène Temataua-Teriiti, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 mètres carrés sis à Raiatea, commune de Taputapuatea.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé dans la baie de Vaianae, au Sud-Est de la pointe Tapapa et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8344 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Raiatea, commune de Tumaraa, au profit de Mme Thérèse Hina Teraimateata Teiti épouse Puahio (exploitant n° 408).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Thérèse Hina Teraimateata Teiti épouse Puahio du 26 avril 2016, réceptionnée le 9 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Tumaraa du 29 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 2 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de Mme Thérèse Hina Teraimateata Teiti épouse Puahio, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 500 mètres carrés sis à Raiatea, commune de Tumaraa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à l'entrée de la baie Faafau, à la pointe Farepoe et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.

Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 8345 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tiva, commune de Tahaa, au profit de Mme Veruschka Fabiana Heitiare Ye-On (exploitante n° 344).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Veruschka Fabiana Heitiare Ye-On du 13 avril 2016, réceptionnée le 22 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Tahaa du 13 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 21 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de Mme Veruschka Fabiana Heitiare Ye-On, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 mètres carrés sis à Tiva, commune de Tahaa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé côté bâbord de la passe Paipai Nui et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.

Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8346 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tiva, commune de Tahaa, au profit de M. Raitini Noël Tetumahuta (exploitant n° 383).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Raitini Noël Tetumahuta du 23 mars 2016, réceptionnée le 8 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Tahaa du 15 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 6 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Raitini Noël Tetumahuta, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 mètres carrés sis à Tiva, commune de Tahaa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé côté tribord de la passe Paipai Nui et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à cinq mille francs CFP (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.

Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8347 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Ludwig David Ellacott (exploitant n° 8).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Ludwig David Ellacott du 8 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Ahe du 18 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 25 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Ludwig David Ellacott, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 251 mètres carrés sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à 150 mètres du motu Fekofeko et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à cinq mille francs CFP (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRI TSCH.

ARRETE n° 8348 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Pascal Heiarii Maucotel (exploitant n° 487).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Pascal Heiarii Maucotel du 25 mai 2016, réceptionnée le 9 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Ahe du 19 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Pascal Heiarii Maucotel, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 128 mètres carrés sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé devant le motu "sans nom" et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 8349 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de quatre (4) emplacements du domaine public maritime sis à Hikueru, commune de Hikueru au profit de M. Raiura Marcel Taaroa Pouira (exploitant n° 58).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Raiura Marcel Taaroa Pouira du 9 mai 2016, réceptionnée le 23 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Hikueru du 11 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Raiura Marcel Taaroa Pouira, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de quatre (4) emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 2 221 mètres carrés sis à Hikueru, commune de Hikueru.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de quatre (4) parcs à poissons situés :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 144 mètres carrés, côté tribord de la passe Temoko, côté lagon ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 407 mètres carrés, à l'Est du motu Tapufano ;
- le 3e parc à poissons d'une superficie de 1 170 mètres carrés, à l'Est du motu Tapufano ;
- le 4e parc à poissons d'une superficie de 500 mètres carrés, en face de la passe sud du village, côté lagon.

Et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinquante mille francs CFP* (50 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé, soit 5 000 F CFP pour le 1er parc à poissons, 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons, 15 000 F CFP pour le 3e parc à poissons et 20 000 F CFP pour le 4e parc à poissons.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8350 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Hikueru, commune de Hikueru, au profit de M. Steven Rogonui Temahuki (exploitant n° 64).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Steven Rogonui Temahuki du 9 mai 2016, réceptionnée le 23 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Hikueru du 11 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Steven Rogonui Temahuki, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 200 mètres carrés sis à Hikueru, commune de Hikueru.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé dans le hoa, entre les motu Tapufano et Tekotaha et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 8351 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Hikueru, commune de Hikueru, au profit de Mme Terava Véronique Maifano (exploitant n° 62).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Terava Véronique Maifano du 10 mai 2016, réceptionnée le 23 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Hikueru du 11 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de Mme Terava, Véronique Maifano, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 mètres carrés sis à Hikueru, commune de Hikueru.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé en face de la passe Sud du village, côté lagon et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à cinq mille francs CFP (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 8352 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Hikueru, commune de Hikueru, au profit de M. Tefau Hugues Maifano (exploitant n° 63).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Tefau Hugues Maifano du 10 mai 2016, réceptionnée le 23 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Hikueru du 11 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Tefau Hugues Maifano, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 2 000 mètres carrés sis à Hikueru, commune de Hikueru.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé dans le hoa, entre les motu Tapufano et Tekotaha et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.

Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8353 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Hikueru, commune de Hikueru, au profit de M. Tavahikura Torikura Tekurio (exploitant n° 61).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Tavahikura Torikura Tekurio du 11 mai 2016, réceptionnée le 23 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Hikueru du 11 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Tavahikura Torikura Tekurio, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 1 000 mètres carrés sis à Hikueru, commune de Hikueru.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de deux (2) parcs à poissons situés :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 500 mètres carrés, côté tribord de la passe Temoko, côté océan ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 500 mètres carrés, côté bâbord de la passe Temoko.

Et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *quinze mille francs CFP* (15 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé, soit 5 000 F CFP pour le 1er parc à poissons et 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8354 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Hikueru, commune de Hikueru, au profit de M. Armand Ama Toi (exploitant n° 59).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de

l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Armand Ama Toi du 9 mai 2016, réceptionnée le 23 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Hikueru du 11 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Armand Ama Toi, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 2 446 mètres carrés sis à Hikueru, commune de Hikueru.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de deux (2) parcs à poissons situés :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 1 000 mètres carrés, dans le hoa, entre les motu Kaihoku et Goari ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 1 446 mètres carrés, dans le hoa, entre les motu Tekotaha et Komomimi.

Et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à quinze mille francs CFP (15 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé, soit 5 000 F CFP pour le 1er parc à poissons et 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.

Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 8355 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Alphonse Manate Richmond (exploitant n° 178).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Alphonse Manate Richmond du 1er avril 2016, réceptionnée le 27 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Kaukura du 2 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Alphonse Manate Richmond, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 830 mètres carrés sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à l'Est du motu Tapu, côté lagon et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8356 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Nathalie Débora Bellais (exploitant n° 177).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes

d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Nathalie Débora Bellais du 1er avril 2016, réceptionnée le 27 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Kaukura du 2 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de Mme Nathalie Débora Bellais, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 330 mètres carrés sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poisson situé en face de la passe Tefara, côté lagon et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à cinq mille francs CFP (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8357 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Julien Roland Tafainui Laine (exploitant n° 176).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Julien Roland Tafainui Laine du 1er avril 2016, réceptionnée le 27 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Kaukura du 2 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Julien Roland Tafainui Laine, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 374 mètres carrés sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé entre les motu Puhiroa et Tihai, côté océan et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8358 MEI du 26 septembre 2016
portant autorisation d'occupation temporaire de
deux (2) emplacements du domaine public maritime sis
à Kaukura, commune de Arutua, au profit de
Mme Yasmina Maimiti Aturia épouse Tehahetua
(exploitant n° 174).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Yasmina Maimiti Aturia épouse Tehahetua du 1er avril 2016, réceptionnée le 27 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Kaukura du 2 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de Mme Yasmina Maimiti Aturia épouse Tehahetua, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 1 314 mètres carrés sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de deux (2) parcs à poissons situés :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 800 mètres carrés, à l'Est du motu Miremire, côté océan ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 514 mètres carrés, côté tribord de la passe Tefara, côté lagon.

Et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à quinze mille francs CFP (15 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé, soit 5 000 F CFP pour le 1er parc à poissons et 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8359 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Matha Richmond (exploitant n° 179).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

- Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

- Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de

l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

- Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

- Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

- Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

- Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

- Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

- Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

- Vu la demande de Mme Matha Richmond du 1er avril 2016, réceptionnée le 27 avril 2016 ;

- Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Kaukura du 2 avril 2016 ;

- Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

- Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de Matha Richmond, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 1 656 mètres carrés sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de trois (3) parcs à poissons situés :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 214 mètres carrés, côté tribord de la passe Tefara ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 632 mètres carrés, en face de la passe Faape, côté lagon ;
- le 3e parc à poissons d'une superficie de 810 mètres carrés, en face de la passe Faape, côté lagon.

Et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *trente mille francs CFP* (30 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé, soit 5 000 F CFP pour le 1er parc à poissons, 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons et 15 000 F CFP pour le 3e parc à poissons.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.

Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 8360 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Odile Maoae Richmond épouse Aturia (exploitante n° 108).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Odile Maoae Richmond épouse Aturia du 1er avril 2016, réceptionnée le 27 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Kaukura du 2 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de Mme Odile Maoae Richmond épouse Aturia, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 1 589 mètres carrés sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de deux (2) parcs à poissons situés :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 845 mètres carrés, au nord du motu Tahuna, côté océan ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 744 mètres carrés, au nord du motu Tepapanui, côté océan.

Et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *quinze mille francs CFP* (15 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé, soit 5 000 F CFP pour le 1er parc à poissons et 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8361 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Makemo, commune de Makemo, au profit de Mme Mataarii Leslie Moerava Tefaatau (exploitante n° 161).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Mataarii Leslie Moerava Tefaatau du 9 mars 2016, réceptionnée le 22 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Makemo du 17 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 25 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de Mme Mataarii Leslie Moerava Tefaatau, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 736 mètres carrés sis à Makemo, commune de Makemo.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé côté bâbord de la passe Arikitamiro et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 8362 MEI du 26 septembre 2016
portant autorisation d'occupation temporaire de
deux (2) emplacements du domaine public maritime sis
à Makemo, commune de Makemo, au profit de M. Patrice
Titi Pou (exploitant n° 162).**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Patrice Titi Pou du 22 avril 2016, réceptionnée le 27 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Makemo du 22 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 25 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Patrice Titi Pou, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 2 000 mètres carrés sis à Makemo, commune de Makemo.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de deux (2) parcs à poissons situés :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 1 000 mètres carrés, côté bâbord de la passe Tapuhiria ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 1 000 mètres carrés, côté tribord de la passe Tapuhiria.

Et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à quinze mille francs CFP (15 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé, soit 5 000 F CFP pour le 1er parc à poissons et 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8363 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Mataiva, commune de Rangiroa, au profit de M. Terearii Reynald Ariipeu (exploitant n° 62).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Terearii Reynald Ariipeu du 19 novembre 2015, réceptionnée le 10 décembre 2015 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 21 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Mataiva du 21 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Terearii, Reynald Ariipeu, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 907 mètres carrés sis à Mataiva, commune de Rangiroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé en face de la terre Tuhiraumati et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.

Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8364 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Maerevahine Tekare Pohue épouse Raitui (exploitante n° 207).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Maerevahine Tekare Pohue épouse Raitui du 18 novembre 2015, réceptionnée le 11 décembre 2015 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 21 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Rangiroa du 21 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de Mme Maerevahine Tekare Pohue épouse Raitui, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 2 074 mètres carrés sis à Rangiroa, commune de Rangiroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé côté tribord de la passe de Avatoru, dans la zone Papiro, côté lagon et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8365 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa au profit de Mme Angéline Teehutu Tahitoterai (exploitant n° 215).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de Mme Angéline Teehutu Tahitoterai du 16 mars 2016, réceptionnée le 18 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable du 4e adjoint au maire de la commune de Rangiroa du 14 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 20 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de Mme Angéline Teehutu Tahitoterai, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 200 mètres carrés sis à Rangiroa, commune de Rangiroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé côté bâbord de la passe de Tiputa et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à cinq mille francs CFP (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8366 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de M. Falcour Ramana Pimati (exploitant n° 649).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes

d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Falcour Ramana Pimati du 19 mai 2016, réceptionnée le 20 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 28 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Takaroa du 4 juillet 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 12 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Falcour Ramana Pimati, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 300 mètres carrés sis à Takaroa, commune de Takaroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé en face de la terre Motukite et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à cinq mille francs CFP (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRI TSCH.

ARRETE n° 8368 MEI du 26 septembre 2016 portant autorisation d'établissement et d'exploitation de réseau radioélectrique indépendant et assignation de fréquence au profit du service des moyens généraux de la Polynésie française.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code des postes et télécommunications en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1167 CM du 23 août 2013 modifié relatif à la création, l'organisation et le fonctionnement de la direction générale de l'économie numérique ;

Vu l'arrêté n° 1168 CM du 23 août 2013 portant nomination de M. Karl Tefaatau en qualité de chef de service de la direction générale de l'économie numérique ;

Vu la demande du service des moyens généraux de la Polynésie française reçue en date du 16 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux articles D. 212-11 à D. 212-16 du code des postes et télécommunications, le service des moyens généraux de la Polynésie française, représenté par M. Heifara Tetuaiva-Pollock, est autorisé à établir et exploiter un réseau radioélectrique indépendant pour les besoins de son activité.

Art. 2.— La fréquence 153,3000 MHz est assignée au service des moyens généraux de la Polynésie française.

Art. 3.— Le réseau autorisé est un réseau radioélectrique à usage privé composé, conformément à la réservation de fréquence définie à l'article précédent, de 3 stations portatives.

Les plans et détails techniques de ce réseau sont conservés par le service en charge des télécommunications.

Art. 4.— Le titulaire de l'autorisation fera assurer la mise en œuvre et la maintenance de ses installations par un installateur admis.

Il est responsable du fonctionnement de son réseau et prend en ce sens toutes les mesures utiles.

Art. 5.— Le titulaire de l'autorisation accorde toute facilité à l'administration afin de recueillir directement ou indirectement toute information relative à son installation.

Art. 6.— Nonobstant les éventuelles sanctions prévues par les articles D. 214-2 et D. 214-4 du code des postes et télécommunications, il est procédé à la suppression de l'autorisation dans les cas suivants :

- usage non conforme au présent cahier des charges ;
- modification des caractéristiques du réseau qui n'a pas fait l'objet d'une autorisation.

Art. 7.— La présente autorisation, personnelle et incessible, est délivrée pour une durée de cinq ans à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 8.— Le chef de service de la direction générale de l'économie numérique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES SOLIDARITÉS
ET DE LA CONDITION FÉMININE**

ARRETE n° 8370 MTS du 26 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 2113 MEF du 4 avril 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance des titres professionnels d'employé(e) commercial(e) en magasin et de vendeur(se) conseil en magasin.

Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 681 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu l'arrêté n° 147 PR du 8 mars 2016 relatif aux attributions du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu le code du travail et notamment son article LP. 6312-16 ;

Vu l'arrêté n° 896 CM du 13 juillet 2012 portant création du titre professionnel d'employé(e) commercial(e) en magasin ;

Vu l'arrêté n° 907 CM du 13 juillet 2012 portant création du titre professionnel vendeur(se) conseil en magasin ;

Vu l'arrêté n° 2113 MEF du 4 avril 2013 modifié portant désignation des membres du jury pour la délivrance des titres professionnels d'employé(e) commercial(e) en magasin et de vendeur(se) conseil en magasin,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 2113 MEF du 4 avril 2013 susvisé est complété comme suit :

- M. Michael Ciampi ;
- M. Philippe Egiziano ;
- M. Jean-Luc Mathieu ;
- M. Alexandre Dauenhauer.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Priscille Tea FROGIER.

**MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE LA RENOVATION URBAINE,
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,
DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DU DOMAINE**

ARRETE n° 8316 MLV du 23 septembre 2016 portant affectation de la parcelle cadastrée commune de Papeete, section CX n° 157 et les constructions y édifiées, au profit de la délégation à l'habitat et à la ville.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la

rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 641 CM du 20 mai 2016 portant création et organisation de la délégation à l'habitat et à la ville,

Arrête :

Article 1er.— Est affectée au profit de la délégation à l'habitat et à la ville, la parcelle cadastrée commune de Papeete, section CX n° 157, d'une superficie de 965 mètres carrés et les constructions y édifiées, tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral en date du 19 septembre 2016 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à l'installation de ses bureaux, la gestion et l'entretien du site. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— La valeur vénale de la parcelle affectée hors construction est estimée à 96 500 000 F CFP, soit 100 000 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF modifiée susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement des biens affectés. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité des biens affectés.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation,

notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la délégation à l'habitat et à la ville et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 septembre 2016.

Tearii ALPHA.

ARRETE n° 8333 MLV du 23 septembre 2016 habilitant la direction des ressources marines et minières à occuper pour le compte de la Polynésie française, un hangar, d'une superficie de 380 mètres carrés, édifiés sur la zone industrielle de Fare Ute, cadastrée commune de Papeete, section ZA n° 2, et appartenant au port autonome de Papeete.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 929 CM du 18 juillet 2012 modifié relatif à la circonscription géographique dite "circonscription portuaire" du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 335 PAP du 25 mai 2016 du port autonome de Papeete ;

Vu le bordereau n° 2826 MEI/DRMM du 12 juillet 2016 de la direction des ressources marines et minières,

Arrête :

Article 1er.— La direction des ressources marines et minières est habilitée à occuper pour le compte de la Polynésie française, un hangar, d'une superficie de 380 mètres carrés, édifiés sur la zone industrielle de Fare Ute, cadastrée commune de Papeete, section ZA n° 2, et appartenant au port autonome de Papeete.

Art. 2.— Les modalités de cette occupation seront définies par une convention.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget de la Polynésie française sur les crédits de fonctionnement de la direction des ressources marines et minières.

Art. 4.— L'arrêté n° 1865 MAA du 22 mars 2013, autorisant l'occupation par la Polynésie française, pour le compte de la direction des ressources marines, d'un hangar de type F4, situé en zone Sud du pont de Fare Ute, et appartenant au port autonome de Papeete, est abrogé.

Art. 5.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction des ressources marines et minières et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 septembre 2016.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.

Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME,
ET DES TRANSPORTS INTÉRIEURS**

**ARRETE n° 8296 MET du 22 septembre 2016 portant
agrément temporaire d'une hydrosurface à Fakarava.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 78-124 du 27 juillet 1978 modifiée portant réglementation de la circulation dans les lagons de la Polynésie française ;

Vu la demande de la société Pacific Helicopters Yacht Services en date du 8 septembre 2016 ;

Vu l'avis du maire de Fakarava ;

Vu l'avis des administrations consultées,

Arrête :

Article 1er.— Est agréée, du 23 au 28 septembre 2016, une hydrosurface de forme circulaire et de 1 200 mètres de diamètre, située dans le lagon de Fakarava et centrée sur le point suivant: 16° 29' 32.86"S - 145° 27' 21.74"W.

Cette hydrosurface est destinée à être exploitée par l'aéronef amphibie immatriculé N153QS.

Une carte indiquant son emplacement est annexée au présent arrêté.

Art. 2.— L'hydrosurface sera utilisée :

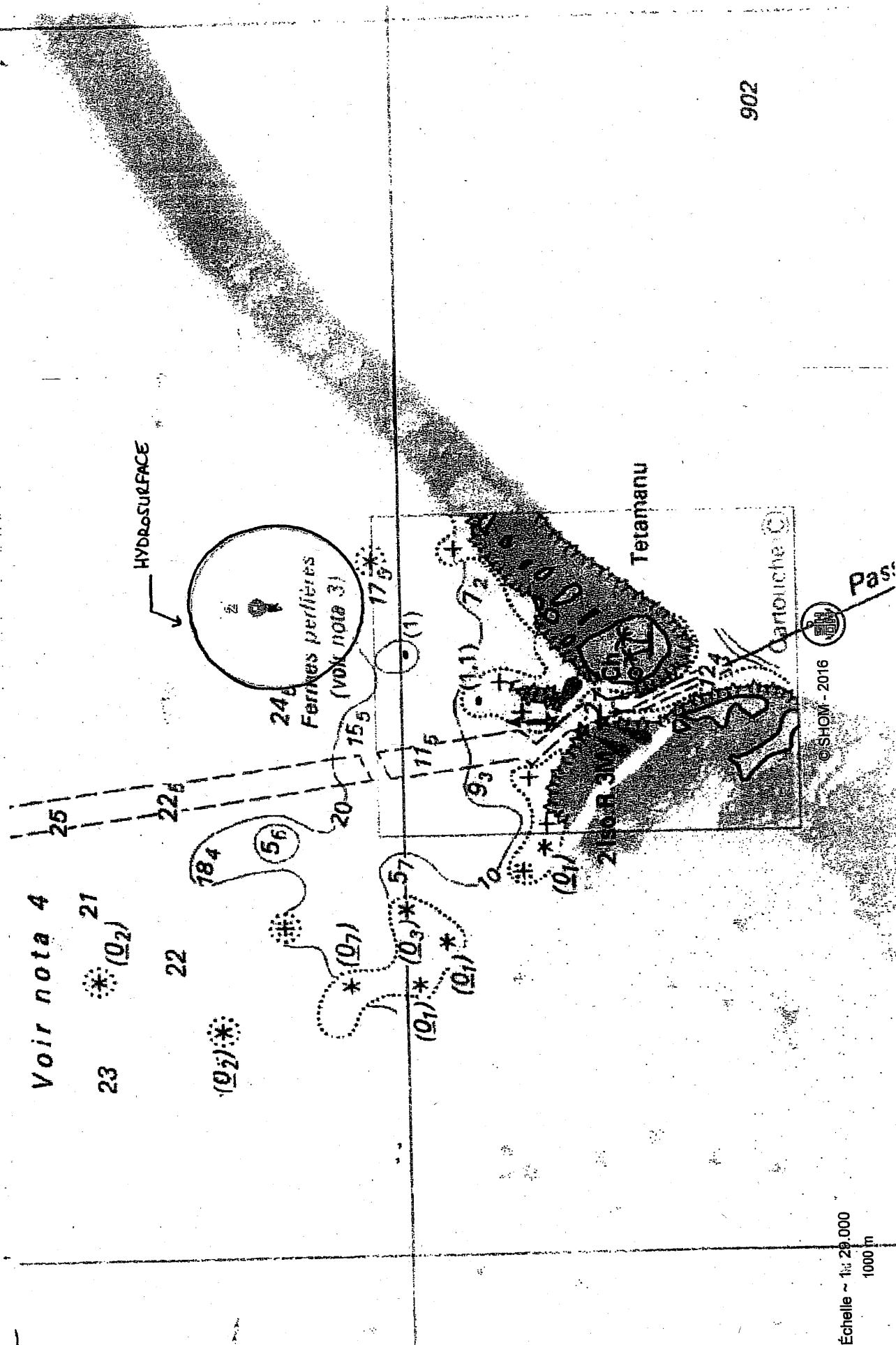
- à titre occasionnel ;
- sous la responsabilité du pilote ou de l'exploitant de l'aéronef ;
- de manière à ce que les axes de décollages et d'amerrissage soient entièrement dégagés de toute embarcation et de tout obstacle.

Art. 3.— Le présent arrêté n'emporte aucune dérogation aux règles de circulation dans les lagons et de prévention des abordages en mer.

Art. 4.— L'exploitant devra respecter les consignes d'exploitation et de sécurité aérienne définies par le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.
Albert SOLIA.



ARRETE n° 8300 MET du 22 septembre 2016 portant attribution à M. Faaora Faraire d'une licence de capitaine-pilote pour les zones de pilotage relevant de la station de pilotage Te Ara Tai.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 961 CM du 12 septembre 1996 modifié portant règlement général du pilotage maritime à l'approche et à la sortie des eaux intérieures de Polynésie française ;

Vu le courrier portant demande de délivrance de la licence de capitaine-pilote présenté par le capitaine Faaora Faraire en date du 24 mars 2016 ;

Vu le dossier présenté par la compagnie polynésienne de transport maritime en date du 31 mars 2016 ;

Vu l'attestation de satisfecit établie par la station de pilotage Te Ara Tai en date du 16 septembre 2016 ;

Vu l'avis de la commission technique du pilotage en date du 21 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — La licence de capitaine-pilote est délivrée à M. Faaora Faraire pour le pilotage du navire Aranui 5 à l'entrée et à la sortie des eaux intérieures des îles de Rangiroa et Bora Bora.

Art. 2. — Cette licence de capitaine-pilote est délivrée pour une durée de deux (2) ans à compter du samedi 24 septembre 2016.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8372 MET du 26 septembre 2016 portant autorisation d'empiètement d'une superficie d'environ 40 mètres carrés, sur la servitude établie aux abords des ouvrages d'art sise dans la commune de Taiarapu-Est, à Pueu au PK 9,100, côté montagne, au profit de M. le maire de la commune de Taiarapu-Est.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifiée portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifiée relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation des pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la demande formulée par M. le maire, par lettre n° 388-2016 CTE/DIRCOM en date du 16 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. le maire de la commune de Taiarapu-Est, un empiètement d'une superficie d'environ 40 mètres carrés, sur la partie de la servitude aux abords des ouvrages d'art définie à l'article 26 de la délibération 2004-34 du 12 février 2004, située sur la rive droite en amont du ponceau construit au droit de la terre Vaitiare-Tearatoa-partie du lot A, parcelle cadastrée CI-52, au PK 9,100, côté montagne, sise dans la commune de Taiarapu-Est, à Pueu, tel que le tout figure sur les plans de délimitation du domaine public, de masse et des réseaux joints au dossier.

Art. 2. — L'exutoire bétonné d'eau pluviale existant est communal et ses servitudes de curage sont occupées par des ouvrages de la commune. Par conséquent, l'entretien de celui-ci est de la compétence de la commune.

Art. 3. — L'empiètement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'une unité de potabilisation d'eau.

Art. 4. — L'empiètement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. le maire de la commune de Taiarapu-Est doit solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 3 au service de l'urbanisme.

Art. 5. — M. le maire de la commune de Taiarapu-Est s'engage à prendre à sa charge tout les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages

situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiètement autorisé.

Art. 6. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 3 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés aux plans de délimitation du domaine public et d'implantation joints au dossier.

Art. 7. — Le présent arrêté sera notifié à M. le maire de la commune de Taïarapu-Est et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8373 MET du 26 septembre 2016 portant autorisation d'empiètement sur la servitude de curage du domaine public fluvial, sis à Haapiti, PK 27,500, Ouest, côté mer, commune de Moorea-Maïao, au profit de la SCI DCCE Tahiti.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifiée portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifiée relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre du 11 mars 2015 de la SCI DCCE Tahiti ;

Vu l'avis favorable de la subdivision de Moorea de la direction de l'équipement par bordereau n° 411/15 MOOR du 23 avril 2015 ;

Vu la lettre n° 700/15 CMM/DADD/tc du 2 juin 2015 de la commune de Moorea-Maïao ;

Vu l'arrêté n° 8077 MET du 14 septembre 2016 portant autorisation d'empiètement d'une superficie d'environ 76,43 mètres carrés sur la zone soumise à autorisation aux abords des ouvrages d'art sis à Haapiti PK 27,400, commune de Moorea-Maïao, au profit de la "SCI DCCE Tahiti",

Arrête :

Article 1er. — L'empiètement sur la servitude de curage du domaine public fluvial, d'une superficie totale de 59,26 mètres carrés, au droit du domaine Tiahura, parcelle cadastrée section RI n° 162, sis à Haapiti, PK 27,500, Ouest, côté mer, commune de Moorea-Maïao, est autorisé au profit de la SCI DCCE Tahiti, tel que le tout figure sur le plan de masse établi par la SCI DCCE Tahiti, joint au dossier de l'intéressée et détenu par la direction de l'équipement.

Art. 2. — L'empiètement sur la servitude de curage du domaine public fluvial concerne un bâtiment de réception d'une superficie de 26,50 mètres carrés et trois bungalows empiétant sur les surfaces suivantes : le premier de 23,1 mètres carrés, le second de 7,56 mètres carrés et le troisième de 2,1 mètres carrés dans le cadre de la rénovation des bâtiments pour une exploitation hôtelière.

Art. 3. — La présente autorisation est consentie pour une période de neuf (9) ans, à compter de la date du présent arrêté, aux clauses et conditions suivantes que le bénéficiaire s'engage à respecter :

- 1° Il est tenu d'obtenir toutes les autorisations administratives exigées par la réglementation en vigueur auprès des services et organismes compétents de la Polynésie française ;
- 2° Les travaux sont à la charge du bénéficiaire qui est seul tenu à toutes les garanties que les occupations peuvent entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 3° Il est tenu de prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public y attenant ou sur l'empiètement autorisé ;
- 4° Il est tenu d'assurer l'entretien et le curage du cours d'eau pendant toute la durée de l'occupation ;
- 5° Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui peut survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 6° Il ne peut mettre en cause la Polynésie française en cas de dégradation de tout ou partie de la construction en cas d'éventuels travaux entrepris sur le domaine public, par les agents de la direction de l'équipement ;
- 7° Il est tenu, au préalable, d'avertir la direction de l'équipement, groupement d'études et de gestion du domaine public de toute intervention sur le domaine public.

Art. 4.— A l'achèvement des travaux, le bénéficiaire devra fournir un plan de récolement à la direction de l'équipement, groupement d'études et de gestion du domaine public, en vue de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 5.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions des articles ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente peut soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Art. 6.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

DECISION n° 2016-02C CESC du 28 juin 2016 portant modification n° 1 du budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2016.

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2016-46 APF du 14 juin 2016 portant modification du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu la lettre n° 859-2016 CESC du 20 juin 2016 portant convocation des membres de la commission du budget ;

Vu la lettre n° 883-2016 CESC du 23 juin 2016 portant convocation en séance plénière des membres du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 28 juin 2016,

Décide :

Article 1er.— Les recettes du budget de fonctionnement du Conseil économique, social et culturel pour l'exercice 2016 sont modifiées comme suit :

En recettes

Sous chap	Art	Libellé	Montant
960-03	7412	Dotation globale forfaitaire de la Polynésie française	10 000 000
Total des recettes			10 000 000

Art. 2.— Les dépenses du budget de fonctionnement du Conseil économique, social et culturel pour l'exercice 2016 sont modifiées comme suit :

En dépenses

Sous chap	Art	Libellé	Montant
960-03	615	Entretien et réparations	400 000
	653	Indemnités, vacations et frais de missions des membres	9 600 000
Total des dépenses			10 000 000

Art. 3.— Le président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2016.

Le président,
Winiki SAGE.

DECISION n° 2016-08 CESC/PR/SG du 22 septembre 2016 portant délégation de pouvoirs d'ordonnateur du président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française au profit du 1er vice-président de l'institution.

Le président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005 modifiée portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur du Conseil économique, social et culturel du 3 novembre 2005 modifié ;

Vu l'arrêté n° 2016-01 CESC/PR du 29 janvier 2016 prenant acte de l'élection du président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2016-02 CESC/PR du 29 janvier 2016 prenant acte de l'élection des membres du bureau du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Décide :

Article 1er.— Les pouvoirs d'ordonnateur sont délégués au profit du premier vice-président, pour les dépenses imputables au budget de l'institution, pendant l'absence du président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française, du 26 septembre au 7 octobre 2016 inclus.

Art. 2.— Le président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.

Winiki SAGE.

DECISION n° 2016-09 CESC/PR/SG du 22 septembre 2016 constatant la vacance du siège du représentant désigné en commun par le Syndicat général autonome des retraités en Polynésie française, par la Fédération d'associations de retraités de l'Etat, civils et militaires en Polynésie française (FARE PF) et le Syndicat pour la défense des intérêts des retraités actuels et futurs de la CPS (SDIRAF).

Le président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005 modifiée portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur du Conseil économique, social et culturel du 3 novembre 2005 modifié ;

Vu l'arrêté n° 2016-01 CESC/PR du 29 janvier 2016 prenant acte de l'élection du président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2016-02 CESC/PR du 29 janvier 2016 prenant acte de l'élection des membres du bureau du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Vu la lettre de démission de M. Joël Carillo en date du 16 septembre 2016 ;

Vu le bureau du 21 septembre 2016,

Décide :

Article 1er.— Est constatée la vacance du siège du représentant désigné en commun par le Syndicat général autonome des retraités en Polynésie française, par la Fédération d'associations de retraités de l'Etat, civils et militaires en Polynésie française (FARE PF) et le Syndicat pour la défense des intérêts des retraités actuels et futurs de la CPS (SDIRAF), à compter du 1er novembre 2016.

Art. 2.— Le président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2016.

Winiki SAGE.

ACTES DES AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES

AUTORITE POLYNESIENNE DE LA CONCURRENCE

DECISION n° 16-SC-01 du 13 septembre 2016 relative à la création d'un magasin de commerce de détail, sous enseigne Easy Market, situé avenue du Prince-Hinoi à Papeete.

L'Autorité polynésienne de la concurrence,

Vu le dossier de notification adressé à l'Autorité polynésienne de la concurrence le 27 juin 2016 et déclaré complet le 8 août 2016, relatif à la création d'un magasin de commerce de détail, sous enseigne Easy Market, situé avenue du Prince-Hinoi à Papeete, enregistré sous le numéro 16-002 S;

Vu le code de la concurrence, et notamment ses articles LP. 320-1 à LP. 320-3 ;

Vu le rapport du service d'instruction en date du 19 août 2016 ;

Vu les observations en réponse au rapport présentées par la partie notifiante en date du 26 août 2016 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Le rapporteur, le rapporteur général et le représentant de la partie notifiante entendus lors de la séance de l'Autorité polynésienne de la concurrence du 9 septembre 2016, le président du conseil des ministres de la Polynésie française ayant été invité à faire connaître sa position,

Adopte la décision suivante :

I. L'entreprise concernée

1. La Société commerciale du Prince-Hinoi (ci-après la "SCPH" ou "partie notifiante") est une filiale à 100 % de la société en participation pour la distribution (ci-après la "SPD"), elle-même détenue par un actionnaire unique, M. Louis Wane.

2. La SCPH exploitera le futur supermarché sous enseigne Easy Market situé avenue du Prince-Hinoi à Papeete.

3. La SPD est active dans le secteur du commerce de détail généraliste à dominante alimentaire en Polynésie française. Elle détient l'ensemble des sociétés exploitant les magasins à enseignes Carrefour, Champion et Easy Market

en Polynésie française. La SPD est également active dans le secteur du commerce de détail spécialisé en produits multimédias (télévisions, consoles de jeux, ordinateurs, tablettes, matériels informatiques et vidéo). Elle détient ainsi 100 % des sociétés exploitant l'enseigne Medianui, présente dans les magasins Carrefour de Punaauia, de Arue et de Taravao, et dans le magasin Champion de Mahina.

4. En outre, la SPD est acteur dans le secteur de l'approvisionnement en produits de consommation courante [...].

II. L'opération notifiée

5. L'opération notifiée par la SCPH, est un projet de création d'un magasin de commerce de détail à dominante alimentaire sous l'enseigne Easy Market, qui serait implantée sur la commune de Papeete, dans le quartier Fariipiti, à l'angle de l'avenue du Prince-Hinoi et de la rue Georges-Bambridge, et dont l'ouverture serait effective courant octobre 2016. La surface de vente du magasin projeté, telle que définie par l'article 102-1 du règlement intérieur de l'Autorité polynésienne de concurrence, est estimée par la SCPH à 920 mètres carrés.

6. Le mode de calcul de la surface de vente du projet notifié au sens du droit de la concurrence, désormais en vigueur, précisé à l'article 102-1 du règlement intérieur précité diffère de celui retenu en application de la réglementation d'urbanisme commercial antérieure et abrogée, bien que le projet étudié demeure le même depuis sa création.

7. L'opération a été initiée en 2011, notamment par le dépôt d'une demande de permis de construire le 15 juillet 2011 auprès de la mairie de Papeete. Dans son dossier de notification et dans ses observations au rapport du service d'instruction, la partie notifiante soutient que cette opération ne relèverait pas du cadre mis en place par la loi du pays n° 2015-2 du 23 février 2015 relative à la concurrence, mais de celui instauré par la délibération n° 94-136 AT du 22 décembre 1994 modifiée réglementant l'implantation de certains commerces de vente au détail¹ que cette loi est précisément venue abroger.

A. Evolution du cadre législatif et réglementaire depuis 2011

8. Avant le 31 janvier 2012, le régime d'autorisation préalable en matière de création, extension ou

transformation de magasins de commerce de détail était prévu par (i) la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994 modifiée² réglementant l'implantation de certains commerces de vente au détail (ii) l'arrêté n° 794 CM du 23 juillet 1996 modifié³ fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales et (iii) l'arrêté n° 1299 PR du 4 avril 2010 portant nomination des membres de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales.

9. En application de ces textes, étaient soumis à autorisation préalable "les projets de constructions nouvelles entraînant création de magasins de commerce de détail d'une surface de vente supérieure à 300 mètres carrés" (article 1er 1° de la délibération n° 94-163 AT modifiée). Les autorisations de tels projets commerciaux étaient accordées par arrêté (article 2 premier alinéa) et devenaient caduques si les travaux n'avaient pas commencé dans le délai d'un an à compter de la date de publication de l'arrêté (article 2 deuxième alinéa). En outre, "l'octroi du permis de travaux immobiliers ou, lorsque ce permis n'est pas nécessaire, celui de toute autorisation délivrée en application du code de l'aménagement, telle notamment l'autorisation d'ouverture au public, est subordonné à l'autorisation" (article 3 premier alinéa).

10. La loi du pays n° 2012-7 du 30 janvier 2012 (portant modification de la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994 réglementant l'implantation de certains commerces de vente au détail), entrée en vigueur le 31 janvier 2012, a modifié le régime d'autorisation préalable décrit ci-dessus à plusieurs égards.

11. En premier lieu, s'agissant des constructions nouvelles, le seuil de surface de vente déclenchant le régime d'autorisation était augmenté à 1 000 mètres carrés sur l'île de Tahiti et à 600 mètres carrés dans les autres îles (article 1er 1° de la délibération n° 94-163 AT modifiée). En deuxième lieu, les conditions de péremption des autorisations, jusqu'à lors d'une durée d'un an si les travaux n'avaient pas commencé dans ce délai, devaient désormais être "définies par arrêté en conseil des ministres" (article 2 deuxième alinéa). En troisième lieu, lorsqu'un projet de création, de changement d'enseigne, d'extension ou de transformation de magasin de détail n'était pas soumis à autorisation, il était soumis à déclaration auprès du service en charge des affaires économiques (article 1er bis premier alinéa). Étaient astreints au régime déclaratif les magasins ayant atteint une surface de vente de 300 mètres carrés (article 1er bis deuxième alinéa).

12. En outre, l'arrêté n° 276 CM du 23 février 2012, portant modification de l'arrêté n° 794 CM du 23 juillet 1996 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales, introduit un nouvel article, l'article 16 bis, qui prévoit que "[l]orsque la réalisation d'un projet autorisé ne nécessite pas de permis de construire, l'autorisation est périmée si l'ouverture au public n'est pas effectuée dans un délai de (mis ans à compter de la notification prévue à l'article 15 du présent arrêté).

Lorsque la réalisation du projet autorisé est subordonnée à l'obtention d'un permis de construire, l'autorisation est périmée si une demande recevable de permis de construire n'est pas déposée dans un délai de deux ans à compter de la notification de l'autorisation et si l'ouverture au public n'est

pas effectuée dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle le permis de construire est devenu définitif".

13. En février 2016 est entré en vigueur le code de la concurrence créé par la loi du pays n° 2015-2 du 23 février 2015 relative à la concurrence, loi qui abroge l'ensemble des textes définissant le cadre réglementaire relatif à l'implantation de certains commerces de vente au détail dont il vient d'être rappelé l'évolution. Cette loi soumet à autorisation préalable de l'Autorité polynésienne de la concurrence "les projets de création ou d'extension de magasins de commerce de détail d'une surface de vente supérieure à trois cents mètres carrés" (article LP. 320-1).

B. Application au cas d'espèce

1. L'autorisation initiale, en date du 22 décembre 2011

14. Par arrêté n° 3125 PR du 22 décembre 2011⁴, la SCPH était autorisée à planter et exploiter un supermarché de 800 mètres carrés de surface de ventes sous enseigne Easy Market à Papeete. Selon l'article 2 de l'arrêté précité, l'autorisation "devient caduque si les travaux n'ont pas commencé dans un délai d'un an à compter de la date de publication du présent arrêté". Cette publication étant intervenue le 29 décembre 2011, les travaux de construction du supermarché devaient commencer au plus tard le 29 décembre 2012.

15. Il ressort des pièces du dossier que la demande d'autorisation de travaux immobiliers pour la construction d'un supermarché a été enregistrée au service de l'urbanisme de la Polynésie française le 30 août 2012, et que le permis de travaux immobiliers a été délivré, sous le numéro n° 11-065-1 MAA.AU.PPT, le 11 septembre 2012. L'affichage du permis de construire aurait eu lieu avec constat d'huissier, selon la SCPH, les 15 et 24 octobre 2012. L'ouverture des travaux a été déclarée auprès du chef du service de l'urbanisme et au chef du service de la direction du travail le 30 avril 2014. Le début des travaux a été constaté par huissier les 2 et 6 mai ainsi que les 2 et 12 juin 2014.

16. En application du cadre réglementaire et législatif applicable à l'époque des faits, à la date du démarrage des travaux immobiliers relatifs au projet à la fin du premier semestre 2014, la société SCPH avait perdu le bénéfice de son autorisation de création du supermarché Easy Market délivrée par l'arrêté n° 3125 PR précité.

2. La validité du permis de construire délivré le 11 septembre 2012

17. Le permis de travaux immobiliers a été délivré à la SCPH, sous le numéro n° 11-065-1 MAA.AU.PPT, le 11 septembre 2012⁶.

18. Ce permis mentionne que les travaux devront être réalisés sur la base du dossier présenté conformément aux prescriptions générales des règlements de construction et d'hygiène de la Polynésie française, sous un certain nombre de réserves, dont le respect de l'arrêté n° 3125 PR du 22 décembre 2011. Il spécifie également qu'en cas de modification du projet, une autorisation administrative doit être obtenue au préalable. Il prévoit en outre qu'à la fin des travaux, une demande de certificat de conformité doit être déposée à la mairie de Papeete et qu'aucune occupation des

lieux ne sera possible avant l'obtention de ce certificat. Enfin, la durée de validité du permis y est explicitement prévue : "l'autorisation de travaux immobiliers est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 2 ans à compter de la présente notification. Il en est de même si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité du permis de construire est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable".

19. Ainsi, le délai de deux ans explicitement prévu par le permis de construire conduisait à une échéance au 11 septembre 2014. Or, comme indiqué précédemment, l'ouverture des travaux a été déclarée auprès du chef du service de l'urbanisme et du chef du service de la direction du travail le 30 avril 2014. Un huissier a constaté par procès-verbal le début des travaux les 2 et 6 mai et les 2 et 12 juin 2014. Il est par ailleurs mentionné au dossier que le permis de construire n'a pas fait l'objet de contestation dans le délai prévu à cet effet. De même, aucun élément au dossier ne fait part d'une interruption des travaux supérieure à un an entre mi 2014 et ce jour ou d'une modification du projet qui aurait dû conduire à l'obtention préalable d'une nouvelle autorisation administrative.

20. En conséquence, en l'absence de recours et d'interruption pendant un délai supérieur à un an des travaux, la SCPH n'a pas perdu le bénéfice de son autorisation de réaliser des travaux immobiliers obtenue le 11 septembre 2012.

21. A cet égard, la validité toujours en cours du permis de construire délivré en 2011 n'a d'ailleurs pas été remise en cause par le service de l'urbanisme lorsqu'il a fait suite, le 15 juillet 2015, à la demande de la SCPH de transférer ledit permis à la SCI Manariki sans modification des conditions de péremption prévues.

3. Le régime applicable à la création d'une surface commerciale à la date de début des travaux

22. A la date du début des travaux de construction du supermarché, mi 2014, l'autorisation d'implanter et d'exploiter un supermarché Easy Market de surface de vente⁷ de 800 mètres carrés à Papeete délivrée par l'arrêté n° 3125 PR du 22 décembre 2011 était devenue caduque.

23. En conséquence, à cette date, la SCPH devait vérifier si, en lançant les travaux de construction du supermarché projeté, elle respectait la réglementation relative à l'implantation de certains commerces de vente au détail. En effet, l'esprit du cadre applicable à la création de certains commerces de détail subordonnait la délivrance d'un permis de réaliser des travaux immobiliers à l'obtention, lorsqu'elle s'imposait, d'une autorisation d'implantation et d'exploitation⁸.

24. Comme rappelé ci-dessus, le cadre réglementaire et législatif alors en vigueur imposait un régime d'autorisation préalable pour les constructions nouvelles lorsque le seuil de surface de vente dépassait 1 000 mètres carrés sur l'île de Tahiti et un régime déclaratif lorsqu'il dépassait 300 mètres carrés.

25. Le projet de supermarché Easy Market étant d'une surface de vente⁹ de 800 mètres carrés, il ne relevait plus des projets de création de surface commerciale soumis à autorisation préalable. Dans la mesure où la nature du projet

en considération l'excluait des cas soumis au régime d'autorisation préalable prévus par l'article 161 de la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994 modifiée, aucune des autres dispositions prévues à la fois par cette délibération et ses arrêtés d'application n'avaient vocation à s'appliquer.

26. Cette analyse est partagée par la partie notifiante dans ses observations au rapport du service d'instruction.

4. L'inapplicabilité au cas d'espèce des dispositions du code de la concurrence

27. Selon l'article 2 du code civil, la loi ne dispose que pour l'avenir, elle n'a point d'effet rétroactif. Ce principe de non-rétroactivité de la loi fait obstacle à ce qu'une règle nouvelle s'applique, au sens où elle remettrait en cause, à des situations déjà constituées sous l'empire des anciennes règles¹⁰.

28. Entrée en vigueur au 1^{er} février 2016¹¹, le code de la concurrence prévoit, dans son titre II du livre III, le contrôle des surfaces commerciales. Le cadre applicable au contrôle des surfaces commerciales est plus généralement défini par les articles LP. 320-1 à LP. 320-4, LP. 620-10, A 320-1 et A 320-2 du code de la concurrence, ainsi que par les articles 102-1, 112-01 à 112-03, 121-07, 132-01 et 132-02 et l'annexe 4 du règlement intérieur de l'Autorité polynésienne de la concurrence. Les opérations concernées, définies à l'article LP. 320-1, sont "les projets de création ou d'extension de magasins de commerce de détail ou de transformations d'immeubles existants en établissements de commerce de détail d'une surface de vente supérieure à trois cents mètres carrés". De telles opérations doivent en effet être notifiées à l'Autorité polynésienne de concurrence.

29. L'entrée en vigueur du code de la concurrence pose la question de la notion de "projet". En effet, si l'application des nouvelles règles ne pose pas de difficulté dès lors que le projet verrait le jour postérieurement à la date d'entrée en vigueur du code de la concurrence, la question se pose pour un projet qui, comme au cas d'espèce, aurait été lancé antérieurement à cette date.

30. S'agissant particulièrement du projet de création du supermarché Easy Market par la SCPH, d'une surface de vente¹² d'environ 800 mètres carrés, débuté au plus tard en 2011, la notion de projet est liée à l'obtention du permis de construire dans la mesure où, comme indiqué précédemment, l'obtention du permis de construire est subordonnée au respect de la réglementation relative à l'implantation et l'exploitation de certains commerces de détail. A cet égard, bien que déposée en juillet 2011 à la mairie de Papeete, la demande d'autorisation de travaux immobiliers n'a été enregistrée au service de l'urbanisme qu'en août 2012, soit postérieurement à l'obtention par la SCPH de son autorisation d'implantation et d'exploitation.

31. Ce principe de subordination de la délivrance du permis de construire à l'obtention de l'autorisation administrative d'implanter et d'exploiter une création de surfaces commerciales n'a pas été remis en cause lorsque le cadre réglementaire applicable a évolué en 2012, et ce jusqu'à l'entrée en vigueur du code de la concurrence.

32. Ainsi, bien que l'autorisation initiale de 2011 était devenue caduque, la validité du permis de construire perdurant au regard notamment du changement de cadre

réglementaire favorable à la SCPH, le stade de "projet" au sens de la réglementation en vigueur est révolu depuis la date de lancement des travaux. En effet, au moment du commencement des travaux, et sur la base du permis de construire obtenu dans le respect de la réglementation en vigueur lors de son obtention, le projet de création du supermarché enseigne Easy Market n'était plus soumis à autorisation d'implantation d'une surface commerciale. Le projet devait alors être considéré comme autorisé tacitement et sa situation juridique établie.

33. Aussi, seule une "modification substantielle" du projet postérieure à l'entrée en vigueur du code de la concurrence aurait nécessité une nouvelle autorisation. La jurisprudence entend par "modification substantielle" celle qui touche l'économie du projet initial et qui est donc susceptible d'avoir des incidences sur le sens de la décision qui a été prise par la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales¹³.

34. En l'espèce, aucun élément au dossier ne fait état d'une telle modification substantielle pour le projet de création du supermarché Easy Market de Prince-Hinoui, dont la situation juridique ne peut être remise en cause.

35. La partie notifiante partage cette analyse dans ses observations au rapport du service d'instruction.

36. Il résulte de l'ensemble de ce qui précède que l'opération de création d'un supermarché sous enseigne Easy Market notifiée par la SCPH n'est pas contrôlable au titre des dispositions applicables au contrôle des surfaces commerciales prévues par le code de la concurrence quand bien même l'ouverture est prévue après l'entrée en vigueur du code de la concurrence.

Décision

Article unique : L'opération notifiée sous le numéro 16-002 S n'est pas contrôlable au titre des dispositions du code de la concurrence relatives au contrôle des surfaces commerciales.

Délibéré par Jacques Mérot, président, Maïana Bambridge, Jean-Christophe Lau, Florent Venayre et Julien Vucher-Visin, membres.

Le président,
Jacques MEROT.

¹ <https://lexpol.cloud.pf/LexpolAfficheTexte.php?texte=180962>

² Par la délibération n° 2002-154 APF du 28 novembre 2002 : JOPF du 12 décembre 2002, n° 50, page 3031.

³ Par l'arrêté n° 604 CM du 23 avril 1999 : JOPF du 6 mai 1999, n° 18, page 989.

⁴ <https://lexpol.cloud.pf/LexpolAfficheTexte.php?texte=349607>

⁵ Selon la définition de la "surface de vente" prévue par les textes applicables à l'époque des faits pour le même projet.

⁶ Le permis délivré à la SCPH mentionne explicitement que "les travaux devront être réalisés sur la base du dossier présenté conformément aux prescriptions générales des règlements de construction et d'hygiène de la Polynésie française, sous réserve de : [...] - respecter l'arrêté n° 3125 PR du 22 décembre 2011".

⁷ Selon la définition de la "surface de vente" prévue par les textes applicables à l'époque des faits.

⁸ A l'appui de cette constatation, le fait que le permis de construire du 11 septembre 2012 mentionne la possibilité de réaliser les travaux projetés "sous réserve" de respecter l'arrêté n° 3125 PR du 22 décembre 2011 d'une part et d'autre part la nécessité d'obtenir, en cas de modification du projet, une autorisation administrative.

⁹ Selon la définition de la "surface de vente" prévue par les textes applicables à l'époque des faits.

¹⁰ CE, Ass., 25 juin 1948, Société du journal L'Aurore, n° 94511.

¹¹ Article LP. 3 1° de la loi du pays n° 2015-2 du 23 février 2015 relative à la concurrence.

¹² Selon la définition de la "surface de vente" prévue par les textes applicables à l'époque des faits.

¹³ Par exemple, la modification de la nature d'un commerce (CA Orléans, 9 mars 2000 : RJDA 122/00, n° 1182) ou une nouvelle répartition des surfaces entre commerces (CE, 13 mars 1996 : RJDA 7/96, n° 965). Ainsi, une modification de la surface de vente serait considérée comme substantielle (CE, 3 décembre 2014, n° 372885).

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 30 septembre au 13 octobre 2016 inclus)

données BDF - parité quotidienne au 28 septembre 2016

CODE DEVISE PAYS	DEVICES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d'Amérique ...	1 dollar US	106,31
AUD Australie	1 dollar australien	81,53
CAD Canada	1 dollar canadien	80,47
CHF Suisse	1 franc suisse	109,57
DKK Danemark	1 couronne danoise	16,02
GBP Grande-Bretagne	1 livre sterling	138,42
HKD Hong Kong	1 dollar Hong Kong	13,71
JPY Japon	1 yen	1,06
NOK Norvège	1 couronne norvégienne	13,13
NZD Nouvelle-Zélande	1 dollar néo-zélandais	77,19
SEK Suède	1 couronne suédoise	12,41
SGD Singapour	1 dollar singapour	78,15
FJD Fidji (1)	1 dollar fidjien	52,37
THB Thaïlande	1 baht	3,07
CNY Chine	1 yuan	15,93
KRW Corée	1 won coréen	0,10
IDR Indonésie	1 roupie indonésienne	0,01
BRL Brésil	1 real brésilien	32,79

(1) cours fin de mois au 31 août 2016

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT POUR LA PERIODE DU 1er AU 9 SEPTEMBRE 2016

COMMUNE DE BORA BORA

8 septembre 2016

Transfert n° 11-126-3 MET.AU.ISLV, Mme Stéphanie Yau épouse Coulon à M. Laurent Daniel, sur la parcelle de la terre Vairupe, lot 3, parcelle A1, cadastrée n° 65, section CO sise à Faanui, maison d'habitation.

COMMUNE DE HUAHINE

8 septembre 2016

N° 16-287-3 MET.AU.ISLV, M. Georgius Tarvo, sur la parcelle des terres Nuiha Vaitavana et Vaipua 1 dite Himoo, cadastrée n° 25 section BL sise à Fitii, construction d'un atelier et d'un abri pour voiture.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LA PERIODE DU 12 AU 16 SEPTEMBRE 2016

COMMUNE DE FAA'A

12 septembre 2016

N° 16-230-4 MET.AU, Mme Sylviane Lorfevre épouse Zalotanova, sur la parcelle cadastrée n° 194, section M (domaine Pamatai I 22-23 parcelle 5 lot F), construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 16-682-2, M. Michel Jissang, représentant de la SCI Pamatai Tahiti II, sur la parcelle cadastrée n° 1003, section V (lot 136 du lotissement Pamatai Hills), construction d'une maison d'habitation.

14 septembre 2016

N° 15-795-7 MET.AU, M. Heimoana Montagnon, sur la parcelle cadastrée n° 1747, section T (lot 18 bis, lot 2, du domaine Pamatai), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

14 septembre 2016

N° 16-663-4 MET.AU, M. Stéphane Buchmann, sur la parcelle cadastrée n° 71, section L, (terre Matavai, parcelle 1 des lots 1 et 2 parcelle B), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

13 septembre 2016

N° 16-675-2 MET.AU, Mme Katia Tehuritaua, sur la parcelle cadastrée n° 12, section H (lot 6 des terres Aiore, Vaitiare, Faarootii) sise à Haapiti, PK 18,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

16 septembre 2016

N° 16-676-3 MET.AU, Mme Viviane Fareura, sur la parcelle cadastrée n° 110, section EK (parcelle A de la parcelle A partie de la terre Puuaraea) sise à Paopao, PK 9,750, côté montagne (route des Ananas), régularisation des travaux de construction d'un garage avec salle de bains.

COMMUNE DE PAPARA

13 septembre 2016

N° 16-472-5 MET.AU, Mme Poema Cowan épouse Holozet, pour le compte de M. Frédéric Holozet, sur les parcelles cadastrées n° 41 et n° 249, section AR, (terre Tepaniuru 3, lot 1 et Mahaitoa 1 lot B), extension d'une maison d'habitation (garage séparé).

16 septembre 2016

N° 14-574-2 MET.AU, M. Rainui Yfouk, sur la parcelle cadastrée n° 129, section BB (lot E 17 ou 75 du lotissement Torea) sise au PK 35,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) (Prorogation) ;

N° 14-588-2, M. Nicodème Tereopa, sur la parcelle cadastrée n° 210, section AO (lot C de la terre Peretuna, Vaiopoia) sise au PK 36,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) (Prorogation) ;

N° 14-590-2, Mlle Elisabeth Tereopa, sur la parcelle cadastrée n° 210, section AO (lot C de la terre Peretuna Vaiopoia) sise au PK 36,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) (Prorogation).

COMMUNE DE PAPEETE

15 septembre 2016

N° 16-217-8 MET.AU, M. Pierre-Jean Picart, architecte, pour le compte de la SCI Manariki, représentée par M. Louis Wane, sur la parcelle cadastrée n° 47, section CH (terre Tepihaa, Marimariua ou Marimarima : (partie) parcelle) sise à l'angle des avenues Prince-Hinoi et Georges-Bambridge, construction d'un supermarché (modification : suppression d'une place du parking extérieur et rajout de 2 places 2 roues pour l'emprise d'un futur guichet automatique bancaire).

16 septembre 2016

N° 16-540-4 MET.AU, M. et Mme Michel et Julia Cadousteau, sur la parcelle cadastrée n° 156, section CY (lot 3 parcelle A de la terre Tutuapare), extension et surélévation d'une maison d'habitation existante en un petit immeuble de (trois) 3 logements.

COMMUNE DE PUNAAUIA

14 septembre 2016

N° 16-391-5 MET.AU, M. Yohann Florentin, pour le compte de Mme Simone Lui, sur la parcelle cadastrée n° 24, section AS (lot n° 134 du lotissement Lotus), extension d'une maison d'habitation existante.

COMMUNE DE FAKARAVA

14 septembre 2016

N° 16-703-3 MET.AU.TG, Mme Evelyne Tamu, pour le compte de M. Augustin Marii Tiho, sur la parcelle cadastrée

n° 61, section MB (terre Temotuiti) sise à Niau, construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE FANGATAU

14 septembre 2016

N° 16-283-5 MET.AU.TG, le syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française, représenté par M. Cyril Tetuanui, mandataire de la commune de Fangatau, sur la parcelle cadastrée n° 148, section AL (terre remblai), construction d'un local technique pour la production et la distribution d'eau potable.

COMMUNE DE HAO

16 septembre 2016

N° 16-181-3 MET.AU.TG, M. Napoli Puniava Sangue, sur la parcelle cadastrée n° 13, section AI (terre Tetopikoreka), construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE MAKEMO

13 septembre 2016

N° 16-752-2 MET.AU.TG, Mme Anita Arii Tokoragi mandataire de M. et Mme Jean Tupuhoe et Hakatuheimai Tokoragi, sur la parcelle cadastrée n° 100, section AT (terre Tauhiti, Tetuahivi) sise à Raroia, construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE REAO

12 septembre 2016

N° 16-751-2 MET.AU.TG, Mme Teretia Teano épouse Temarono, sur la parcelle cadastrée n° 61, section AA (terre Faraota), construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE TAKAROA

13 septembre 2016

N° 15-315-2 MET.AU.TG, M. James Teva Teihoarii, sur la parcelle cadastrée n° 363, section H (terre Honupirau 1), construction d'une maison d'habitation (OPH) (Modification : modification du modèle fare, en F4).

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT POUR LA PERIODE DU 12 au 16 SEPTEMBRE 2016

COMMUNE DE BORA BORA

14 septembre 2016

N° 16-216-4 MET.AU.ISLV, M. Moroni Firuu, sur la parcelle de la terre Haapitiararo 2 cadastrée n° 29, section CZ sise à Faanui, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-226-3, M. et Mme Tutemaono et Cécile Turia Tehaamana née Tetuairia, sur la parcelle de la terre Rituarahi 1, cadastrée n° 14, section BE, sise à Anau, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-272-4, M. Moana Joël Vong, sur la parcelle de la terre Tefaremao, cadastrée n° 5, section CE sise à Faanui, construction d'une maison d'habitation du type OPH.

COMMUNE DE HUAHINE

14 septembre 2016

Prorogation n° 14-147-3 MET.AU.ISLV, Mme Henriette Pahape et M. Bernard Chung, sur la parcelle de la terre Haapua, cadastrée n° 59, section AA, sise à Fare, construction d'une maison d'habitation du type OPH.

COMMUNE DE TAHAA

14 septembre 2016

N° 16-212-4 MET.AU.ISLV, Mme Leila Manuhini Anihia épouse Tuua, sur la parcelle des terres Taunoa, Tearanu et Moonine, lot 4, cadastrée n° 30, section PI, sise à Iripau, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-276-3, M. David Manea, sur la parcelle de la terre Upoomau partie, cadastrée n° 60, section PC sise à Iripau, construction d'une maison d'habitation du type OPH ;

N° 16-282-3, Mme Gwendoline Vaihere Tetauvira-Mama et M. Raimana Teiva Samin, sur la parcelle de la terre Faaaha 1 partie, cadastrée n° 9, section CK sise à Faaaha, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

14 septembre 2016

N° 16-278-3 MET.AU.ISLV, M. David Gavin, sur la parcelle de la terre Opeha 3, lot H5, cadastrée n° 161, section MS sise à Avera, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE UTUROA

14 septembre 2016

N° 16-222-4 MET.AU.ISLV, M. Teva Lai Mink, sur le lot de ville n° 51, cadastrée n° 87, section AC, construction d'une maison d'habitation du type OPH.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

SCI MARUMARUTUA
au capital de 120 000 F CFP
Siège social : Pirae, Hamuta, quartier Walker,
BP 43832, 98713 Papeete

En cours de constitution

Au terme d'une assemblée générale en date du 22 septembre 2016, les associés ont décidé de fixer le siège social de la société à Pirae, Hamuta, quartier Walker.

*Pour avis et insertion,
La gérance.*

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Jugements rendus à l'audience du 12 septembre 2016

Ouverture de redressement judiciaire sous le régime simplifié de :

DORAMA SARL, RCS de Papeete n° 11 19 B, construction d'autres bâtiments, Fariipiti, quartier Flohr, BP 42229 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de cessation des paiements* : 9 février 2016, *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

Ouverture de liquidation judiciaire par suite de résolution de plan :

Adopté le 26 janvier 2015, de ATF CONSTRUCTIONS EURL, RCS de Papeete n° 06 368 B, construction d'autres bâtiments, PK 5,800, côté montagne, Arue, BP 50757, 98716 Pirae, *date de cessation des paiements* : 7 juillet 2016, *liquidateur* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55 fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déposer dans le délai de deux mois au plus tard de l'insertion à paraître au JOPF, auprès du liquidateur sus-désigné.

Ouverture de liquidation judiciaire de :

LAFFARGUE Pierre, gérant de l'EURL LAFFARGUE CONSTRUCTION (RCS de Papeete n° 08243 B), construction de maisons individuelles, PK 13, résidence Pearl Nui, à Punaauia ou BP 44988 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de cessation des paiements* : 15 octobre 2011, *liquidateur* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déposer dans le délai de deux mois au plus tard de l'insertion à paraître au JOPF, auprès du liquidateur sus-désigné.

LO SIOU Jean-Pierre, GALAXIE GAMES, RCS de Papeete n° 95 693 A (23541 A 95), commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé, 91, rue des Remparts, BP 1663, 98713 Papeete, *date de cessation des paiements* : 28 avril 2015, *liquidateur* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete.

Les déclarations de créances sont à déposer dans le délai de deux mois au plus tard de l'insertion à paraître au JOPF, auprès du liquidateur sus-désigné.

Plan de continuation de :

TAAPUNA TAHITI EURL, RCS de Papeete n° 15 166 B, commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé, rue Tepano-Jaussen, immeuble Aorai, lot 6, BP 3867, 98713 Papeete, *durée du plan* : 18 mois, *commissaire à l'exécution du plan* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

Conversion en liquidation judiciaire de :

ECOLOGIE & SPA MOOREA SARL, RCS de Papeete n° 11 211 B, hôtels et hébergement similaire, résidence Bel-Air, lot 9, Teavaro, BP 571 Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, *liquidateur* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

Clôture pour insuffisance d'actif de :

MARAETEFU Cyril René Ernest Teamo, RCS de Papeete n° 35527 A, restauration de type rapide, rue Colette, immeuble Laise, BP 3593, 98713 Papeete.

MISTER JOHN'S SARL, RCS de Papeete n° 00 298 B (7996 B 00), coiffure, 22, rue du Maréchal-Foch, Papeete ou BP 5316, 98716 Pirae, 17, South Transportation (SARL), RCS de Papeete n° 02 251 B (9100 B 02), autres transports routiers de voyageurs, marina Taina, PK 9, Punaauia, BP 4570, 98713 Papeete.

HAWAK (SARLU), RCS de Papeete n° 01 264 B (8570 B 01), traitement de données, hébergement et activités connexes, centre Vaima, lots 105 B et C, BP 44792, 98713 Papeete.

Clôture pour extinction du passif de :

FAATAU Marea, RCS de Papeete n° 6055 A, travaux de terrassement courants et travaux préparatoires, BP 32 Fare, 98731 Huahine.

POUTORU Amalia Vahine, RCS de Papeete n° 05 515 A, autres travaux spécialisés de construction, Tiipoto, Vaitape, BP 97 Nunue, 98730 Bora Bora.

SUPERETTE HAAMENE

**Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 000 F CFP**

**Siège social : Route de ceinture,
face collège Uporu, Haamene
BP 240, 98734 Haamene, Tahaa**

RC Papeete n° 14318 B, N° TAHITI : B 33618

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal du 23 septembre 2016, l'assemblée générale extraordinaire, statuant conformément à l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société.

Pour avis.

BLACK PEARL GEM COMPANY

EURL au capital de 1 000 000 F CFP

**Siège social : PK 24,500, Haapiti, BP 1087
98729 Papetoai, Moorea
RC : 7048 B**

Avis de publicité

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 14 septembre 2016, l'associé unique a décidé de transférer à compter du 14 septembre 2016 le siège social qui était à PK 24,500, côté montagne, Haapiti, Moorea à l'adresse suivante : 97, boulevard Pomare, Papeete.

L'article 5 des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS : Papeete.

Pour avis.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT Papeete, 415, boulevard Pomare

TOSATI

Société civile au capital de 200 000 F CFP

Siège : Pirae (98716), immeuble Le Bihan, lot n° 32

Avis de constitution

Aux termes d'un acte aux minutes de l'office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT le 27 septembre 2016, il a été constitué une société civile présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile.

Dénomination : TOSATI.

Objet :

- l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ;
- la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ;
- l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ;
- la vente ou l'attribution aux associés des biens meubles et immeubles devenus inutiles à la société ;
- et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptible d'en faciliter la réalisation.

Siège social : Pirae (98716), immeuble Le Bihan, lot n° 32.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraire : 200 000 F CFP.

Apports en nature : Néant.

Capital social : 200 000 F CFP divisé en 100 parts de 2 000 F CFP chacune, numérotés de 1 à 100, répartis entre les associés en proportion de leurs apports respectifs en numéraire.

Gérant : M. Christophe PEREIRA ANTUNES, demeurant à Mahina, 6, rue Les Alyzès, Mahinarama.

Cession de parts sociales : Aux termes de l'article 11 des statuts, les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers étrangers à la société y compris les conjoints, ascendants ou descendants du cédant, qu'après agrément du cessionnaire proposé par la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 23 des statuts, ou qu'avec le consentement de tous les associés.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,

Me Stéphanie BUIRETTE,
notaire associé.

GROUPE CONCEPTION ETUDE ET CONSTRUCTION

Sigle : GCEC

**Siège social : 148, avenue Prince-Hinoui
BP 259, 98713 Papeete**

**SARL au capital social de 1 000 000 F CFP
RC n° 15 51 B, N° TAHITI : B40167**

L'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 16 septembre 2016 a décidé de poursuivre l'activité de ladite société en dépit de pertes ayant réduit l'actif net à un montant inférieur à la moitié du capital social.

Le procès-verbal de cette assemblée est déposé au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour mention et avis.

SARL SARISA
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : 41, rue Colette
RCS de Papeete 8678 B, n° TAHITI 614784

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 17 septembre 2015, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter de cette même date, et sa liquidation amiable sous le régime conventionnel.

A été nommée en qualité de liquidatrice, Mme Sarah WONG née HAUATA, demeurant à Pirae, Vetea 1, lot n° 70, pour la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus pour procéder aux opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé au siège social, 41, rue Colette.

Pour avis,
 La liquidatrice,
 Sarah WONG.

EURL 4 EVENTS PACIFIC
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
Capital : 2 000 000 F CFP
Siège social : Punaauia, lotissement Fortune, lot B
Punavai montagne, BP 14554 Arue

Avis de publicité

Suite aux deux publications au *Journal officiel* de la Polynésie française en date du 19 juillet 2016 et du 2 août 2016, il en résulte la modification suivante aux publications antérieurement publiées :

Aux termes d'un acte reçu en l'étude de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, le 1er juillet 2016, M. Jérôme LOISEL a fait apport à l'EURL 4 Events Pacific, la branche d'activité d'organisation d'événements sportifs et autres sous le nom commercial 4 EVENTS-4 EVENTS PACIFIC-4 EVENTS TAHITI, dépendant du fonds de commerce exploité à Pirae, lotissement Vetea 2, résidence Temaeva appartement n° 106, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete, sous le numéro 10 950 A.

Les éléments incorporels de ladite branche d'activité ont été apportés pour une valeur de *deux millions de francs CFP* (2 000 000 F CFP). La date d'entrée en jouissance a été fixée au 1er juillet 2016. Cet apport a été effectué moyennant l'attribution à M. Jérôme LOISEL de 1 000 parts sociales de l'EURL 4 EVENTS PACIFIC.

La société deviendra propriétaire du fonds apporté à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, mais les opérations effectuées depuis le 1er avril 2016 (au lieu du 1er juillet 2016) concernant l'exploitation dudit fonds seront réputées faites pour son compte.

Pour avis,
 La gérance.

EURL CENTRE AUTO PAEA
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
Capital : 4 500 000 F CFP
Siège social : PK 20,200, côté montagne, BP 669,
98713 Papeete
N° TAHITI : 215 855, N° RC : 4005B

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 1er septembre 2016, il a été décidé :

- la liquidation de la société à compter du 1er septembre 2016 ;
- la nomination de M. Roger JEANGERARD, comme liquidateur des biens au siège de la société PK 20,200, côté montagne, Paea ;
- BP 669, 98713 Papeete, tél. : 87 77 03 93.

Pour avis,
 Le gérant.

Etude de Me Dominique DUBOUCH
Notaire à Papeete

Société civile immobilière PAPEETE
Capital : 100 000 F CFP
Siège social : Papeete (Tahiti), rue Lagarde
RC Papeete n° 3108-B

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 23 août 2016, M. Vehiatua Hans Jean-Michel CARLSON a démissionné de ses fonctions de gérant. Il a été décidé de nommer M. Tamatoa Kent CARLSON en qualité de nouveau gérant.

Il en résulte les modifications suivantes :

Ancienne mention

Art. 16. — *Gérance*
 M. Vehiatua Hans Jean-Michel CARLSON.

Nouvelle mention

Art. 16. — *Gérance*
 M. Tamatoa Kent CARLSON.

Pour avis,
 Me Dominique DUBOUCH, notaire.

SARL TE TOHORA, les tickets polynésiens
Au capital de 150 000 F CFP
Siège social : Mahina, PK 9,600, côté montagne

Cession de parts et modification de gérance

Suite à l'AGE du 25 mars 2016, Mme Cécile KAUTAI cède la totalité de ses parts à M. Moana KAUTAI, qui devient l'unique, associé.

M. Moana KAUTAI est nommé gérant.

Les articles 7 et 14 des statuts sont modifiés en conséquence.

*Pour avis,
La gérance.*

**SCP Office notarial Philippe CLEMENCET,
Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA
Titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremau
Papeete, Tahiti**

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire associé à Papeete, le 9 septembre 2016 il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : CHATOBAL.

Forme : Société civile.

Siège social : Punaauia, lotissement Taapuna, lot 182, BP 130082, 98717 Punaauia.

Objet social : L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. Le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement. Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS.

Capital social : 100 000 F CFP divisé en 1 000 parts, de 100 CFP chacune, numérotées de 1 à 1 000 attribuées aux associés en proportion de leurs apports en numéraire.

Gérance : La société a pour gérant M. Tony Temoana Jean TEKUATAOA, demeurant à Punaauia (98717) lotissement Taapuna, lot n° 182, BP 130082, 98717 Punaauia et Mlle Charlotte Gwénaèle Courtois, demeurant à Punaauia (98717), lotissement Taapuna, lot n° 182, BP 130082, Moana Nui.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Les parts sont librement cessibles entre associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés donné par une décision prise en assemblée extraordinaire.

*Pour avis,
Le notaire.*

**STATION TOTAL PAPARA VAIPAHU NUI
Société à responsabilité limitée de type unipersonnelle
au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Papara, Vaipahu**

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 20 septembre 2016, enregistré à Papeete, le 21 septembre 2016, folio 154, bordereau 4.825/16, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée de type unipersonnelle.

Dénomination sociale : STATION TOTAL PAPARA VAIPAHU NUI.

Objet : l'exploitation d'une station-service, vente d'hydrocarbure au détail, épicerie et tous travaux d'entretien automobile, et en général la vente de tous produits et marchandises divers de toute nature et de toute provenance.

Siège social : Papara, Vaipahu.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 100 000 F CFP, divisé en cent parts de mille francs chacune.

Gérance : Sous l'article 16 des statuts, Mme Nikita Ruta CHAINE a été nommée gérante de la société pour une durée non limitée.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le gérant.*

**SOCIETE SARL UNIPERSONNELLE (EURL)
TAHITI OHI PEHU**

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 3 octobre 2016, il a été constitué une société à responsabilité limitée :

Dénomination sociale : TAHITI OHI PEHU.

Nom commercial : TOP.

Capital social : Le capital social s'élève à la somme de 100 000 F CFP.

Siège social : Faa'a, PK 6,200, quartier Bernardeau, côté montagne.

Objet : La société a pour objet la collecte des ordures ménagères.

Durée : La société est constituée pour 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Gérant : M. Robin THEOPHILUS, est désigné statutairement en qualité de gérant de la société, demeurant à Faa'a, associé.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés : la société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete, où les statuts seront déposés.

*Pour avis et mention,
M. Robin THEOPHILUS, gérant.*

SOCIETE TAHITIENNE DE DEPOTS DES ILES**Société par actions simplifiée****au capital de 30 000 000 F CFP****Siège social : Zone industrielle de Fare Ute, Papeete****RCS Papeete : TPI 79 94 B, N° TAHITI : 064105**

Il résulte des décisions de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la SOCIETE TAHITIENNE DE DEPOTS DES ILES en date du 30 juin 2015, prenant acte de la démission du commissaire aux comptes suppléant, la nomination, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015, de la SARL KPMG en qualité de commissaire aux comptes suppléant.

Il en résulte les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Commissaire aux comptes suppléant : M. Jean-Christophe TOURON, domicilié à Papeete.

Nouvelle mention

Commissaire aux comptes suppléant : SARL KPMG, domiciliée boulevard-Pomare à Papeete.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,

Le représentant légal.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire
à la résidence de Papeete (île Tahiti)**

SCI STAN**Société civile immobilière****Capital : 100 000 F CFP****Siège social : Punaauia (île de Tahiti),****lotissement Green Vallée Iti, lot n° 50****BP 2599, 98713 Papeete****RCS Papeete n° TPI 04 189 C****N° TAHITI 709576**

*Changement de dénomination, démission
et nomination de gérant, transfert du siège social*

Aux termes d'un acte reçu au rang des minutes de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 22 septembre 2016, la dénomination sociale de SCI LAB a été remplacée par celle de STAN, M. Christophe MAXANT a été nommé en qualité de gérant, pour une durée non limitée, en remplacement de MM. Alain VASSENT et Bruno DELPRAT, gérants démissionnaires, et le siège social a été transféré à Punaauia, île de Tahiti, lotissement Green Vallée Iti, lot n° 50, BP 2599, 98713 Papeete.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Dénomination sociale

Mention périmée

SCI LAB

Mention nouvelle

STAN

Gérance

Mention périmée

MM. Alain Jean VASSENT et Bruno Pierre DELPRAT, demeurant tous deux 12, rue Valma, quartier Mission, 98714 Papeete.

Mention nouvelle

M. Christophe Marie MAXANT, demeurant à Punaauia, lotissement Green Vallée Iti, Lot n° 50.

Siège social

Mention périmée

12, rue Valma, quartier Mission, Papeete, BP 6749, 98702 Faa'a.

Mention nouvelle

Punaauia, île de Tahiti, lotissement Green Vallée Iti, lot n° 50, BP 2599, 98713 Papeete.

*Pour avis et mention,
Me Frédéric RAPADY.*

ANNONCES DIVERSES**ASSOCIATION ENVIRONNEMENT TUKEMATA O KANIHO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(1er septembre 2016)

Président	: OMITAI Gilou
Vice-président	: OMITAI Honoré
Secrétaire	: VAIAANUI Dayana
Secrétaire adjoint	: CHOUAN Omer
Trésorière	: LE PRADO Titaua
Trésorière adjointe	: TEIKITOHE Maria

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE
DE HITI MAHANA MATERNELLE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(8 août 2016)

Présidente	: BIGORGNE Nathalie
Vice-présidente	: COWAN Lara
Secrétaire	: SANQUER Irea
Trésorière	: TERIINATOOFI Hei-Tiare
Commissaires aux comptes	: LY SAO Paquita JI SIOU Flavia

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE VAHITAH**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(26 août 2016)

Présidente	: HONOPIKI Juliana
Secrétaire	: HONOPIKI Juliano
Trésorière	: TINOMANO Thérèse

ASSOCIATION SPORTING BLACK MONARCH

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 août 2016)

Président : MOSE Louis
Vice-président : POU Teanonui
Secrétaire : TEIKIOTIU Glenda
Secrétaire adjoint : TEHEVINI Gilles
Trésorier : KAMIA Landry
Trésorier adjoint : ROHI Vincent

**ASSOCIATION UNION SPORTIVE ET CULTURELLE
ARTISTIQUE NAVALE (USCAN)**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 septembre 2016)

Président : FUJOL Nicolas
Secrétaire : SIRODOT Cédric
Trésorier : GUILLOTIN Christophe
Membres : LANCEN Patrick
HERON Guillaume
LE HIR Philippe

ASSOCIATION TEAM FAAOPORE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 août 2016)

Président : TAUAROA Jonas
Vice-président : HOMAI Rémi
Secrétaire : HOMAI Naumi
Secrétaire adjointe : TAUAROA Doriane
Trésorière : RUPEA-SAMI Heipuatea
Trésorière adjointe : LAUGHLIN Tehina

AMICALE DES SAPEURS POMPIERS DE FAA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 septembre 2016)

Président : TAHARAGI Aldo
Vice-président : BROTHERS Munanui
Secrétaire : VANAA Andrew
Secrétaire adjoint : NENA Rautahi
Trésorier : FARIUA Henri
Trésorier adjoint : MAI Maheanu

**SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES
DE L'IMMEUBLE CALVEYRAC**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 septembre 2016)

Président : FAUA-MAHAI Jean-Claude
Secrétaire : AHITI Toromona
Trésorière : LUCAS Moevai

ASSOCIATION TAMARII HEIVA NO NARAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 août 2016)

Président : TAHUHUTERANI Junsay-Jimmy
Vice-présidents : TEINAURI François
POKARA Léon
Secrétaire : MAMATUI Monia
Secrétaire adjointe : PIRATO Vaite
Trésorière : HAUATA Raihere
Trésorière adjointe : TEHAHE Yolande

ASSOCIATION TE HUNA HERE

Modification de statuts
(13 septembre 2016)

Son siège est situé chemin Ahiti n° 8, Arue.

ASSOCIATION TIARETU

Modification de statuts

L'association a aussi pour objet l'horticulture.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er juillet 2016)

Présidente : TAPATI-DELORD Elise
Vice-président : TAPATI Turo
Secrétaire : HOATA Marylène
Trésorier : TAPATI Timeona

ASSOCIATION TEAM BERNIERE

Modification de statuts

Les articles 7, 9, 10, 11, 12 et 14 ont été modifiés.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 juin 2016)

Président : TICCHI William
Vice-président : HAATANI Rudolphe
Secrétaire : HAATANI Angéla
Secrétaire adjointe : MAMANI Heremoana
Trésorière : HAAPA Aro dite Wailea
Trésorière adjointe : KELLY Tautiare

ASSOCIATION TE TOA PA'ARI

Modification de statuts

Le siège est situé chemin Ahiti n° 8, Arue.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 septembre 2016)

Président : TEROROTUA Georges
Vice-président : GUEGUEN Jean-Claude
Secrétaire : CUNIT Georges
Trésorier : QUIATOL Eric

ASSOCIATION dōTERRA TAHITI

Modification de statuts
(27 août 2016)

L'association a modifié ses statuts.

L'association a pour objet :

- de permettre à chacun de ses membres de consommer librement les produits de la société dōTERRA pour leur épanouissement personnel, leur équilibre et bien-être ;
- de promouvoir les bienfaits de ces produits en partageant les expériences personnelles de ses membres ;
- de sensibiliser, de faire découvrir et de promouvoir les bienfaits de ces produits auprès de tout public ;
- de diffuser auprès de ses membres des informations émanant de la société dōTERRA ;
- de défendre les intérêts de ses adhérents auprès de la société dōTERRA ;
- d'informer ses adhérents quant aux lois et réglementations applicables en Polynésie française en matière de consommation et de fiscalité ;
- de défendre également les intérêts de ses adhérents conformément aux lois et réglementations applicables en Polynésie française en matière de consommation et fiscalité.

Son siège social est situé au PK 6,500, côté mer, quartier Bopp Dupont, Faa'a centre.

ASSOCIATION FATU FENUA NO MAKATEA

Modification de statuts
(10 septembre 2016)

Rajout aux membres de l'association : toutes autres personnes, non propriétaires, pouvant apporter leur soutien pour la préservation de la biodiversité et l'environnement de l'île de Makatea, parrainées par au moins 2 membres de l'association propriétaires, héritiers ou ayants droit et acceptant les présents statuts

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur : ROBSON-TAPU Allain
Présidente : NORDMAN Tupuhina
Vice-présidente : PITTMAN Dany
Secrétaire : BOPP Roland
Secrétaire adjointe : TEPA Marie-Laure
Trésorière : TEMATUA Jocelyne
Trésorier adjoint : TEMATUA Jacques

ASSOCIATION TAMARIKI POERANI

Modification de statuts
(20 juillet 2016)

Article VIII :

Les ressources de l'association se composent de :

- cotisations ;
- revenus des biens et des valeurs qu'elle possède ;
- dons et legs ;
- emprunts ;
- toutes autres ressources autorisées par la loi ;
- subventions du pays, de l'Etat.

Les dépenses concernent notamment :

- les investissements et les équipements en tout genre ;
- les prix et récompenses ;
- les frais de communication et tout autre frais liés aux besoins de l'association.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente : FOSTER Makau
Vice-présidente : BATANI GOURNAC Kohai
Secrétaire : DELCUVELLERIE Nicole
Secrétaire adjoint : DELCUVELLERIE Eric
Trésorière : FOSTER Hau
Trésorier adjoint : FOSTER Tahaki

AMICALE UCJG TARONA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er août 2016)

Présidente d'honneur : TAVI Pierrette
Président : TETOOF A Peaumatarii
Vice-président : VANE Yan
Secrétaire : TEANUANUA Alizée
Secrétaire adjointe : TERA I Emcy
Trésorière : TEMA IANA Sheila
Trésorière adjointe : TAVI Marion

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE
ET CETAD DE BORA BORA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er septembre 2016)

Président : MATAIHAU Timi
Vice-présidente : TEINAORE Marceline
Secrétaire : CAUCHEBRAIS Christian
Secrétaire adjointe : MALAKAI Versani
Trésorière : REUPENA Mere
Trésorière adjointe : TEMAURI Rosenda
Commissaires aux comptes : TAMA Chantal
RUAHE Doris

ASSOCIATION SPORTIVE DU LEP DE UTUROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 août 2016)

Présidente : BUSSON PREAU Caroline
Secrétaire : NEDELLEC Mikaël
Secrétaire adjoint : DUBOIS Elouan
Trésorier : BERDICHEVSKI Daniel
Trésorière adjointe : TEIHOTAATA Mere
Membre : THIAULT Marine

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU GROUPE
SCOLAIRE MARAA-VAIPUARI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 août 2016)

Présidente : CURIEUX Marie
Vice-président : CHAIZE Bernard
Secrétaire : CHEUNG Temataha
Secrétaire adjointe : KAVEE Inès
Trésorière : ROBSON Araia
Trésorière adjointe : TAPEA Léonne
Assesseurs : KAVEE Heionie
ROBSON Vaiarii
MILICIA Manuela

**ASSOCIATION TERRITORIALE DES CEMEA
DE POLYNESIE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 juin 2016)

Présidente : TIRAO Marie Hélène
Vice-président : SPITZ Wolseley
Secrétaire : TEISSIER Elodie
Trésorier : HAAPII Luciano

**ASSOCIATION TE MAU TAMARII A TAURUA TANE
E O TAURUA VAHINE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 septembre 2016)

Président d'honneur : MARA Oaaouraivaioataa
Président : PITO Manoa
Vice-présidente : MEDEVIELLE Naumi
Secrétaire : CHARLES Ruta
Secrétaire adjointe : CHARLES Heimea
Trésorier : MEDEVIELLE Serge
Trésorière adjointe : MOETERAURI Blondine

ASSOCIATION HINE ORI RAU NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 août 2016)

Présidente : DEANE Diana
Secrétaire-trésorière : PANZOLINI Céline

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE
MATERNELLE FARAHEI
anciennement dénommée
ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE
PRIMAIRE FARAHEI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 août 2016)

Présidente : TEMATARU Dolorès
Vice-présidente : CHUNG TIEN Tahia
Secrétaire : LEI Purotu
Trésorière : RIVETA Vairea

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE
FARAHEI
anciennement dénommée
COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE
FARAHEI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 août 2016)

Présidente : ADAM Judith
Vice-présidente : TERIITEHAU Jocya
Secrétaire : HOPUARE Rorienne
Trésorière : HOTU HEY Malvina

**ASSOCIATION JEUNESSE UI API
SAINT-JOSEPH MAKEMO**

Rectificatif

A l'annonce parue au JOPF n° 60 du 26 juillet 2016 à la page 8363.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 mai 2016)

Au lieu de :

Présidente : TEHAHE Heipua
Trésorière : TANGI Marie-Rose

Lire :

Présidente : TEHAHE Marie, Thérèse
Trésorière : TANGI Marie, Rose

APEL DU COLLEGE DE ARUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 septembre 2016)

Président : TENT Rima-Tua
Vice-président : FOURNERIE Fabien
Secrétaire : PINNA Anne-Claire
Secrétaire adjoint : DEAT Eric
Trésorière : LUNEAU Catherine
Trésorière adjointe : WINUM Véronique

COMITE DU TOURISME DE FATU HIVA*Modification de statuts*

Le comité a aussi pour objet la protection de l'environnement.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 août 2016)

Présidente	:	KAMIA Léonie
Vice-présidentes	:	KAMIA Angela KOHUEINUI Catherine TEVEPAUHU Désirée
Secrétaire	:	KOHUEINUI Ida
Secrétaire adjointe	:	PAVAOUAU Linda
Trésorière	:	VAKI Yvanna
Trésorier adjoint	:	TEIKIPUPUNI Poi
Assesseurs	:	TUPAI Lucia KAMIA Philomène

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE PRIMAIRE DE FAANUI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 septembre 2016)

Président	:	TEMANUANUA Heifara
Vice-présidente	:	VANE Naïva
Secrétaire	:	MASIA Yoana
Secrétaire adjointe	:	TEAHURAI Moeata
Trésorier	:	TEAHURAI Warren
Trésorier adjoint	:	TEIHOTAATA Ape
Assesseurs	:	VAHINE Teiho MOEINO Laverna COULON Cindy GERMAIN Angélo TERAAITEPO Taiau

ASSOCIATION HOOMEITAI

(Récépissé n° W9P3000085 du 22 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il est créé une association familiale des descendants de M. Gilles Tamapu Omitai et de Mme Nathalie Tahiakeuoho Kiipuhia épouse Omitai dénommée association HOOMEITAI en conformité avec la loi du 1er juillet 1901.

Cette association a pour but :

- de gérer le patrimoine familial (terres indivis, etc.) ;
- l'entraide, la solidarité, entre les membres de la famille (frères, sœurs, et enfants respectifs) ;
- de trouver et employer les moyens nécessaires aux divers problèmes fonciers et financiers de la famille afin de récupérer les biens et de les partager équitablement sous paiement des cotisations ;
- de recueillir tous les renseignements et les documents auprès des services concernés ;

- d'engager toutes actions juridiques afin de faire aboutir les revendications concernant le patrimoine familial ;
- de défendre, protéger, rendre et aider les membres de la famille dans toutes les démarches et difficultés ;
- de participer à l'évolution, à l'organisation et à l'élaboration de tous travaux sur terrains familiaux.
- de contribuer et collaborer à l'aide financière pour, les évacuations sanitaires de chaque membre de la famille et des enfants en difficultés scolaires ou professionnels ;
- de promouvoir, coordonner et éventuellement d'animer en partie ou en totalité, toutes activités culturelles, sociales, et artisanales de la communauté de Hatiheu de manière non exhaustive :
 - activités sportives de toute nature ;
 - activités culturelles ;
 - activités artistiques et sociales ;
 - activités artisanales.

Son siège social est fixé à Hatiheu, Nuku Hiva.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	OMITAI Gilda
Vice-président	:	OMITAI Honores
Secrétaire	:	OMITAI Venance
Secrétaire adjoint	:	OMITAI Damien
Trésorier	:	OMITAI Pascal
Trésorier adjoint	:	OMITAI Williams

ASSOCIATION FAMILIALE TUTEPAEHAU

(Récépissé n° W9P2000278 du 6 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il est constitué le 15 août 2016 l'ASSOCIATION FAMILIALE TUTEPAEHAU régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unisse, ainsi d'aider les familles de l'association la plus nécessiteuse, d'organiser des levées de fonds afin de subvenir aux besoins et de s'entraider mutuellement.

Son siège social est fixé à Tumaraa, PK 9,500, Miri Miri, Raiatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	TEIHOTAATA Wilda
Secrétaire	:	YIM Virginie
Trésorier	:	TEIHOTAATA Adrien fils

ASSOCIATION TOAREVA*(Récépissé n° W9P1001314 du 15 septembre 2016)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TOAREVA, fondée le 22 août 2016, a pour objectifs :

- d'organiser des voyages culturels ayant pour but de resserrer les liens et de nouer les liens avec d'autres communautés dans d'autres pays et les îles ;
- de participer à des activités sportives ;
- de faire des recherches de fonds ayant pour but de pouvoir financer les différentes activités de l'association ;
- d'organiser toute manifestation en faveur de la jeunesse dans la commune comme sportive, de loisirs, de l'artisanat, de l'horticulture, etc. ;
- de promouvoir la culture polynésienne ;
- d'apporter un soutien social et éducatif aux jeunes et aux familles en difficultés ;
- de travailler en partenariat avec le service de l'emploi et de faciliter l'insertion sociale des jeunes aux moyens d'animation culturelle, de formations, d'encadrement et d'aides diverses afin de trouver un emploi pour nos jeunes,
- de sensibiliser les jeunes et en général la population sur la protection de l'environnement à l'entretien de sites touristiques, etc. ;
- de faciliter l'insertion des jeunes par les activités culturelles et économiques diverses, comme l'agriculture, la pêche, l'artisanat, le tourisme et autres.

Son siège social est fixé à Tautira village, lotissement Maire-Nui n° 123.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEIHO Vaitiare
Secrétaire	: TEIHO Lucien
Trésorière	: TOHEIRA Haamoura

ASSOCIATION FAMILIALE HEREHEI*(Récépissé n° W9P1001158 du 20 août 2016)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 9 août 2016, entre les adhérent aux présents statuts, l'ASSOCIATION FAMILIALE HEREHEI régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour but de défendre les intérêts des familles, membres de l'association, et toutes actions en faveur du développement des liens familiaux de :

- financer des déplacements familiaux ;
- financer les frais pour la généalogie, les notoriétés : les frais notariaux,... (cadastre...);

- de collaborer ou de participer à l'organisation de fête, concours et autre manifestation à caractère folklorique, culturel et corporatif.

Son siège social est fixé à Makemo, Pouheva, Tuamotu.

Sa durée est indéterminée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TINIRAU Hinarui
Vice-président	: KOTE Alexis
Secrétaire	: KOTE Maryse
Secrétaire adjoint	: KOTE Turereariki
Trésorier	: TINIRAU Tegaripa
Trésorière adjointe	: KOTE Monique

ASSOCIATION JEUNESSE'AITO FIT PAPARA*(Récépissé n° W9P1001300 du 13 septembre 2016)*

Extraits de statuts

Il est constitué le 30 août 2016 l'ASSOCIATION JEUNESSE'AITO FIT PAPARA régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association a pour but :

- d'organiser toute manifestation à caractère sportif, de bienfaisance... ;
- d'organiser l'activité récréative, d'éducation populaire, socio-éducative, culturelle, de loisirs à but lucratif et apolitique ;
- de favoriser l'insertion des jeunes et des adultes ;
- d'améliorer le cadre de vie du quartier ;
- d'intégrer les jeunes et les adultes à ses activités sportives dans la commune et à l'extérieur de la commune ou du pays ;
- de faire bénéficier à tous d'un programme de nutrition santé "Manger bien et bouger plus à tout âge".

Son siège social est fixé à Papara, PK 31,100, côté mer, quartier Mendelsohn.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TAHAURI Aeta
Vice-présidente	: TETARONIA Moea
Secrétaire	: TEATAOTERANI Hinarui
Secrétaire adjointe	: FANAURA Raina
Trésorière	: TETARONIA Vaiana
Trésorière adjointe	: CHANG AH SANG Mitsi

ASSOCIATION RAUFARA*(Récépissé n° W9P1001389 du 22 septembre 2016)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 16 septembre 2016 l'ASSOCIATION RAUFARA régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour objet l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des fédérations et associations affiliées :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre les mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en se formant dans le secteur artisanal et administratif ;
- en formant des personnes susceptibles d'être dans ce milieu professionnel ;
- en venant en aide aux membres.

Son siège social est fixé au marché de Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: NARU Rosalie
Vice-présidente	: PAPARA Stéphanie
Secrétaire	: PAPARA Poehere
Trésorière	: LOOS Anne-Marie

ASSOCIATION SPORTIVE FUTSALL HITIA'A O TE RA

(Récepissé n° W9P1000644 du 22 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 23 mars 2016 l'ASSOCIATION SPORTIVE FUTSALL HITIA'A O TE RA.

Elle a pour objet :

- d'organiser les championnats annuels de futsal de Hitia'a O Te Ra ;
- d'organiser des déplacements à aboutir les recherches et rencontres amicales ;
- l'organisation de toute manifestation autofinancière permettant la prise en charge des œuvres de l'association (cinéma, dîner dansant...) ;
- l'organisation de toute activité ayant pour but de resserrer les liens amicaux et familiaux entre ses membres ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes à l'insertion professionnelle, économique, sportive et culturelle de la jeunesse ;
- d'organiser des manifestations de toute nature ;
- des programmes sociaux éducatifs ;
- la protection et l'aménagement de l'environnement ;
- les soirées et journées corporatives musicales au profit de l'association ;

- l'organisation de sorties et d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les jeunes de la commune ;
- de participer à toutes actions visant la promotion touristique ;
- d'organiser des activités physiques, sportives et des loisirs en faveur de la jeunesse ;
- de participer à la réalisation des projets de l'association.

Son siège social est fixé à Mahaena, PK 32,100, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEMARII Arthur
Vice-président	: RAYMOND Iriti
Secrétaire	: KAIHA Claudine
Secrétaire adjointe	: TEUIRA Tearai
Trésorier	: LO-SHING Jeannot

ASSOCIATION HANDI - SPORTS DE FAA'A

(Récepissé n° W9P1001385 du 22 septembre 2016)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION HANDI - SPORTS DE FAA'A, fondée le 18 septembre 2016, a pour objet :

- d'organiser des compétitions toutes activités concernant ces compétences ;
- de gérer les activités sportives handi-sports ; toutes sections de sports ;
- de créer des sections ;
- d'organiser des activités de jeunesse dans les quartiers de Faa'a ;
- d'organiser des soirées de partage entre les membres de l'association et les jeunes de Faa'a ;
- de mettre en place une école sportive pour les activités de handi-sports ;
- d'insérer et accompagner les jeunes de quartier dans leurs projets d'activités professionnelles ;
- ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Saint-Hilaire, Faa'a.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MATEMOKO Daniel
Secrétaire	: VERO Justine
Trésorier	: MATEMOKO Dan-Abel

ANNONCES MARCHES PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 43-16 MET

Marché de travaux passé par la Polynésie française, ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs

1 - *Objet du marché* : Acquisitions de véhicules pour les services administratifs de la Polynésie française.

2 - *Décomposition en lots et modalités d'attribution* : Les travaux sont répartis en 4 lots dont la liste suit :

- lot 8 : Fourgonnette, type utilitaire, 2 places, d'un volume utile d'environ 3 m³ ;
- lot 9 : Pick-up 4x4, châssis long double cabine ;
- lot 10 : Fourgonnette, type familial, pouvant transporter jusqu'à 7 personnes ;
- lot 11 : Pick-up 4x4, châssis long simple cabine.

Les entreprises devront remplir impérativement un acte d'engagement pour chacun des lots auquel elles soumissionnent.

Ces lots feront l'objet de marchés séparés. Une seule et même entreprise pourra être attributaire pour chacun des lots auquel elles soumissionnent.

3 - *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (articles : 12, 13, 19, 20, 23 à 25 *quater* du CMP).

4 - *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* : Auprès du parc à matériel de la direction de l'équipement, vallée de Tipaerui, Papeete.

5 - Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au § 4).

6 - *Retrait du dossier de consultation auprès du* : Parc à matériel de la direction de l'équipement, vallée de Tipaerui, Papeete, tous les jours ouvrables : lundi au jeudi de 7 heures à 15 heures, vendredi de 7 heures à 14 heures, sauf le samedi, tél. : 40 50 68 02 ou 40 50 68 19.

7 - *Envoi à la publication le* : 26 septembre 2016.

8 - *Remise des offres* : Au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3^e étage avant le lundi 31 octobre 2016 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

9 - *Validité des offres* : 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

10 - *Critères de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 25 du code des marchés publics (CMP) selon les critères d'attribution pondérés suivant :

- 1° Valeur technique appréciée selon les éléments demandés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : 30 ;
- 2° Prix : 60 apprécié selon le bordereau des prix ;

3° Délai : 10 suivant les indications indiquées dans l'acte d'engagement.

11 - *Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation. Entre autres* : références, mémoire justificatif, certificats CPS (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres), certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années), une attestation sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux alinéas 1 et 2 de l'article 9 du CMP et pour les candidats admis à la procédure judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code de commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française, la copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'ils sont en période d'observation l'attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

AVIS d'APPEL d'OFFRES n° 45-16 MET

Marché de fourniture passé par la Polynésie française, ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs

1. *Objet du marché* : Acquisition et livraison de trois (3) mini-pelles hydrauliques sur chenilles avec remorque à la direction de l'équipement.

2. *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (article 19, 20, 23 à 25 *quater* du CMP).

3. *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* auprès du parc à matériel de la direction de l'équipement, vallée de Tipaerui, Papeete.

4. *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées*, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3.

5. *Retrait du dossier de consultation chez* : Parc à matériel de la direction de l'équipement, vallée de Tipaerui, Papeete tous les jours ouvrables : lundi au jeudi de 7 heures à 15 heures, vendredi de 7 heures à 14 heures, sauf le samedi tél. : 40 50 68 02, 40 50 68 19.

6. *Envoi à la publication le* : 26 septembre 2016.

7. *Remise des offres* : Au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage, avant le lundi 31 octobre 2016 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

8. *Validité des offres* : 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9. *Critères de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 25 du code des marchés publics (CMP) selon les critères et de leur pondération ci-dessous listés :

- valeur technique appréciée selon les éléments demandés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : 50 ;
- prix : 40 apprécié selon le bordereau des prix ;
- le délai de livraison indiqué à l'article 3 de l'acte d'engagement : 10 ;

10. Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation. Entre autres : références, certificats CPS dont la date de validité ne devra pas être antérieure à un (1) mois de la date de remise des offres, certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années), une attestation sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux alinéas 1 et 2 de l'article 9 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics et pour les candidats admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code du commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française la copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'ils sont en période d'observation l'attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

AVIS D'APPEL D'OFFRES n° 46-16 MET

Marché de fourniture passé par la Polynésie française, ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs

1. *Objet du marché* : Acquisition et livraison de tractopelles à la direction de l'équipement.

2. *Mode de Passation* : Appel d'offres ouvert (article 12, 19, 20, 23 à 25 quater du CMP).

3. *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* auprès du parc à matériel de la direction de l'équipement, vallée de Tipaerui, Papeete.

4. *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées*, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3.

5. *Retrait du dossier de consultation chez* : Parc à matériel de la direction de l'équipement, vallée de Tipaerui, Papeete tous les jours ouvrables : lundi au jeudi de 7 heures à 15 heures, vendredi de 7 heures à 14 heures, sauf le samedi tél. : 40 50 68 02, 40 50 68 19.

6. *Envoi à la publication le* : 26 septembre 2016.

7. *Remise des offres* : Au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage, avant le lundi 31 octobre 2016 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

8. *Validité des offres* : 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9. *Critères de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 25 du code des marchés publics (CMP) selon les critères et de leur pondération ci-dessous listés :

- valeur technique appréciée selon les éléments demandés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : 50 ;
- prix : 40 apprécié selon le bordereau des prix ;
- le délai de livraison indiqué à l'article 3 de l'acte d'engagement : 10 ;

10. Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation. Entre autres : références, certificats CPS dont la date de validité ne devra pas être antérieure à un (1) mois de la date de remise des offres, certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années), une attestation sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux alinéas 1 et 2 de l'article 9 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics et pour les candidats admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code du commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française la copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'ils sont en période d'observation l'attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

AVIS D'APPEL À PROJETS

Le service du tourisme lance un appel à projets pour l'exploitation et la gestion des deux boutiques (22 mètres carrés chacune, loyer : 23 760 F CFP/1) situées à Arahoho, trou du souffleur de Tiarei. Retrait des dossiers de candidatures au service du tourisme : immeuble Paofai, bâtiment D, 2e étage, boulevard Pomare, BP 4527, 98713 Papeete, Tahiti, tél. : 40 47 62 00, fax. : 40 47 62 02, email : sdt@tourisme.gov.pf.

Retour des dossiers complets : Avant le vendredi 21 octobre 2016 à 14 h 30.

Le chef du service du tourisme,
Bruno JORDAN.

AVIS d'APPEL A LA CONCURRENCE n° 42-16 MET

Marché de travaux passé par la Polynésie française, ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

1. *Objet du marché* : Rénovation de l'aérogare de Huahine, travaux complémentaires, archipel de la Société.

Lot n° 2 : Menuiserie aluminium, menuiserie bois.

2. *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (articles 13, 19, 20 et 23 à 25 *quater* du CMP), sans variante. Cette nouvelle procédure a été initiée à la suite de la décision du pouvoir adjudicateur de renoncer à passer le marché pour des motifs d'intérêt général.

3. *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* auprès du bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage.

4. *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées*, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3.

5. *Retrait du dossier de consultation chez* : SP3E, vallée de la Titiro, avant la SOMAC, BP 5875, 98716 Pirae, tél. : 40 80 06 40.

6. *Envoi à la publication le* : 26 septembre 2016.

7. *Remise des offres* au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11 rue du commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage avant le lundi 31 octobre 2016 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

8. *Validité des offres* : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9. *Critères d'acceptation des candidatures* :

Les justificatifs concernant la situation administrative du candidat :

- certifications par l'administration fiscale (DICP et Trésor public) attestant au 31 décembre précédent, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;
- certificats attestant que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations auprès de la Caisse de prévoyance sociale (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres) ;
- la déclaration sur l'honneur pour justifier qu'ils n'entrent dans aucun des cas mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article 9 du CMP ;
- pour les candidats admis au règlement judiciaire, selon l'alinéa 3 de l'article 9 du CMP :

1° La copie du ou des jugements prononcés ;

2° Lorsqu'ils sont en période d'observation, une attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

- effectif minimum de 3 personnes.

Les justificatifs concernant les capacités professionnelles, financières et techniques exigées des candidats :

- les références en travaux en indiquant le type de travaux, l'année de réalisation, le montant des travaux et la part sous-traitée en montant ou en pourcentage, la durée des travaux, le lieu d'exécution des travaux et le client ;
- une déclaration concernant le chiffre d'affaire global des trois derniers exercices disponibles ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement.

Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

Les entreprises de création récente devront prouver leurs capacités professionnelles, financières et techniques par tout moyen, notamment par une déclaration appropriée de banque, des justifications professionnelles, ou attestations de qualification professionnelles de certains agents qualifiés, ou des certificats d'identité professionnelle ou tout autre justificatif regardé comme équivalent.

10. *Conditions de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 25, 25 *bis*, 25 *ter* et 25 *quater*, du code des marchés publics (CMP). Les offres seront analysées et sélectionnées au terme d'un classement prenant en compte les critères et sous-critères suivants, selon la pondération indiquée :

- prix apprécié au travers du forfait global : 70 points ;
- valeur technique, appréciée au travers du mémoire : 30 points ; une note inférieure ou égale à 10 est éliminatoire ;
- procédés d'exécution et moyens utilisés : 6 points ;
- provenance et références des fournitures : 9 points ;
- note d'hygiène et sécurité : 9 points ;
- calendrier prévisionnel d'exécution des travaux : 3 points ;
- plans d'ensemble et de détail explicitant l'offre : 3 points.

11. *Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation* : Entre autres, mémoire justificatif.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE N° 44-16 MET

Marché de fourniture passé par la Polynésie française
Ministère de l'équipement, de l'aménagement
et de l'urbanisme, et des transports intérieurs

1 - *Objet du marché* : Acquisition et livraison d'une pelle hydraulique sur chenilles à la direction de l'équipement.

2 - *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (article 19, 20, 23 à 25 *quater* du CMP).

3 - *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* : Auprès du parc à matériel de la direction de l'équipement, vallée de Tipaerui, Papeete.

4 - *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées* : Sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3.

5 - *Retrait du dossier de consultation chez* : Parc à matériel de la direction de l'équipement, vallée de Tipaerui, Papeete, tous les jours ouvrables : du lundi au jeudi de 7 heures à 15 heures, le vendredi de 7 heures à 14 heures, sauf le samedi, tél. : 40 50 68 02, 40 50 68 19.

6 - *Envoi à la publication le* : 26 septembre 2016.

7 - *Remise des offres* : Au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage, avant le lundi 31 octobre 2016 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

8 - *Validité des offres* : 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9 - *Critères de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 25 du code des marchés publics (CMP) selon les critères et de leur pondération ci-dessous listés :

- valeur technique appréciée selon les éléments demandés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : 50 ;
- prix : 40 apprécié selon le bordereau des prix ;
- le délai de livraison indiqué dans l'acte d'engagement : 10.

10 - *Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation. Entre autres* : références, certificats CPS dont la date de validité ne devra pas être antérieure à un (1) mois de la date de remise des offres, certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant au 31 décembre de l'année précédente celle au cours de laquelle a lieu le

lancement de la consultation de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années), attestation sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux alinéas 1 et 2 de l'article 9 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics et pour les candidats admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code de commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française la copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'ils sont en période d'observation l'attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

AVIS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ N° 2016-16

A la suite de l'appel d'offres n° 2016-03 publié le lundi 18 avril 2016, le marché n° 2016-16 a été notifié le 2 septembre 2016 à l'entreprise JL Polynésie SA pour un montant de 45 529 200 F CFP HT.

*Le directeur général
du port autonome de Papeete,
Georges PUCHON.*

TARIFS TTC de l'Imprimerie officielle

<i>Journal officiel de la Polynésie française</i>		
<i>en F CFP</i>	Polynésie française	Hors Polynésie française (exonéré de TVA)
	Voie aérienne	
Numéro.....	263	515
Abonnement annuel	13 533	26 604
Annonces et Avis		
Annonces judiciaires, légales et marchés publics :		
- la ligne.....		311
- les mêmes renouvelées		186
Annonces diverses (associations sportives, syndicales, coopératives etc.) :		
- la ligne.....		232

Vient de paraître

Année 2016 — N° 26 APF

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

29 Septembre 2016

ISSN 1768 - 1085

ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE FARE APOORAA RAHI NO POLYNESIA FARANI

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE



IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Pollus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

Prix : 683 F CFP TTC

ETAT CHRONOLOGIQUE DES PUBLICATIONS DU JOPF POUR L'ANNEE 2015

Date	N°	Pages	Date	N°	Pages	Date	N°	Pages	Date	N°	Pages
				Report	3 346		Report	7 644		Report	12 916
V - 02/01/2015	1	60	M - 07/04/2015	28	84	V - 10/07/2015	55	188	V - 23/10/2015	85	264
M - 06/01/2015	2 + NC	108	J - 09/04/2015	16 NS	12		31 NS	12	M - 27/10/2015	86	108
J - 08/01/2015	1 NS	56	V - 10/04/2015	29	92	M - 14/07/2015	56	100	J - 29/10/2015	43 NS	16
V - 09/01/2015	3	124		30 + NC	48	J - 16/07/2015	32 NS	28	V - 30/10/2015	87 + NC	164
M - 13/01/2015	4	136	M - 14/04/2015	17 NS	8	V - 17/07/2015	57 + NC	196	M - 03/11/2015	88	152
J - 15/01/2015	2 NS	24	J - 16/04/2015	18 NS	64	M - 21/07/2015	58	160	J - 05/11/2015	44 NS	52
V - 16/01/2015	5	92	V - 17/04/2015	31 + NC	80	V - 24/07/2015	59	108	V - 06/11/2015	89 + NC	184
M - 20/01/2015	6	104	M - 21/04/2015	32	88	M - 28/07/2015	60 + NC	188	M - 10/11/2015	90 + NC	224
J - 22/01/2015	3 NS	28	V - 24/04/2015	33 + NC	162	J - 30/07/2015	33 NS	80	J - 12/11/2015	45 NS	4
V - 23/01/2015	7	92	M - 28/04/2015	34	120	V - 31/07/2015	61 + NC	124	V - 13/11/2015	91	144
M - 27/01/2015	8	116	V - 01/05/2015	35	84	M - 04/08/2015	62	52		92 + NC	100
J - 29/01/2015	4 NS	24	M - 05/05/2015	36 + NC	164	J - 06/08/2015	34 NS	2	M - 17/11/2015	46 NS	4
V - 30/01/2015	9 + NC	124	J - 07/05/2015	19 NS	208	V - 07/08/2015	63 + NC	136	J - 19/11/2015	47 NS	28
L - 02/02/2015	5 NS	36	V - 08/05/2015	37	148	M - 11/08/2015	64 + NC	86	V - 20/11/2015	93	228
	10 + NC	70	M - 12/05/2015	38	172	J - 13/08/2015	35 NS	4	M - 24/11/2015	94 + NC	140
M - 03/02/2015	6 NS	8	J - 14/05/2015	20 NS	8	V - 14/08/2015	65	220	J - 26/11/2015	48 NS	4
V - 06/02/2015	11 + NC	60	V - 15/05/2015	39 + NC	120	M - 18/08/2015	66	228		49 NS	12
M - 10/02/2015	12 + NC	96	M - 19/05/2015	40	64	J - 20/08/2015	36 NS	124	V - 27/11/2016	95 + NC	148
V - 13/02/2015	13 + NC	160	V - 22/05/2015	41	148	V - 21/08/2015	67 + NC	188		96	184
M - 17/02/2015	14	64	M - 26/05/2015	42 + NC	76	M - 25/08/2015	68	116	M - 01/12/2015	50 NS	4
J - 19/02/2015	7 NS	56		21 NS	88	V - 28/08/2015	69	212	V - 04/12/2015	97	208
V - 20/02/2015	15	112	J - 28/05/2015	22 NS	12	M - 01/09/2015	70 + NC	64	M - 08/12/2015	98	92
L - 23/02/2015	8 NS	20	V - 29/05/2015	43 + NC	180	V - 04/09/2015	71	140	J - 10/12/2015	51 NS	120
	16	88	M - 02/06/2015	44 + NC	68	M - 08/09/2015	72	148		52 NS	12
M - 24/02/2015	9 NS	4	V - 05/06/2015	45	112	V - 11/09/2015	73	288	V - 11/12/2015	99 + NC	244
Me - 25/02/2015	10 NS	8	L - 08/06/2015	23 NS	120	M - 15/09/2015	74	128	L - 14/12/2015	53 NS	4
V - 27/02/2015	17 + NC	128	M - 09/06/2015	46	64	Me - 16/09/2015	37 NS	128	M - 15/12/2015	100	168
M - 03/03/2015	18	108		24 NS	4	J - 17/09/2015	38 NS	100	V - 18/12/2015	101 + NC	168
V - 06/03/2015	19	108	J - 11/06/2015	25 NS	4	V - 18/09/2015	75	144		54 NS	72
	11 NS	84	V - 12/06/2015	47	156	M - 22/09/2015	76	120	M - 22/12/2015	102	80
M - 10/03/2015	20	108	M - 16/06/2015	48 + NC	108	V - 25/09/2015	77 + NC	156	Me - 23/12/2015	55 NS	16
J - 12/03/2015	12 NS	64	J - 18/06/2015	26 NS	220	M - 29/09/2015	78	128	V - 25/12/2015	103	108
V - 13/03/2015	21	144	V - 19/06/2015	49	176	V - 02/10/2015	79 + NC	236	M - 29/12/2015	104 + NC	328
M - 17/03/2015	22 + NC	76	M - 23/06/2015	50	184	M - 06/10/2015	80	84		56 NS	52
V - 20/03/2015	23 + NC	136		27 NS	68	V - 09/10/2015	81 + NC	308	Me - 30/12/2015	57 NS	228
M - 24/03/2015	24 + NC	112	J - 25/06/2015	28 NS	4		39 NS	4		58 NS	268
J - 26/03/2015	13 NS	12		51	244	M - 13/10/2015	82	104	J - 31/12/2015	59 NS	196
V - 27/03/2015	25	224	V - 26/06/2015	29 NS	8	J - 15/10/2015	40 NS	80		60 NS	88
L - 30/03/2015	14 NS	8		52	80		41 NS	16		61 NS	148
M - 31/03/2015	26	64	M - 30/06/2015	53 + NC	236	V - 16/10/2015	83	208			
J - 02/04/2015	15 NS	4	L - 06/07/2015	30 NS	4	M - 20/10/2015	84	132			
V - 03/04/2015	27 + NC	96	M - 07/07/2015	54	208	Me - 21/10/2015	42 NS	4			
Sous-total	3 346		Sous-total	7 644		Sous-total	12 916		Total général	17 680	

104 NO + 40 NC = 14 502 pages - 61 NS = 3 178 pages - TOTAL GENERAL : 205 numéros pour 17 680 pages

Bureau commercial :

Commandes - facturations : lundi à jeudi : 7 h à 15 h, vendredi : 7 h à 14 h - Tél : 40 500 579 - Fax : 40 500 585 - bcom@imprimerie.gov.pf

Régie : lundi à vendredi : 7 h à 12 h - Tél : 40 500 578 - Fax : 40 500 570 - regie@imprimerie.gov.pf